

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les budgets de 1962 et 1963 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES BUDGETS DE 1962 ET 1963

Le présent article a pour but de présenter, à titre d'information, les aspects les plus significatifs des budgets de 1962 et 1963 suivant l'« Exposé général du budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1963 ». Il traitera d'abord de la politique financière du Gouvernement, pour procéder ensuite à un examen plus détaillé des budgets de 1962 et 1963. Par ailleurs, il passera en revue les regroupements économique et fonctionnel des opérations budgétaires. Enfin, il reproduira les passages les plus importants d'une étude rétrospective figurant en annexe de l'Exposé général sur les résultats budgétaires au cours de la période 1957 à 1962.

I. La politique financière du Gouvernement

Tout comme il y a un an, l'assainissement des finances publiques est demeuré la préoccupation fondamentale du Gouvernement lors de l'élaboration du budget de 1963. Aussi les objectifs ultimes de la politique financière n'ont-ils pas changé. Le Gouvernement entend en effet poursuivre le redressement financier sur le triple plan de l'équilibre budgétaire, de la refonte du système fiscal et, enfin, de l'amélioration de la situation de la Trésorerie et de la gestion de la dette publique.

Du point de vue budgétaire, la limitation de l'accroissement des dépenses ordinaires au niveau des recettes prévisibles a constitué le principal souci du Gouvernement lors de l'établissement du budget de 1963.

Le niveau élevé du budget ordinaire ainsi que son rythme d'expansion rapide n'autorisent guère d'initiatives nouvelles en matière des dépenses en dehors de celles qui peuvent être considérées comme répondant à un ordre de priorité immédiat ou qui revêtent un caractère inéluctable. Encore l'équilibre n'a-t-il pu être finalement atteint que grâce à un effort sérieux de compression des dépenses qui est activement poursuivi. Le Gouvernement se doit d'attirer l'attention du Parlement et de l'opinion sur cette situation, car elle signifie que les charges budgétaires ont atteint pour le moment un volume qui ne laisse plus guère de place à des interventions complémentaires.

Parmi les facteurs d'expansion des dépenses de caractère prioritaire, on peut notamment classer les dépenses prévues en vue de la revalorisation de la fonction publique et celles relatives à l'Education Nationale. Au budget extraordinaire, l'augmentation des crédits d'investissement correspond également à un objectif prioritaire. Ainsi qu'il sera montré plus loin, les investissements financés « hors budget » ont par ailleurs tendance à se développer.

L'accroissement des dépenses relatives à l'enseignement s'explique par l'augmentation du nombre d'enfants et surtout par le relèvement du degré de scolarité de la population. Il serait erroné d'aborder ce phénomène sous un angle purement financier. En matière d'instruction et de développement culturel, un « bond en avant » important a été fait au cours des dernières années et on ne saurait trop s'en féliciter. Il n'empêche que la progression des dépenses prévues pour le département de l'Education Nationale a dû être sérieusement limitée dans les prévi-

Tableau I.

Evolution de l'ensemble des dépenses budgétaires ¹

(Millions de francs)

	1961 2	1962 2 3	1963	Différence de 1962 à 1963
1. Education Nationale et Culture	21.905	24.603	25.507	+ 904
2. Dette publique	23.222	23.698	25.251	+ 1.553
3. Pensions	17.185	19.018	19.690	+ 672
4. Défense Nationale	16.144	18.051	18.605	+ 554
5. Intérieur et Fonction Publique	9.696	11.005	12.507	+ 1.502
6. Communications et P.T.T.	9.288	11.572	10.962	- 610
7. Travaux Publics	8.343	9.149	10.183	+ 1.034
8. Prévoyance Sociale	6.830	7.027	7.411	+ 384
9. Finances	5.472	6.376	5.686	- 690
10. Santé Publique et Famille	4.888	4.677	5.196	+ 519
11. Assistance Technique et Affaires Africaines	4.657	3.009	2.810	- 199
12. Affaires Economiques et Energie	2.707	2.768	2.761	- 7
13. Justice	2.176	2.422	2.570	+ 148
14. Emploi et Travail	3.164	2.624	2.399	- 225
15. Agriculture	1.353	1.847	1.802	- 45
16. Gendarmerie	1.609	1.708	1.781	+ 73
17. Affaires Etrangères et Commerce Extérieur	1.301	2.176	1.395	- 781
18. Dotations	391	412	435	+ 23
19. Classes Moyennes	264	300	314	+ 14
20. Premier Ministre	135	154	215	+ 61
21. Non-Valeurs et Remboursements	99	111	110	- 1
Total ...	140.829	152.707	157.590	+ 4.883

¹ Dépenses ordinaires et extraordinaires (crédits de paiement).² Budgets ajustés, non compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.³ Les crédits restants des départements supprimés en 1961 ont été mis à la disposition des départements succédant dans leurs attributions.

sions relatives à l'exercice 1963. En vue de permettre une expansion ordonnée des crédits mis à la disposition de ce département, le Gouvernement désire mettre au point une programmation effective à plus longue échéance des dépenses scolaires et culturelles en accord avec la Commission permanente du Pacte scolaire.

Parmi les dépenses qui ont un caractère inéluctable, on peut citer celles relatives aux interventions sociales nouvelles, dont les pensions, et au service de la dette publique.

Sur le plan de la fiscalité, l'action du Gouvernement traduit le souci d'adapter le régime en vigueur et de le rendre plus juste tout en assurant un volume de recettes suffisant pour le maintien de l'équilibre financier.

La péréquation générale des revenus cadastraux à laquelle il avait été procédé en application de la loi du 14 juillet 1955, a été mise en vigueur par la loi du 28 février 1962.

La loi portant réforme des impôts sur les revenus a été votée par le Parlement suivant les grandes lignes du projet initial. Cette loi se rapporte à la taxation des personnes physiques et des sociétés et remplace le système cédulaire introduit au lendemain de la première guerre mondiale par un régime fondé sur l'impôt calculé suivant un barème unique et la globalisation des revenus, les impôts cédulaires étant maintenus sous forme de précomptes.

Sous l'angle du rendement, la nouvelle fiscalité sera neutre. La charge de l'impôt sera toutefois répartie de manière plus équitable. La progressivité sera plus marquée. L'impôt diminuera pour les contribuables modestes et augmentera pour les titu-

lares des revenus les plus élevés. Il sera mis fin à plusieurs régimes fiscaux privilégiés. En vue de favoriser l'expansion économique, un statut plus souple a été prévu en matière d'amortissements, de provisions et de plus-values. Un meilleur équilibre a été recherché dans la taxation des revenus mobiliers, notamment grâce à la refonte de l'article 52 de l'ancienne fiscalité et à l'uniformisation des dispositions qui leur sont applicables. Enfin, la juste perception de l'impôt sera favorisée par les diverses mesures de répression de la fraude incluses dans le projet. Ces mesures auront pour effet de dégager un supplément de recettes.

En matière de taxe de transmission, le Gouvernement demandera au Parlement de reconduire au-delà du 31 décembre 1962, date à laquelle il arrive à terme, le relèvement de la taxe de transmission décidé par l'arrêté royal du 3 mai 1961, en vertu de la « loi unique » du 14 février 1961. Cette reconduction se révèle indispensable pour assurer l'équilibre du budget ordinaire. Mais le Gouvernement abordera en même temps, comme il l'avait annoncé l'année dernière, la réforme de l'ensemble de notre fiscalité indirecte. Cette réforme s'impose à la fois pour des motifs économiques et pour des raisons sociales.

En ce qui concerne la gestion de la dette publique, le freinage de l'augmentation de celle-ci doit être poursuivi. Alors que la dette dans son ensemble avait augmenté d'environ 22,5 milliards au cours de chacune des années 1958, 1959 et 1960, elle s'est accrue de 18,5 milliards en 1961, soit une réduction de l'ordre de 4 milliards du rythme d'accroissement, après élimination des opérations inter-

venues avec le Fonds Monétaire International. Cette amélioration s'est confirmée et même légèrement accentuée pendant les dix premiers mois de 1962, au cours desquels l'accroissement a été de 11,6 milliards contre 16,3 milliards pendant la période correspondante de 1961, compte non tenu des opérations intervenues avec le Fonds Monétaire International et d'autres opérations neutres du point de vue de la situation réelle du budget et de la Trésorerie. Si le déficit budgétaire prévu pour l'exercice 1963 et qui correspond aux dépenses extraordinaires, le budget ordinaire étant en équilibre, s'élève à 17,4 milliards, les amortissements postulés atteignent 10,3 milliards, si bien que le déficit budgétaire ne donnera lieu à une augmentation nette de la dette qu'à concurrence d'un peu moins de la moitié. Quant au recours à l'endettement à court terme en monnaies étrangères, l'évolution a été favorable : de la fin de mai 1961, où il atteignait le sommet de 31,6 milliards, à la fin d'août 1962, cet endettement a été ramené à 14,2 milliards, soit une réduction de 17,4 milliards, à la suite des opérations de consolidation et de remboursements. L'amélioration intervenue dans la situation de trésorerie doit être appréciée en tenant compte de la suppression, par suite de la réforme du marché monétaire du 1^{er} janvier 1962, des coefficients de couverture bancaires et, par là, de l'orientation obligatoire d'une fraction élevée de l'accroissement des dépôts vers le Trésor (1). A cet égard, le Gouvernement pense avoir apporté une contribution décisive à la solution d'un problème qui pesait sur le secteur bancaire et monétaire depuis trop longtemps. Il se propose d'ailleurs de prendre, dans ce domaine, de nouvelles initiatives.

La situation budgétaire du pays, sans être aussi favorable qu'il eût été souhaitable, présente donc incontestablement des lignes de force. Celles-ci devront être prolongées par une politique budgétaire stricte, un effort accru en matière d'investissements publics, et une gestion souple et ferme de la Trésorerie.

A la suite du dépôt du Rapport de la Commission pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique, présidée par le Vice-Gouverneur de la Banque Nationale, le Gouvernement se préoccupera, dans les mois à venir, de traduire par des initiatives concrètes le résultat des délibérations de la Commission.

La présentation du budget de 1963 sera suivie de la publication de deux documents officiels contenant des prévisions économiques et financières. Il s'agit en premier lieu du programme d'expansion 1961-1965 établi par le Bureau de Programmation Economique. Par ailleurs, un budget économique national portant évaluation de l'activité économique en 1962 et 1963 sera soumis au Parlement par le Ministre des Affaires Economiques

et de l'Energie. S'insérant dans la perspective à moyen terme tracée par le Bureau de Programmation, le budget économique national contient des estimations relatives à l'évolution des différentes grandeurs macro-économiques utilisées en comptabilité nationale. Le budget économique comprend également un compte prévisionnel des pouvoirs publics. Ainsi, grâce à l'élaboration de ces nouveaux instruments de prospective, le budget de 1963 s'insère mieux que les budgets précédents dans un ensemble d'estimations relatives à l'évolution de l'économie nationale.

II. Le budget de l'exercice 1962

Les résultats actuellement disponibles permettent d'escompter la réalisation des évaluations budgétaires initiales en ce qui concerne les recettes de l'exercice 1962. Les recettes devraient donc s'élever à 131,7 milliards pour le budget ordinaire et à 0,7 milliard pour le budget extraordinaire, ce qui donne un total de 132,4 milliards pour les recettes budgétaires dans leur ensemble. Bien qu'il puisse y avoir quelques écarts mineurs dans les résultats par rapport aux prévisions, pour quelques postes du budget, ils se compenseront normalement (1).

Tableau II.

Budget ordinaire de l'exercice 1962

(Millions de francs)

<i>Recettes :</i>		
Prévisions initiales		131.750
<i>Dépenses :</i>		
Budget déposé	132.178	
Amendements	+ 68	132.246
Premier feuilletton d'ajustement :		
Augmentations	+ 906	
Diminutions	—	906
Deuxième feuilletton d'ajustement :		
Augmentations	+4.024	
Diminutions	—1.851	2.173
Total des crédits de l'exercice		135.325
Crédits pour exercices antérieurs .		1.944
Total des dépenses		137.269
Solde ...		— 5.519

En ce qui concerne les dépenses ordinaires, les évaluations contenues dans le budget initial pour 1962 et votées sans grandes modifications par le Parlement, ont été majorées par deux feuillets

(1) Cf. « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire en Belgique », Première partie, *Bulletin d'Information et de Documentation*, vol. I, mars 1962, pp. 231-237.

(1) C'est pourquoi les prévisions initiales ont été maintenues au tableau XII, en vue de la comparaison avec les recettes prévues pour l'exercice 1963.

d'ajustement d'un import global de 3,1 milliards. En vue d'obtenir le montant total des dépenses ordinaires en 1962, il faut ajouter à ce chiffre 1,9 milliard à titre de crédits pour exercices antérieurs. Le budget des dépenses ordinaires de 1962 s'établira ainsi à 135,3 milliards pour l'exercice courant et à 137,3 milliards si l'on tient compte des suppléments pour les exercices antérieurs.

Les recettes ordinaires restant évaluées à 131,7 milliards, comme on l'a déjà précisé, le budget de 1962, en ce qui concerne l'exercice courant, se soldera par un déficit de 3,6 milliards, qui doit cependant être réduit à la suite des annulations de crédits en fin d'exercice.

Ainsi qu'on vient de le noter, l'augmentation des dépenses ordinaires se chiffre à 3,1 milliards pour l'exercice en cours et à 1,9 milliard pour les exercices antérieurs, soit au total 5 milliards de plus que prévu. Voici les causes principales de cet accroissement des dépenses :

- 1.643 millions de dépenses pour l'Education Nationale, dont 1.382 millions pour des subventions-traitements et 148 millions pour la rémunération du personnel administratif et enseignant de l'Etat;
- 690 millions pour le département de l'Assistance Technique et des Affaires Africaines en liquidation, dont 200 millions de charges diverses résultant des événements d'Afrique, 140 millions d'aide de toute nature aux ressortissants européens résidant au Congo, 122 millions de frais de stationnement des troupes au Ruanda-Urundi;
- 519 millions de dépenses pour le Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, dont 293 millions d'aide et d'assistance technique au Rwanda et au Burundi, et 175 millions d'avances au Trésor du Ruanda-Urundi et de remboursement des dépenses exposées en 1961 pour compte de la Belgique;
- 503 millions pour la revalorisation de la fonction publique, inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique, à répartir selon les besoins entre tous les départements;
- 391 millions de crédits supplémentaires pour la Défense Nationale en rapport notamment avec les dépenses de personnel;
- 321 millions de crédits supplémentaires inscrits au Ministère des Finances, dont 167 millions destinés à la Caisse Autonome des Dommages de Guerre et 120 millions destinés aux dépenses de personnel.

Au budget extraordinaire, les crédits d'engagement sont augmentés de 1,2 milliard et diminués de 0,7 milliard, de telle sorte que leur total est porté à 13,1 milliards, chiffre auquel il faut ajouter le report de l'exercice antérieur de 8,6 milliards, ce qui donne au total 21,7 milliards de crédits disponibles en 1962. De même, en crédits de paiement, les majorations atteignent 3,3 milliards et les réductions 1,1 milliard, ce qui fait passer le total des crédits à 17,4 milliards. Des crédits de l'exercice précédent ayant été reportés à concurrence de 5,8 milliards, le total des crédits de paiement disponible en 1962 s'élève à 23,1 milliards. Les majorations en matière de crédits extraordinaires ont trait principalement à des immobilisations et à des dépenses pour la force aérienne inscrites au budget de la Défense Nationale ainsi qu'à l'acquisition et l'aménagement de terrains

industriels et aux travaux d'infrastructure y afférents exécutés par le Ministère des Travaux Publics dans le cadre du programme gouvernemental de reconversion économique.

Avant de terminer ce chapitre, il convient de signaler que la partie des crédits d'engagement ou de paiement non utilisée à la fin de 1962 sera reportée à l'exercice suivant en vue d'assurer, dès les premiers mois de 1963, la continuité dans l'exécution des entreprises en cours.

III. Le budget de l'exercice 1963

Le budget général pour l'exercice 1963 s'élève à 157,6 milliards de dépenses et à 140,2 milliards de recettes. Au budget ordinaire sont inscrits 139,6 milliards de dépenses et 139,8 milliards de recettes, tandis que le budget extraordinaire comprend 18 milliards de crédits de paiement et 0,4 milliard de recettes.

Les prévisions budgétaires relatives aux dépenses ordinaires ont été arrêtées au niveau où les évaluations situent les recettes probables de l'exercice 1963. Ces évaluations tablent sur une augmentation du produit national brut de plus de 3 p.c. à prix constants et de 5 p.c. à prix courants, chiffres qui traduisent implicitement une hausse de prix d'environ 2 p.c.

1. BUDGET ORDINAIRE

Le budget ordinaire pour l'exercice 1963 est présenté en équilibre au niveau de 140 milliards. D'après les comptes budgétaires présentés, il devrait même se solder par un léger boni de 160 millions.

Tableau III.

Budget ordinaire
(Milliards de francs)

	1961 (réalisations)	1962 (résultats probables)	1963 (prévisions)
Dépenses	127,9 ¹	135,3 ¹	139,6
Recettes	120,4	131,7 ²	139,8
Solde ...	- 7,5	- 3,6	+ 0,2

¹ Non compris les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs.
² Prévisions initiales.

A. DEPENSES ORDINAIRES

Les dépenses ordinaires pour 1963 seront supérieures de 3,2 p.c. aux crédits ordinaires prévisibles pour l'exercice en cours.

Le tableau IV donne un aperçu de la structure des dépenses ordinaires pour 1963 et la compare à celle du budget de 1962.

Tableau IV.

Dépenses ordinaires
(Millions de francs)

Titre des dépenses	1962		1963	Comparaison entre 1963 et 1962 ajusté
	Chiffres initiaux	Chiffres ajustés 1		
1. Dette publique	24.005	23.698	25.251	+ 1.553
2. Pensions	18.975	19.018	19.690	+ 672
3. Dotations	411	412	434	+ 22
Total de 1 à 3 ...	43.391	43.128	45.375	2.247
4. Dépenses d'administration générale 2 :				
a) Dépenses de personnel 2	20.406	21.046	21.422	+ 376
b) Dépenses de matériel 2 3	6.784	7.379	9.444	+ 2.065
5. Subventions 2	27.482	28.009	28.632	+ 623
6. Travaux 2	1.199	1.353	1.408	+ 55
7. Autres dépenses 2	9.690	10.161	8.209	- 1.952
8. Education Nationale et Culture	23.182	24.138	25.000	+ 862
Total de 4 à 8 ...	88.743	92.086	94.115	+ 2.029
Total de 1 à 8 ...	132.134	135.214	139.490	+ 4.276
Non-valeurs et remboursements	111	111	110	- 1
	132.245	135.325	139.600	+ 4.275

1 Non compris les suppléments de crédits pour exercices antérieurs.

2 Excepté les crédits pour l'Education Nationale.

3 Ces dépenses comprennent respectivement 500 millions (chiffres initiaux) et 1 milliard (chiffres ajustés) en 1962 et 2,7 milliards en 1963 pour la revalorisation de la fonction publique inscrits au budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique.

Dette publique.

Le montant des crédits postulés au budget de la dette publique pour l'exercice 1963 à titre de dépenses ordinaires s'élève à 25,3 milliards, soit une augmentation de 1,6 milliard comparativement à celui de l'exercice 1962 qui, compte tenu des ajustements de crédits sollicités, s'établit à 23,7 milliards.

Parmi les dépenses nouvelles, on relève 1.534 millions pour la charge des émissions faites en 1962 et 400 millions pour les charges d'émissions nouvelles en dette consolidée à effectuer jusqu'à la fin de 1963; par contre, on enregistre une diminution des charges de renouvellement des certificats à court terme corrélative à la diminution de leurs encours et à l'abaissement des taux d'intérêt de 482 millions, et une réduction d'intérêt corrélative au remboursement du solde de l'emprunt 4 1/2 p.c. de 1952 de 224 millions.

Voici comment se répartissent les crédits inscrits au budget de la dette publique entre les amortissements, les intérêts et les autres charges :

	Milliards de francs		
	1961	1962	1963
Amortissements	8,3	9,2	10,3
Intérêts	14,0	14,0	14,3
Autres charges	0,5	0,5	0,6
	22,8	23,7	25,2

Pensions.

Le budget des Pensions pour 1963 s'établit à 19,7 milliards, accusant une augmentation de 0,7 milliard par rapport aux chiffres ajustés de 1962. Dans chacune des grandes catégories de pensions, on relève une augmentation.

L'accroissement de la charge des pensions civiles, ecclésiastiques et militaires de 158 millions résulte notamment de l'augmentation du nombre de pensionnés et de la hausse de l'index.

Tableau V.

Budget des Pensions
(Millions de francs)

Chapitres	1961	1962 ajusté	1963	Différence entre 1963 et 1962
Pensions civiles, ecclésiastiques et militaires	5.689	5.785	5.943	+ 158
Pensions de guerre .	4.203	4.170	4.269	+ 99
Pensions de vieillesse	7.060	8.815	9.213	+ 398
Pensions provisoires et divers	234	248	265	+ 17
Total ...	17.186	19.018	19.690	+ 672

En matière de pensions de vieillesse, la majoration des pensions ouvrières prévue par la loi du 3 avril 1962 porte la subvention à la Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie de 1.677 millions en 1962 à 2.000 millions pour 1963, soit une augmentation de plus de 300 millions. Le régime de pensions pour ouvriers mineurs bénéficie également de majorations à des titres divers, notamment en raison de la hausse de l'index et du relèvement des barèmes.

En ce qui concerne le régime de pensions des assurés libres, on enregistre une réduction de 286 millions. Cette réduction résultera du nouveau système prévu par le projet de loi n° 394 déposé à

la Chambre, qui comporte notamment une dotation annuelle de 400 millions, le surplus de dépenses étant couvert par des emprunts de l'Etat auprès de la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. Ce projet tend à réformer le régime de pensions des assurés libres et à procurer à cette catégorie de personnes des ressources mieux adaptées à leurs besoins.

Dépenses d'administration et travaux.

La répartition du budget de l'Education Nationale et de la Culture entre les différentes catégories de dépenses ordinaires n'étant pas encore connue pour 1963, la comparaison avec 1962 doit se limiter aux budgets des autres départements.

Les dépenses de personnel passeront de 21 milliards en 1962 à 21,4 milliards en 1963, soit une augmentation de 0,4 milliard. Ces crédits sont influencés pour une part par l'extension des effectifs, mais principalement par la majoration de l'index.

La revalorisation de la fonction publique se poursuivra en 1963. Un crédit de 500 millions avait été prévu en 1962 en vue de cette revalorisation. Dans le cadre d'une programmation sociale, la prévision a été portée à 1 milliard en 1962 et à 3 milliards en 1963, dont 2,7 milliards inscrits au budget de la Fonction Publique parmi les dépenses de matériel, le solde étant réparti entre les budgets des différents départements.

Les prévisions relatives aux autres dépenses de matériel, à l'exception de celles dépendant de la Défense Nationale, ne sont que légèrement majorées par rapport à celles de 1962.

En matière de travaux, l'accroissement des dépenses entre 1962 et 1963 se chiffre à 55 millions et se rapporte principalement aux travaux publics et à l'agriculture.

Subventions et autres dépenses.

a) Interventions de caractère économique.

Les principales interventions de caractère économique sont recensées dans le tableau VI.

Tableau VI.

Principales interventions de caractère économique
(Millions de francs)

	1961	1962 ajusté	1963
Expansion économique	734	888	670
Agriculture	723	812	886
Industrie charbonnière	610	374	250
Centre d'Etude pour l'Energie Nucléaire	302	302	315
Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.)	235	283	300

Pour apprécier la diminution des crédits inscrits pour l'expansion économique (taux d'intérêt réduit, garantie de l'Etat, etc.), il faut tenir compte des reports des années antérieures qui compléteront les crédits prévus pour 1963 en vue de faire face aux besoins croissants.

Les interventions en faveur de l'agriculture augmentent principalement à la suite d'un accroissement des subsides de 70 millions prévu pour les primes à la production laitière en vue de favoriser la consommation de produits laitiers belges, de combattre l'instabilité saisonnière du marché et de promouvoir les produits de qualité.

Enfin, la réduction des interventions en faveur de l'industrie charbonnière est due à un léger recul des subsides de 124 à 100 millions, mais surtout à la diminution du montant de la garantie de l'Etat, pour laquelle les crédits reviennent de 250 millions en 1962 à 150 millions en 1963.

b) Interventions de caractère social.

Les principales interventions de l'Etat dans le domaine social apparaissent dans le tableau VII.

Tableau VII.

Principales interventions de caractère social¹
(Millions de francs)

	1961	1962 ajusté	1963
I. — Sécurité sociale et avantages sociaux :			
1. Assurance maladie-invalidité :			
a) assujettis	1.428	1.540	1.600
b) libres	655	734	807
c) subventions exceptionnelles	2.300	2.226	2.000
d) chômeurs	271	240	558
2. Allocations familiales :			
a) travailleurs salariés	600	635	746
b) employeurs et travailleurs indépendants	233	273	300
3. Allocations aux estropiés, etc.	730	775	805
II. — Politique de l'emploi .	2.900	2.456	2.175
III. — Politique du logement :			
1. Primes De Taeye	650	515	440
2. Autres interventions du Fonds National du Logement	842	985	997
IV. — Politique de santé :			
1. Oeuvre Nationale de l'Enfance	405	430	440
2. Autres interventions	279	285	325

¹ Les dépenses au titre des pensions de vieillesse n'ont pas été reprises dans ce tableau parce que figurant déjà dans le tableau V.

L'augmentation de l'intervention prévue en matière d'assurance maladie-invalidité en rapport avec les chômeurs, de 240 à 558 millions, provient de ce que l'Etat entend parer, dans une mesure plus

large que précédemment, au défaut de cotisations à la sécurité sociale des chômeurs involontaires. Cette modification tend à porter les interventions de l'Etat au niveau des charges réelles et à stabiliser les recettes organiques de l'assurance à travers les fluctuations de la conjoncture économique.

La réduction des subventions exceptionnelles à l'assurance maladie-invalidité de 226 millions doit être rapprochée de l'augmentation des interventions organiques prévues sous les autres rubriques.

L'augmentation de la charge résultant des allocations familiales provient de la majoration des allocations de naissance à partir du 1^{er} octobre 1962.

Par ailleurs, la réduction des interventions dans le cadre de la politique de l'emploi résulte de la diminution prévue du chômage par rapport à 1962. Pour les huit premiers mois de 1962, la moyenne journalière des chômeurs dispensés ⁽¹⁾, des chômeurs contrôlés et des chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics s'établit à 115.000 unités contre 135.000 pour la période correspondante de 1961. Sur ce total, le nombre de dispensés est de l'ordre de 27.000. Pour 1963, les prévisions font état d'une moyenne quotidienne de 107.000 journées chômées. Les dépenses prévues pour l'Office National de l'Emploi reviendront de 2,3 milliards au cours de l'exercice 1962 à 2,1 milliards en 1963.

Enfin, on peut signaler la réduction du montant des crédits prévus pour les primes à la construction De Taeye.

c) Subventions aux Provinces et aux Communes.

On notera que, tout comme au cours de l'année précédente, une augmentation organique des crédits de 0,2 milliard a été inscrite en faveur du Fonds des Communes.

Tableau VIII.

Subventions aux Provinces et aux Communes

(Millions de francs)

	1961	1962 ajusté	1963
Interventions pour les Provinces et les Communes ¹	9.083	9.360	9.488
dont :			
Fonds des Communes	(5.836)	(6.004)	(6.217)
Fonds des Provinces	(760)	(764)	(776)
Fonds Communal d'Assistance publique	(1.325)	(1.332)	(1.353)
Aide aux grandes villes ...	(600)	(600)	(600)
Communes à situation financière obérée	(474)	(474)	(274)

¹ A l'exclusion des fournitures scolaires classiques qui sont inscrites au budget de l'Education Nationale à partir de 1963.

d) Interventions en faveur des organismes publics d'exploitation.

Dans l'ensemble, les crédits varient assez peu. Les chemins de fer reçoivent, comme par le passé, une part importante des interventions. On enregistre une diminution des crédits prévus pour les abonnements ouvriers, qui reviennent de 637 millions en 1962 à 446 millions en 1963.

Tableau IX.

Interventions en faveur des principaux organismes publics d'exploitation

(Millions de francs)

	1961	1962 ajusté	1963
Total des interventions	3.805	3.654	3.621
Société Nationale des Chemins de fer belges	3.298 ¹	3.142	3.117
dont :			
Abonnements ouvriers ...	(612)	(637)	(446)
Réductions tarifaires	(134)	(124)	(125)
Abonnements scolaires ...	(30)	(30)	(30)
Pensions	(1.200)	(1.200)	(1.200)
Installations avec la route	(113)	(108)	(109)
Emprunts d'électrification.	(190)	(181)	(288)
Interventions dans la dette	(511)	(632)	(714)
Sabena (emprunts)	90	112	108

¹ Dont une intervention spéciale de 270 millions pour couvrir le déficit.

e) Interventions en faveur d'organismes internationaux.

Les crédits inscrits pour les organismes internationaux progressent de plus de 200 millions. L'augmentation la plus importante est enregistrée dans l'intervention en faveur de l'Euratom : 105 millions. Un crédit de 52 millions, cotisation probable de la Belgique, est prévu pour le Fonds Social Européen

Tableau X.

Interventions en faveur d'organismes internationaux

(Millions de francs)

	1961	1962 ajusté	1963
Interventions en faveur d'organismes internationaux	1.481	1.432	1.642
dont :			
Ensemble des organismes du Marché commun ...	1.172	1.084	1.261
Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer	(787)	(674)	(674)
Euratom	(202)	(295)	(400)
Communauté Economique Européenne	(95)	(115)	(135)
Fonds Social Européen ...	(88)	—	(52)

pour lequel aucun crédit n'était inscrit au cours de l'exercice précédent. Les interventions en faveur des organismes du Marché commun passent de 1.084 millions en 1962 à 1.261 millions en 1963.

(1) La nouvelle réglementation édictée par l'arrêté ministériel du 29 décembre 1961 dispense les chômeurs âgés ou atteints d'une invalidité d'un certain degré, des formalités du contrôle; la dispense n'a produit tous ses effets que depuis la fin de mars 1962.

f) **Vue d'ensemble.**

En raison du retard de la publication du budget de l'Education Nationale pour 1963, le tableau XI se borne à présenter l'évolution des dépenses de subventions des autres départements ministériels.

Les changements les plus importants doivent être mis en rapport avec l'évolution des différentes catégories de subventions et d'interventions dont il vient d'être question. La diminution des subsides inscrits au budget du Ministère de l'Emploi et du Travail correspond au recul prévu du chômage pour 1963. L'augmentation des subventions provenant du

Tableau XI.

Dépenses de subventions ¹
(Millions de francs)

	1961	1962 ajusté	1963
Total ¹	27.819	28.010	28.632
dont :			
Emploi et Travail	2.859	2.374	2.147
Prévoyance Sociale	5.905	6.056	6.406
Finances	1.758	2.160	1.775
Assistance Technique et ex-Affaires Africaines ...	37	257	1.062

¹ A l'exception des subventions inscrites au budget de l'Education Nationale.

département de la Prévoyance Sociale représente la contribution accrue aux charges de la sécurité sociale. Enfin, la diminution des crédits de subsides prévus dans le budget du Ministère des Finances s'explique par la baisse de la contribution accordée à la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

B. BUDGET DES VOIES ET MOYENS

Le tableau XII donne les évaluations des recettes ordinaires inscrites dans le budget des Voies et Moyens de l'exercice 1963 ainsi que les recettes ordinaires pour les exercices 1961 et 1962. Pour 1962, il s'agit des recettes initialement prévues qui, ainsi qu'on l'a vu plus haut, ont été maintenues.

Le total des prévisions de recettes ordinaires pour l'exercice 1963 s'élève à 139,8 milliards, soit une augmentation de 8 milliards par rapport aux recettes probables pour 1962. Les recettes fiscales interviennent à concurrence de 7,7 milliards dans cette augmentation, le restant provenant des recettes non fiscales.

L'accroissement de 8 milliards des recettes ordinaires s'explique pour environ 1,4 milliard par la hausse de l'indice des prix de détail ⁽¹⁾ et pour

(1) Le fait que l'indice ait baissé au cours de l'été n'est probablement pas susceptible d'influencer la situation; les augmentations de rémunérations devant, selon toute vraisemblance, se maintenir. Au surplus, la hausse de l'indice a été escomptée également dans les dépenses.

le solde, essentiellement par le développement de l'activité économique et l'évolution des transactions. Les évaluations faites pour 1963 escomptent une augmentation de plus de 3 p.c. du produit national brut calculé à prix constants et de 5 p.c. à prix courants.

Les contributions directes augmenteront d'un exercice à l'autre de 4 milliards, dont 3,7 milliards en provenance des impôts sur les revenus. La structure de ces impôts sera profondément modifiée à la suite de la mise en application de la réforme fiscale. La nouvelle fiscalité sera mise en œuvre par étapes successives. L'impôt sur les sociétés de capitaux et l'impôt sur les personnes morales seront appliqués à partir de l'exercice 1963 (revenus de 1962). En revanche, les particuliers et les sociétés de personnes ne seront soumis à la nouvelle fiscalité qu'en 1964 (revenus de 1963). Les impôts nouveaux seront perçus par voie de précomptes et ceux-ci entreront en vigueur dès le 1^{er} janvier 1963.

Il est prévu que la taxe de circulation fournira des recettes supplémentaires à concurrence de 150 millions, à la suite de l'expansion du parc automobile.

Au sein des recettes provenant des douanes et accises, on enregistre deux mouvements en sens inverse : les recettes provenant des droits d'entrée baisseront de 0,1 milliard, alors que le rendement des droits d'accise sur les alcools et sur les huiles minérales augmentera respectivement de 0,2 et 1 milliard. En ce qui concerne les recettes des droits d'entrée, l'évaluation initiale de 1962 pourra sans doute être atteinte malgré une nouvelle réduction, au 1^{er} juillet, des droits à l'intérieur de la Communauté Economique Européenne. Une réduction supplémentaire en 1963 pourrait, par ailleurs, être compensée par le relèvement concomitant du tarif extérieur; par contre, l'effet de la baisse du 1^{er} juillet 1962 portera en 1963 sur l'année entière. Mais, d'autre part, la valeur des marchandises importées augmentera de 5 p.c. selon les prévisions économiques.

Le produit des timbres et taxes assimilées est traditionnellement une cause majeure des variations des recettes fiscales. Suivant de fort près l'évolution de la production et de la dépense nationale, il est immédiatement sensible à la conjoncture. Comme il est prévu que le produit national brut augmentera de 5 p.c. en 1963, il paraît raisonnable, sans même tenir compte d'une certaine progressivité qui s'opère dans le rendement, d'escompter une hausse de celui-ci de 5 p.c., soit 2,4 milliards. A noter que ce résultat sera influencé, à concurrence de 150 millions, par les quelques aménagements que le Gouvernement apportera à la taxe de transmission sur certains produits.

Parmi les recettes non fiscales, on peut mentionner l'augmentation des perceptions au titre des redevances radio et télévision de 0,4 milliard, imputable au relèvement des droits et à l'accroissement du nombre d'appareils en service.

Tableau XII.

Budget des Voies et Moyens

(Millions de francs)

	1961	1962 (prévisions initiales)	1968
1. Impôts :			
a) <i>Contributions directes :</i>			
<i>Impôts perçus sous le nouveau régime fiscal :</i>			
Impôt versé par voie de précomptes :			
— précompte immobilier	—	—	875
— précompte mobilier	—	—	5 000
— précompte professionnel	—	—	20 635
			26 510
Impôt sur le revenu global versé par anticipation par les non-salariés	—	—	8 500
Impôt sur le revenu global perçu par rôles à charge :			
— des sociétés belges par actions	—	—	2 250
— des non-résidents autres que les personnes physiques	—	—	100
			2 350
<i>Impôts perçus sous l'ancien régime fiscal :</i>			
Contribution foncière	509	500	135
Taxe mobilière	4 326	4 600	400
Taxe professionnelle	28 524	31 530	7 000
Impôt complémentaire personnel	4 815	5 670	3 500
Contribution nationale de crise	2 350	2 585	160
	40 524	44 885	11 195
<i>Taxe exceptionnelle de redressement financier</i>	441	600	—
<i>Circulation automobile</i>	2 937	3 200	3 350
<i>Autres produits ¹</i>	119	510	1 275
<i>Total des contributions directes ...</i>	44 021	49 195	53 180
b) <i>Douanes et accises :</i>			
Droits de douane	6 453	6 900	6 800
Droits d'accises et taxe de consommation	17 013	17 588	18 934
Autres produits ²	284	269	279
<i>Total des douanes et accises ...</i>	23 750	24 757	26 013
c) <i>Enregistrement :</i>			
Droits d'enregistrement	4 420	4 500	4 400
Droits de succession	2 430	2 300	2 400
Droits de timbre et taxes assimilées au timbre	37 264	41 700	44 150
Autres produits	501	508	538
<i>Total de l'enregistrement ...</i>	44 615	49 008	51 488
<i>Total des impôts ...</i>	112 386	122 960	130 681
2. Taxes, péages, redevances	4 345	4 768	5 184
3. Revenus patrimoniaux, financiers et d'exploitation	1 604	1 480	1 484
4. Remboursements	1 127	1 398	1 101
5. Produits divers	785	972	1 075
6. Recettes résultant de la guerre	112	172	235
TOTAL DES VOIES ET MOYENS ...	120 359	131 750	139 760

¹ Y compris les recettes des exercices clos, la taxe spéciale sur le droit de chasse, de pêche ou de tanderie et la taxe sur les jeux et paris.

² Y compris la taxe sur les débits de boissons fermentées ou spiritueuses.

Les recettes fiscales ou impôts représenteront en 1963 93,5 p.c. du budget des Voies et Moyens. Les contributions directes interviendront pour 38 p.c., l'enregistrement pour 36,8 p.c. et les douanes et accises pour 18,6 p.c.

2. BUDGET EXTRAORDINAIRE

A. RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Les recettes extraordinaires pour l'exercice 1963 sont estimées à 435 millions contre 665 millions pour l'exercice 1962, soit une diminution de 230 millions. Ces recettes comprennent notamment, outre le produit de l'aliénation d'immeubles (environ 140 millions) et les divers amortissements de capitaux prêtés par l'Etat (environ 110 millions), le remboursement de 150 millions d'avances consenties au régime des allocations familiales pour salariés.

B. DEPENSES EXTRAORDINAIRES.

Les crédits d'engagement sollicités au budget extraordinaire de 1963 s'élèvent à 15,6 milliards. A ce montant toutefois viendront s'ajouter les reports de l'exercice précédent. De même, la partie des crédits non utilisée à la fin de 1963 pourra être reportée à l'exercice suivant en vue d'assurer, dès les premiers mois de 1964, la continuité dans l'exécution des entreprises en cours.

Tableau XIII.

**Répartition des dépenses extraordinaires
(crédits de paiement)**
(Millions de francs)

	1962 ajusté	1963	Différence
1. Avances	1.699	922	- 777
dont :			
Fonds National du Logement	(331)	(519)	+ 188
2. Participations	406	167	- 239
3. Immobilisations	15.173	16.758	+1.585
dont :			
Défense Nationale	(4.252)	(4.717)	+ 465
Communications et P.T.T	(3.392)	(3.216)	- 176
Travaux Publics	(6.428)	(7.353)	+ 925
Santé Publique et Famille	(229)	(553)	+ 324
Education Nationale	(465)	(507)	+ 42
4. Autres dépenses	104	143	+ 39
Total général ...	17.383	17.990	+ 607

De leur côté, les crédits de paiement inscrits au budget extraordinaire s'élèvent au total à 18 milliards, soit une augmentation de 607 millions par rapport au budget ajusté de 1962. Ce montant global représente, à concurrence de 93 p.c., des

immobilisations, qui ne sont toutefois pas productives dans leur totalité. Le budget extraordinaire ne comprend cependant pas toutes les dépenses d'investissement de l'Etat, vu le développement des formes de financement « hors budget ». De même que les crédits d'engagement, les crédits de paiement seront complétés par les reports de l'exercice précédent; une partie du total des crédits ainsi disponibles pour l'exercice 1963 sera elle-même reportée à l'exercice suivant.

L'examen du budget extraordinaire révèle les particularités suivantes.

Le budget des Travaux Publics, qui dispose des crédits extraordinaires les plus importants, augmente de 0,9 milliard en 1963 par rapport à l'exercice précédent. Ce montant tient compte du versement de 1,7 milliard prévu par le Pacte scolaire au compte spécial de la Banque Nationale en vue du financement de la construction d'écoles. Les dépenses effectuées sous la compétence de ce département comprennent également des formes de financement « hors budget », notamment par le Fonds des Routes et par le Crédit Communal.

Le système du financement intégral par le Crédit Communal de Belgique, qui est déjà appliqué aux travaux subventionnés des pouvoirs subordonnés et soumis au haut contrôle du Ministère des Travaux Publics ⁽¹⁾, sera étendu, à partir de 1963, aux travaux subventionnés relevant de la compétence du Ministère de l'Intérieur et des Communications ainsi qu'aux travaux exécutés en application de la loi Brunfaut pour l'équipement des cités de logement, à la création de parkings par les communes et aux travaux de réparation des dommages de guerre exécutés par les pouvoirs subordonnés. A cet effet, le plafond de financement par le Crédit Communal, qui est de 1 milliard en 1962, a été porté à 1,5 milliard en 1963.

Dans cet ordre d'idées, on peut signaler également le projet de création d'une intercommunale en vue de la réalisation de l'autoroute E 3 Anvers-Lille, dont le financement sera assuré par le Crédit Communal.

Les dépenses extraordinaires prévues pour le Ministère de la Défense Nationale augmentent de 0,5 milliard en rapport avec la modernisation de l'armée de terre et de l'aviation.

L'augmentation de 0,5 milliard des crédits extraordinaires pour le département de la Santé Publique et de la Famille et le Fonds National du Logement qui en dépend, s'explique notamment par le fait qu'il fallait prévoir un crédit de 395 millions en vue de permettre à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne de rembourser leurs emprunts à terme fixe

(1) Pour l'origine et le fonctionnement de ce système, cf. *Rapports du Crédit Communal de Belgique* et « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire en Belgique », Deuxième partie, *Bulletin d'Information et de Documentation*, vol. I, n° 4, avril 1962, p. 371.

arrivés à échéance ainsi qu'un crédit de 123 millions afin de couvrir les différences d'amortissement.

Enfin, la réduction des dépenses extraordinaires du Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones de 0,2 milliard s'explique par la diminution de l'intervention prévue en 1963 en faveur de la Sabena et de la Société Nationale des Chemins de fer belges. Cette dernière bénéficiera en 1963 de 3.151 millions de crédits extraordinaires contre 3.236 millions en 1962.

IV. Les regroupements économique et fonctionnel des opérations budgétaires

Comme les regroupements économique et fonctionnel sont publiés, cette année, en même temps que l'Exposé Général, ils ont dû être présentés sous une forme plus sommaire que les années précédentes où ils paraissaient plus tard. Ce procédé était non seulement indispensable en raison du bref délai qui subsistait pour réaliser ces regroupements complexes, mais il se révélait également utile pour faciliter la lecture de ce chapitre.

Le regroupement économique de même que le regroupement fonctionnel se limitent aux dépenses et recettes inscrites aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'Etat. En d'autres termes, ce regroupement n'est que la transposition en catégories économiques et fonctionnelles du contenu formel du budget. Par conséquent, il n'a pas été tenu compte des amortissements économiques et des imputations d'intérêts, ni des dépenses et des recettes réelles qui sont effectuées par l'intermédiaire de fonds et d'autres services financiers autonomes. Il est bien entendu que ce regroupement économique reprend, dans un poste spécialement prévu à cet effet, toutes les sommes que l'Etat transfère auxdits fonds et services et vice versa.

Quelques adaptations notables ont cependant été apportées au contenu effectif du budget, lors de l'établissement des regroupements. Ainsi, pour les Postes et pour la Radiodiffusion-Télévision Belge, les dépenses et les recettes brutes du budget de l'Etat sont converties en montants nets, parce que ces services sont considérés comme des entreprises publiques. Par ailleurs, les dépenses du Fonds des Routes, qui sont financées de manière autonome, sont ajoutées aux investissements du budget de l'Etat.

Il faut encore noter que les dépenses en rapport avec la dette et les pensions coloniales garanties n'ont pas été prises en considération ici. Ces dépenses n'apparaissent pas dans les budgets, mais seront toutefois reprises dans les comptes du budget par le vote de crédits complémentaires.

En ce qui concerne la méthodologie générale du regroupement économique, on peut encore se référer

provisoirement aux annexes des Exposés Généraux précédents. Il faut cependant remarquer que les catégories économiques ont subi des modifications assez importantes par rapport à celles des publications précédentes. Les données du regroupement économique tel qu'il est conçu maintenant, ne peuvent donc être comparées sans plus avec celles de publications antérieures. Les modifications intervenues résultent du fait que la classification économique a été davantage mise en concordance avec les normes en vigueur sur le plan international. La classification actuelle est celle qui, après une étude approfondie, a été réalisée dans le cadre de Benelux. Il s'agit donc d'un schéma qui est également utilisé dans les commentaires des budgets néerlandais et luxembourgeois.

Les chiffres repris dans les tableaux concernent :

a) en ce qui regarde les dépenses :

— pour 1961 : les ordonnancements inscrits à la Trésorerie (par exercice pour les dépenses ordinaires, par année civile pour les dépenses extraordinaires), y compris les dépenses sur crédits transférés d'exercices antérieurs et sur crédits supplémentaires;

— pour 1962 : les crédits budgétaires votés initialement, augmentés des crédits supplémentaires accordés par le premier feuilleton et les crédits supplémentaires sollicités au deuxième feuilleton, y compris chaque fois les crédits supplémentaires pour exercices antérieurs;

— pour 1963 : les crédits sollicités initialement;

b) en ce qui regarde les recettes :

— pour 1961 : les opérations de caisse inscrites à la Trésorerie qui appartiennent à l'exercice;

— pour 1962 et 1963 : les évaluations du budget des Voies et Moyens.

1. REGROUPEMENT ECONOMIQUE DES CREDITS BUDGETAIRES POUR LES EXERCICES 1961 à 1963

Le regroupement économique donne lieu à l'établissement de deux comptes : le compte des opérations courantes et le compte des opérations de capital. Le solde du premier compte indique l'épargne ou la désépargne.

Cette classification économique permet, par conséquent, de déterminer si l'Etat, en tant qu'organisme administratif central, a employé des ressources courantes en vue d'investissements et autres opérations de capital, ou si, au contraire, il s'est trouvé dans l'obligation de contracter des emprunts afin de couvrir une partie de ses dépenses courantes.

Normalement, il y a lieu, à cet égard, de tenir compte de l'imputation des amortissements des immeubles et du matériel. Cette imputation n'a pas été chiffrée dans le regroupement économique qui est présenté ici. Il convient néanmoins d'en tenir compte

en ce qui concerne l'appréciation du solde des opérations courantes, tout comme il ne peut être perdu de vue non plus que l'incorporation des opérations réelles des fonds et des autres comptes autonomes, notamment du Fonds de dotations pour les pensions de guerre, aurait pour effet d'influencer d'une manière défavorable le solde en question.

En 1961 et en 1962, les dépenses et les recettes courantes sont pratiquement en équilibre, alors qu'un solde positif se dégage pour 1963.

Le tableau XIV consacré au regroupement économique se borne à reprendre les soldes des opérations budgétaires, c'est-à-dire les montants nets des recettes et des dépenses par catégorie économique. Il se

Tableau XIV. **Regroupement économique des opérations budgétaires**
(Millions de francs)

	1961	1962	1963
A. Compte « Opérations courantes » :			
1. Consommation	- 34.714	- 40.304	- 43.572
2. Intérêts, pertes et profits	- 14.525	- 14.680	- 15.086
3. Transferts directs de revenus	+ 91.256	+ 98.854	+ 108.655
4. Transferts de revenus entre secteurs publics	- 42.038	- 43.753	- 44.448
Solde des opérations courantes ...	- 21	+ 117	+ 5.549
B. Compte « Opérations de capital » :			
Solde des opérations courantes ...	- 21	+ 117	+ 5.549
5. Transferts directs de capitaux	- 188	- 2.369	- 2.173
6. Transferts de capitaux entre secteurs publics	- 5.865	- 6.023	- 5.714
7. Investissements directs	- 5.454	- 7.079	- 9.041
8. Octrois de crédits et participations	- 74	- 782	+ 115
9. Dette publique (et autres postes de financement)	- 9.103	- 8.592	- 9.620
Solde des opérations de capital ...	- 20.705	- 24.728	- 20.884

- : excédent des dépenses sur les recettes.
+ : excédent des recettes sur les dépenses.

limite par ailleurs aux grandes catégories économiques et ne donne pas les détails des opérations. Les quelques commentaires qui suivent tendent à éclairer le contenu des différentes catégories d'opérations budgétaires reprises dans le tableau.

On distingue parmi les opérations courantes :

1. Dépenses de consommation.

Ce compte enregistre, du côté des dépenses, les salaires et les pensions payés par l'Etat, les acquisitions courantes de biens et de services, les travaux et équipements militaires ainsi que les frais de réparation et d'entretien des routes, des canaux, etc.

Du côté des recettes, ce compte perçoit les revenus provenant de la ligne Ostende-Douvres.

2. Intérêts, pertes et profits.

Cette rubrique reprend les intérêts payés sur la dette publique ainsi que les contributions aux pertes et les participations dans les bénéfices d'exploitation d'entreprises publiques.

3. Transferts directs de revenus.

Il s'agit, en l'espèce, de transferts de revenus qui ont lieu entre l'Etat et d'autres secteurs ne faisant

pas partie du secteur public, c'est-à-dire des entreprises tant privées que publiques, l'enseignement libre, les ménages et le reste du monde.

Du côté des dépenses, ce sont les subventions à l'enseignement libre qui constituent le poste le plus important.

Du côté des recettes, cette rubrique enregistre la perception des impôts, qui correspond à un flux monétaire sans contre-prestation directe.

4. Transferts de revenus entre secteurs publics.

Dans cette rubrique, on classe tous les transferts s'effectuant entre les divers secteurs publics, c'est-à-dire l'autorité centrale, les institutions autonomes à caractère administratif — parmi lesquelles figurent de nombreux fonds —, les institutions de sécurité sociale, les communes et les provinces.

Le compte des opérations de capital reprend, en premier lieu, le solde des opérations courantes et, ensuite, les postes suivants :

5. Transferts directs de capitaux.

En dépenses, ce compte comprend principalement les contributions de l'autorité centrale dans les dépenses de capitaux des entreprises publiques et privées. C'est ici que sont inscrits pour une bonne

part les investissements des chemins de fer. Ce poste passe de 1,8 milliard en 1961 à 4 milliards en 1963.

Les contributions de l'Etat belge dans les dépenses de capitaux des institutions internationales y figurent également.

Du côté des recettes, il comprend les droits de succession et de donation et quelques autres recettes accidentelles.

6. Transferts de capitaux entre secteurs publics.

Tout comme pour les opérations courantes, il s'agit ici de relations financières entre les divers secteurs publics, mais cette fois en vue d'investissements. La majeure partie des dépenses reprises dans ce compte est attribuée à des fonds autonomes (par exemple, le Fonds de constructions scolaires, la Caisse autonome des dommages de guerre). Pour le reste, les dépenses se rapportent à des transferts de capitaux destinés aux communes et provinces.

7. Investissements directs.

Les investissements directs de l'autorité centrale qui figurent sous cette rubrique comprennent également ceux du Fonds des Routes.

8. Octrois de crédits et participations.

S'inscrivent sous ce compte, toutes les opérations donnant lieu à une créance réelle en faveur de l'Etat, soit à titre d'actionnaire, soit à titre de bailleur de fonds.

En recettes, on retrouve les remboursements de crédits.

9. Dette publique.

En dépenses, cette rubrique comprend les amortissements de la dette publique.

Les emprunts prévus au budget à titre exceptionnel sont inscrits du côté des recettes.

Le solde final qui résulte du compte capital conçu de cette façon, c'est-à-dire dans le prolongement du compte des opérations courantes, représente donc le montant pour lequel l'Etat doit avoir recours à l'emprunt principalement sur le marché des capitaux. En 1961, ce solde global s'est élevé à 20,7 milliards pour atteindre 24,7 milliards en 1962 et se réduire, d'après les prévisions, à 20,9 milliards en 1963. Ces montants comprennent, bien entendu, le remplacement de la partie de la dette qui doit être amortie, de sorte que l'augmentation nette de la dette publique qui en résulterait, serait respectivement de 11,2, 15,7 et 10,9 milliards. On ne peut toutefois pas perdre de vue que, pour 1962, ce résultat, tout comme d'ailleurs le solde des opérations courantes, est basé sur les crédits budgétaires définitifs, dont un certain montant (1 ou 2 milliards) est en règle générale annulé.

2. REGROUPEMENT FONCTIONNEL DES CREDITS BUDGETAIRES POUR LES EXERCICES 1961 A 1963

Le tableau XV reprend les crédits prévus au budget pour l'exercice 1963, en les répartissant d'après des critères fonctionnels. D'autres tableaux, insérés ci-après, donnent une vue de l'évolution des crédits pour les principales fonctions au cours des trois exercices 1961, 1962 et 1963.

Ainsi qu'il apparaît au tableau ci-dessous, les crédits budgétaires globaux prévus pour l'exercice 1963 s'élèvent, après ajustement, à 157,6 milliards. Les fonctions qui demandent les crédits les plus importants n'ont pas changé par rapport à l'exercice précédent. Les cinq fonctions suivantes représentent ensemble plus de 70 p.c. du total général des dépenses :

Tableau XV. **Répartition fonctionnelle des crédits budgétaires prévus pour l'exercice 1963**
(Millions de francs)

Fonctions	Budget ordinaire	Budget extraordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1. Enseignement, culture et cultes	27.286	2.997	30.283	19,4
2. Dette publique	24.005	—	24.005	15,4
3. Interventions sociales	22.235	—	22.235	14,2
4. Défense nationale	16.401	4.933	21.334	13,6
5. Communications	6.439	10.213	16.652	10,6
6. Administration générale	8.665	582	9.247	5,9
7. Relations avec les pouvoirs publics subordonnés ...	7.943	—	7.943	5,1
8. Dommages de guerre et calamités	7.022	324	7.346	4,7
9. Justice et police	3.943	163	4.106	2,6
10. Industrie, commerce et classes moyennes	2.908	617	3.525	2,3
11. Relations avec l'étranger	3.211	67	3.278	2,1
12. Logement	1.760	909	2.669	1,7
13. Agriculture et ravitaillement	1.850	207	2.057	1,3
14. Santé publique	1.197	468	1.665	1,1
Total du regroupement fonctionnel	134.865	21.480	156.345	100,0
Rapprochement	+ 4.735	— 3.490	+ 1.245	
Total officiel du budget ...	139.600	17.990	157.590	

enseignement, culture et cultes (19,4 p.c.), dette publique (15,4 p.c.), interventions sociales (14,2 p.c.), défense nationale (13,6 p.c.) et communications (10,6 p.c.). Les autres catégories de crédits prises individuellement sont relativement moins importantes.

La fonction « Enseignement, culture et cultes » occupe, depuis 1960, la première place parmi toutes les fonctions de l'Etat. Les crédits correspondant à cette fonction sont passés de 16,1 milliards en 1958 à 27 milliards en 1961. D'après les prévisions pour les années 1962 et 1963, les dépenses pour cette fonction dépasseront les 30 milliards. L'augmentation depuis 1961 est due principalement aux dépenses ordinaires du département de l'Education Nationale et de la Culture. Environ 20 p.c. du total des dépenses de l'Etat sont affectés à cette fonction primordiale.

Tableau XVI.

Enseignement, culture et cultes
(Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1961	23.955	2.985	26.940	19,6
1962	27.375	2.986	30.361	19,9
1963	27.286	2.997	30.283	19,4

Par ordre d'importance, les dépenses de la fonction « Dette publique » occupent la deuxième place et représentent environ 15 p.c. dudit total. Cet ordre de grandeur dépend évidemment de la mesure dans laquelle l'amortissement de la dette se trouve inscrit dans le budget. On peut remarquer que le service financier des dettes prises en charge par l'Etat (par exemple, celui des travaux communaux subsidiés) n'est pas repris sous cette fonction. Ces charges peuvent, en effet, être réparties fonctionnellement.

Tableau XVII.

Dette publique
(Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1961	21.744	1.302	23.046	16,7
1962	22.662	—	22.662	14,8
1963	24.005	—	24.005	15,4

Le poste « Interventions sociales » se classe en troisième position et représente également près de 15 p.c. du total. Par rapport à 1961, il augmente de 1,7 milliard en 1963. Cette évolution est due principalement à la forte progression des dépenses de pensions (sécurité sociale), qui passent de 7,1 milliards

en 1961 à 9,3 milliards en 1963, et, en outre, aux autres dépenses sociales prévues au budget du Ministère de la Prévoyance Sociale, qui augmentent de 0,5 milliard entre 1961 et 1963. Par contre, les dépenses en rapport avec la mise au travail des chômeurs sont en diminution (de 2,8 milliards en 1961 à 2,3 milliards en 1963), grâce à la conjoncture particulièrement favorable. Pour cette raison, la dépense pour indemnités de chômage a pu être réduite dans une proportion considérable, malgré l'augmentation du niveau des indemnités durant la période.

Tableau XVIII.

Interventions sociales
(Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1961	20.078	417	20.495	14,9
1962	22.774	—	22.774	14,9
1963	22.235	—	22.235	14,2

La fonction « Défense nationale » occupe, depuis 1959, la quatrième place par ordre d'importance, soit 13,6 p.c. en 1963. L'augmentation des dépenses extraordinaires est relativement plus grande que celle des dépenses ordinaires. Cette fonction comprend les pensions militaires pour un montant global de 1,8 milliard.

Tableau XIX.

Défense nationale
(Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1961	15.231	3.420	18.651	13,5
1962	16.380	4.352	20.732	13,6
1963	16.401	4.933	21.334	13,6

La fonction « Communications » se place en cinquième lieu et passe de 8,2 p.c. du total en 1961 à 10,6 p.c. du total en 1963. L'augmentation par rapport à 1961 apparaît quelque peu forcée, car, au cours de cette année, les dépenses fonctionnelles pour les communications étaient moins importantes, la Société Nationale des Chemins de fer belges ayant financé elle-même une partie de ses dépenses d'investissement par l'émission d'un emprunt de 2,3 milliards, dont le service financier est à charge de l'Etat. En effet, déjà en 1958, en 1959 et en 1960, on enregistrait des dépenses d'environ 15 milliards par an. L'augmentation de 1961 à 1963 provient principalement des dépenses en capital : celles-ci se répartissent entre le département des Travaux

publics et celui des Communications. Il a été également tenu compte des investissements du Fonds des Routes, qui passent de 2,1 milliards en 1961 à 3,5 milliards en 1963.

Tableau XX.

Communications
(Millions de francs)

Exercices	Budget ordinaire	Budget extra-ordinaire	Total	En pour cent du total général des crédits
1961	5.582	5.675	11.257	8,2
1962	6.056	9.304	15.360	10,0
1963	6.439	10.213	16.652	10,6

En ce qui concerne les autres fonctions, elles ne seront pas commentées ici, étant donné leur importance relativement plus faible. On notera toutefois que, pour l'exercice 1963, le regroupement fonctionnel ne comprend plus de rubrique relative aux territoires d'outre-mer, notamment à la suite de l'indépendance du Rwanda et du Burundi.

V. Les résultats budgétaires et financiers au cours de la période 1957 à 1962

Le présent chapitre contient une analyse des résultats budgétaires et financiers, par année, de 1957 à 1962.

Une estimation des résultats a été effectuée pour l'année 1962 sur base des éléments actuellement disponibles et, en particulier, en fonction des feuillets de crédits supplémentaires.

L'année 1957, point de départ, s'est caractérisée par une situation budgétaire particulièrement favorable. Celle-ci résultait non seulement d'un niveau

de recettes particulièrement élevé, mais aussi d'une compression des dépenses à mettre en rapport avec les difficultés de financement apparues depuis le second semestre de 1956. De ce fait, l'année de référence se situe en deçà du niveau qui eût été normalement atteint sans ces circonstances. D'autre part, c'est au début de la période sous revue que sont venues s'ajouter d'importantes dépenses nouvelles, par exemple dans les domaines de l'éducation nationale et de la culture, de l'assistance financière au Congo, des interventions sociales et économiques.

C'est dans un tel cadre qu'il convient d'apprécier l'évolution des résultats budgétaires. Bien qu'une modération dans l'expansion des dépenses se révèle indispensable, il n'en est pas moins vrai que la progression enregistrée au cours de la période répondait pour l'essentiel à des besoins nouveaux d'un caractère fondamental.

1. MOUVEMENT DES RECETTES

Le tableau XXI reprend les résultats budgétaires en recettes, en réunissant l'ordinaire et l'extraordinaire, à l'exclusion du produit des emprunts.

Les résultats apparaissent très proches des évaluations initiales, exception faite de 1957 qui a apporté un boni substantiel (la situation budgétaire étant des plus favorables, tandis que la trésorerie était tendue à l'extrême) et de 1958 dont les évaluations ont été controuvées par la récession économique.

Les montants cités ne comprennent pas les ressources extra-budgétaires de certains Fonds, tels que la taxe de conjoncture, la Caisse des veuves et orphelins, le Fonds Agricole, dont l'importance, sans être négligeable, n'est pas de nature à modifier l'allure de l'évolution.

Les recettes non fiscales, abstraction faite des éléments accidentels de variation, progressent surtout en fonction du produit de l'Administration des Postes et des taxes de radio-télévision. De 1957 à

Tableau XXI.

Evolution des recettes ordinaires et extraordinaires

(Milliards de francs)

Exercices	Total des recettes fiscales, non fiscales et extraordinaires			Recettes fiscales		
	Evaluation initiale	Résultat	Différence	Evaluation initiale	Résultat	Différence
1957	89,9	96,5 ¹	+ 6,6	82,6	89,3	+ 6,7
1958	99,1	95,7	- 3,4	91,2	87,1	- 4,1
1959	102,6	102,6	—	94,6	95,0	+ 0,4
1960	111,5	110,2	- 1,3	102,0	101,9	- 0,1
1961	123,5	121,1	- 2,4 ²	114,6	112,4	- 2,2
1962	132,4	<i>p</i> 132,5	+ 0,1	123,0	<i>p</i> 123,0	—

¹ Déduction faite d'une régularisation pour 4,2 milliards.
² Ecart dû à la mise en vigueur tardive des impôts nouveaux en mai 1961.
p Prévision.

1962, l'ensemble des recettes ordinaires non fiscales est passé de 6,5 à 8,5 milliards. Quant aux recettes extraordinaires, elles oscillent autour du demi-milliard.

La progression des recettes fiscales est attribuable à la croissance spontanée de la masse imposable (influencée dans une mesure modérée par le mouvement des prix) et aux modifications de taux, dans une proportion qui s'établit respectivement à deux tiers et un tiers environ.

La classification en impôts directs et indirects n'étant pas communément admise sur des bases identiques, quatre groupes ont été repris au tableau ci-dessous pour figurer la structure de la fiscalité au cours de la période.

Tableau XXII.

Structure de la fiscalité ¹
(Milliards de francs)

Exercices	Contributions directes	Impôts sur le patrimoine	Droits d'entrée	Autres impôts
1957	34,0	5,2	6,0	44,1
1958	32,4	4,9	5,8	44,0
1959	35,0	5,4	5,4	49,2
1960	38,4	6,1	6,0	51,3
1961	40,5	6,8	6,5	58,6
1962 (prévisions) .	45,5	6,8	6,9	63,8

¹ La rubrique « Contributions directes » comprend grosso modo les impôts couverts par le projet de réforme fiscale. Les droits d'enregistrement et de succession figurent dans la colonne « Impôts sur le patrimoine ». Les droits d'entrée ont été isolés en raison de leurs modalités propres de variation dans le cadre de l'abaissement des barrières douanières.

Etant donné que l'aggravation de la fiscalité « directe » résultant de la loi du 14 février 1961, a été en fait plus que compensée par diverses détaxations décidées simultanément ou précédemment, par exemple en matière de cumul des revenus des époux, d'investissements complémentaires, d'allègement des barèmes pour les revenus modestes, la progression observée dans la première colonne du tableau traduit bien la progression de la masse imposable et la progressivité des taux; cette augmentation de un tiers du rendement atteint non loin du double de celle du revenu national.

La rubrique des autres impôts accuse une progression qui se répartit à peu près pour la moitié entre l'aggravation des taux (environ 4 milliards pour les huiles minérales et 7 milliards pour la taxe de transmission, les autres variations moins importantes se compensant à peu près) et l'expansion de la masse imposable. Cette aggravation a eu des effets fort limités sur le niveau général des prix.

2. EVOLUTION GENERALE DES DEPENSES

Comme il a été dit plus haut, les résultats des budgets de recettes correspondaient presque exactement aux évaluations initiales. Le report, au mois de mai, de l'application des impôts nouveaux en 1961 a toutefois réduit de 2,5 milliards environ le rendement de la fiscalité.

Les malis observés au cours des dernières années se rattachent donc directement aux crédits supplémentaires qu'il a fallu solliciter dans le courant de l'exercice; la relation n'est toutefois pas constante, car les dépenses réelles s'écartent, dans une mesure variable, des prévisions.

Les feuillets de crédits supplémentaires ont été comprimés dans la plus large mesure en 1961 et 1962, mais ils restent affectés notamment par les autorisations relatives aux exercices antérieurs qui passent de 306 millions en 1960 à 1.277 millions en 1961 et à 1.944 millions en 1962.

Dans l'analyse, il convient de tenir compte de la longueur différente des exercices successifs; elle influence la dépense attribuée à un exercice déterminé, lorsque celui-ci est clôturé avec retard, en ce sens qu'un certain volume de liquidations aurait été imputé sur reports à l'exercice suivant dans l'hypothèse d'une clôture à la date normale du 31 mars. La rectification à apporter de ce chef aux résultats budgétaires apparaît dans l'avant-dernière colonne relative au budget ordinaire du tableau XXIII (les montants ne donnent qu'un ordre de grandeur).

Ce dernier tableau comporte également des indications sur le budget extraordinaire. A partir de 1961, l'intégration dans le budget ordinaire (pour environ 6 milliards) de dépenses figurant précédem-

Tableau XXIII.

Situation globale des budgets de dépenses
(Milliards de francs)

Exercices	I. BUDGET ORDINAIRE						II. BUDGET EXTRAORDINAIRE	
	Budget initial voté	Budget ajusté (y compris exercices antérieurs)	Différence entre budget initial et budget ajusté	Résultats bruts	Résultats corrigés à longueur égale d'exercice	Différence entre budget initial et résultats corrigés	Engagements ¹	Décaissements réels ¹
1957	88,8	91,7	+ 3,4	94,1	90,1 ²	+ 1,8	10,4	15,3
1958	93,8	105,9	+ 12,1	103,2	103,5	+ 9,7	12,2	18,0
1959	107,0	112,7	+ 5,7	110,5	109,8	+ 2,8	15,7	18,1
1960	111,0	117,4	+ 6,4	115,9	114,8	+ 3,8	11,3	23,7
1961	123,0	129,2	+ 6,2	124,9	126,5	+ 3,5	15,3	14,6
1962	132,2	137,3	+ 5,1	p 135,0	p 135,0	+ 2,8	p 19,0	p 17,0

¹ Ces deux colonnes ne peuvent pas être comparées, étant donné que certains articles ne comportent pas de crédits d'engagement.
² Régularisation des frais de stationnement exclus.
p Prévision.

ment à l'extraordinaire, doit entrer en ligne de compte pour la comparaison. La rectification n'a pas été opérée dans le tableau XXIII, mais elle figure dans le tableau suivant qui analyse les dépenses. L'évolution des résultats à l'extraordinaire est également influencée par la débudgétisation de certaines dépenses (par exemple, du Fonds des Routes, du Crédit Communal et de la Société Nationale des Chemins de fer belges; par contre, les décaissements sur le Fonds de constructions scolaires ont été corrigés pour tenir compte des dépenses réelles et non de l'alimentation du compte à la Banque Nationale).

Les données corrigées de l'ordinaire, qui ne sont pas comparables dans le temps en raison du transfert de certaines dépenses en provenance de l'extraordinaire, permettent dans une certaine mesure de comparer les résultats aux prévisions. Toutefois, il conviendrait de tenir compte des dépenses importantes relatives aux exercices antérieurs; à défaut d'indications disponibles à ce sujet, la correction ne peut cependant être faite; elle serait susceptible, dans une mesure limitée en valeur absolue, de rectifier l'écart par rapport aux prévisions.

Sous cette réserve, les dépenses non prévues initialement — si l'on excepte 1958 — sont de l'ordre de 3 milliards par an, avec un écart un peu plus sensible en 1960, en raison de la crise congolaise. Compte tenu des propositions contenues dans le feuilleton, l'écart par rapport aux prévisions initiales sera sans doute quelque peu inférieur en 1962.

3. ANALYSE DES DEPENSES

Le tableau XXIV ventile les dépenses entre les groupes les plus importants, par budget et nature de dépenses. La correction apportée au tableau précédent pour tenir compte de la longueur différente des exercices, n'a pas été reprise ici, parce que son incidence sur la décomposition des dépenses est limitée; par contre, les postes intégrés dans l'ordinaire en 1961 ont été repris ici depuis 1957 au même endroit. Le regroupement par nature de dépenses réunit, comme le regroupement par budget, les ordonnancements de l'exercice pour le budget ordinaire et les décaissements de l'année civile pour le budget extraordinaire.

La progression des dépenses ordinaires, de 44 milliards en cinq ans, soit 50 p.c., dépasse de loin le rythme raisonnable à longue échéance. Un effort de compression a été engagé en 1961; il n'a cependant pas permis d'enrayer suffisamment la progression.

Les trois budgets de la Dette, des Pensions et de l'Education Nationale sont principalement responsables, avec le secteur social et celui de l'Assistance Technique, de l'accroissement des dépenses depuis 1957: sur un total de 44 milliards, la dette intervient pour 8 milliards (progression égale à la moyenne de 50 p.c.); les pensions pour 5,5 milliards (plus de 40 p.c.), l'Education Nationale pour 13 milliards (120 p.c.) et le secteur social pour 5 milliards (environ 60 p.c.); à noter qu'en outre, dans le budget des Pensions, les pensions sociales contribuent pour les deux tiers (3,8 milliards) à l'aug-

Tableau XXIV.

Dépenses budgétaires totales par exercice ¹

(Milliards de francs)

	1957	1958	1959	1960	1961	1962 (prévisions)
1. Par budget :						
Dette Publique	15,9	17,0	17,7	19,9	22,7	23,6
Pensions	13,2	15,3	16,1	17,3	17,2	18,9
Défense Nationale et Gendarmerie	13,5	14,1	15,8	15,7	14,4	15,3
Affaires Etrangères et Assistance Technique	1,2	1,0	2,8	4,4	5,4	5,6
Intérieur	8,9	9,3	9,2	9,2	9,5	9,7
Communications	6,4	8,1	7,6	7,9	7,2	7,3
Travail, Prévoyance Sociale et Santé Publique	8,7	13,0	16,0	15,2	13,8	13,7
Education Nationale	11,0	12,2	15,8	20,3	21,5	23,7
Autres budgets ordinaires	12,6	14,5	13,6	12,1	13,8	17,2
Total ...	91,4	104,5	114,6	122,0	125,5	135,0
Budget extraordinaire	14,5	16,8	14,0	17,5	14,0	17,0
Total général ¹ ...	105,9	121,3	128,6	139,5	139,5	152,0
2. Par nature de dépenses :						
Personnel	24,1	26,4	27,7	30,0	30,7	33,4
Subventions	39,5	48,2	54,6	57,5	58,8	61,5
Matériel, travaux et autres	11,9	13,0	14,5	14,6	13,3	16,4
Avances, participations dette	17,5	20,0	19,1	23,9	25,1	25,6
Immobilisations :						
Budget seul	12,9	13,7	12,7	13,5	11,6	15,1
Y compris hors budget	15,7	15,8	14,6	15,5	17,2	19,2

¹ Le total correspond à la somme des colonnes « Budget ordinaire : Résultats bruts » et « Budget extraordinaire : Décaissements réels » du tableau XXIII. En 1957, la correction des frais de stationnement qui a été apportée aux résultats corrigés, a également été faite ici. La répartition entre l'ordinaire et l'extraordinaire diffère cependant de celle qui figure au tableau XXIII parce que les dépenses déplacées vers le budget ordinaire en 1961 ont été reprises ici dans la rubrique « Budget ordinaire » pour chacune des années depuis 1957.

mentation totale. L'assistance technique au Congo et à d'autres pays est en progrès de 4 milliards.

A la Défense Nationale, l'augmentation des dépenses a été limitée dans toute la mesure compatible avec les engagements internationaux. Bien que les subventions aux chemins de fer restent très lourdes, le total du budget des Communications est relativement stable (des mesures ont été prises dans le secteur des abonnements ouvriers). Malgré la nouvelle fiscalité communale et le rendement accru de l'impôt foncier, les interventions pour les communes ont continué à croître, mais l'ensemble du budget de l'Intérieur n'augmente pas dans de fortes proportions.

Il apparaît ainsi que mises à part les évolutions de la Dette et des Pensions autres que sociales — évolutions qui sont la conséquence d'éléments prédéterminés —, c'est un nombre limité de secteurs qui se trouve à l'origine de l'expansion des dépenses publiques. Il s'agit notamment d'un secteur traditionnel, le secteur social, et de deux secteurs de dépenses nouvelles : l'Education et, dans une moindre mesure, l'Assistance Technique.

Il est devenu indispensable de tracer pour ces secteurs une ligne d'intervention qui tienne plus largement compte des impératifs budgétaires et qui dose les efforts financiers dans le cadre d'une utilisation optimum des ressources de la Nation.

La ventilation des dépenses courantes entre les trois rubriques : « Personnel », « Matériel », « Sub-

ventions » fait également apparaître la part importante des secteurs subsidiés dans l'accroissement global des budgets des départements; cette part est en effet d'environ deux tiers. Les dépenses de fonctionnement augmentent toutefois en cinq ans de près de 40 p.c. Ce taux d'expansion n'est pas négligeable, mais il convient de tenir compte, par exemple pour le « Personnel », de la revalorisation et de la restructuration des barèmes (de l'ordre de 2 milliards), de l'index des prix (1,1 milliard), des pensions (0,8 milliard) ⁽¹⁾, et de la part de l'Education Nationale (1,7 milliard) ⁽¹⁾.

Il ressort de ces quelques chiffres qu'il importe également de maintenir les dépenses de fonctionnement de l'appareil de l'Etat dans les limites à la fois des possibilités financières et de l'organisation la plus rationnelle des services.

Le progrès observé dans les dépenses d'investissement n'est pas négligeable; sur des bases comparables, il est d'environ un quart en cinq ans; ce taux est toutefois sensiblement inférieur à celui qui est enregistré dans le secteur privé.

*
**

Le tableau XXV compare les grandes catégories de dépenses de l'Etat au produit et au revenu national.

(1) Déduction faite de l'index.

Tableau XXV.

Comparaison des dépenses de l'Etat avec le produit national
(1957 = 100)

Années	Produit national brut	Immobilisations nouvelles	Matériel et travaux	Personnel	Subventions	Dette et capitaux	Revenu national
1957	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1958	99,5	100,4	106,9	109,7	122,5	114,5	100,7
1959	103,2	92,9	119,4	115,2	138,9	109,2	103,2
1960	109,7	99,1	120,3	124,4	146,4	136,6	108,8
1961	113,7	109,5	109,8	127,3	149,6	143,5	113,1
1962 (prévisions)	119,1	116,6	135,3	139,1	156,4	146,6	119,2

Dans presque tous les groupes, l'expansion est nettement plus forte que celle du revenu national. La rubrique « Immobilisations nouvelles » enregistre l'indice le plus faible de tous les groupes; toutefois, en 1962, il est très proche de celui du produit national.

Par contre, les subventions offrent les pourcentages d'accroissement les plus forts; sans doute est-ce avant tout dans cette rubrique que se traduit l'action gouvernementale; mais la progression semble indiquer qu'il pourrait se poser là un problème de choix entre les moyens à mettre en œuvre pour atteindre des objectifs déterminés. Le respect de l'équilibre budgétaire est commandé en partie par un ajustement satisfaisant des dépenses dans ce secteur.

Quant aux frais de fonctionnement, le fait que leur variation dépasse nettement celle du revenu national est susceptible de se répercuter à la longue sur la situation budgétaire.

4. FINANCEMENT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ET DETTE PUBLIQUE

Les résultats budgétaires des derniers exercices apparaissent dans le tableau ci-après.

Le découvert total des budgets a sensiblement diminué par rapport à 1960. Il convient cependant de souligner surtout la réduction sensible du mali à l'ordinaire, tandis que le mouvement du solde à l'extraordinaire témoigne du développement des dépenses d'investissement en 1962.

Tableau XXVI.

Evolution des résultats budgétaires ¹
(Millions de francs)

Exercices	Solde du budget ordinaire	Solde du budget extraordinaire
1957	+ 5.866	- 15.026
1958	- 8.198	- 17.619
1959	- 8.197	- 17.915
1960	- 6.198	- 23.332
1961	- 4.506	- 14.235
1962 (prévisions)	- 2.500	- 16.500

¹ Les deux séries ne sont pas strictement comparables et leur total constitue donc un montant théorique. Seul le total des décaissements réels sur une année civile pourrait lui être substitué, mais ce montant lui-même n'est pas représentatif des dépenses de l'exercice.

Le solde global reste néanmoins important et exige de nouveaux efforts en vue d'un équilibre réel du budget ordinaire, préalable à une expansion accrue des dépenses d'immobilisations nouvelles dans le cadre du programme de développement économique.

Les résultats budgétaires par exercice, mentionnés plus haut, doivent être transposés par année civile et en tenant compte des situations de caisse pour faire apparaître les montants à financer au cours d'une année de calendrier.

Quant à l'ampleur du découvert à financer, le tableau XXVII fait ressortir trois périodes : la première se terminant en 1957 avec un découvert total très bas grâce aux bonis du budget ordinaire (ces bonis ont été enregistrés de 1955 à 1957); la deuxième, avec un découvert de l'ordre de 25 milliards par an, de 1958 à 1960, soit la période de récession économique et la phase initiale de la reprise; la troisième, débutant en 1961, en haute conjoncture, avec un découvert ramené au-dessous de 20 milliards.

L'objectif — une partie seulement du chemin a été parcouru — est de réserver aux investissements les ressources d'emprunts, en réalisant l'équilibre des recettes et des dépenses courantes; doit également être assurée une structure satisfaisante de la

Tableau XXVII.

Financement des opérations budgétaires
(Milliards de francs)

Années	Résultats budgétaires par exercice	Découvert à financer par année	Financement		
			Dette consolidée	Dette flottante	Autres opérations
1957	9,2	7,2	9,5	0,7	- 3,0
1958	25,8	24,7	10,9	16,5	- 2,7
1959	26,1	26,2	21,5	4,2	0,5
1960	29,5	26,5	27,2	1,1	- 1,8
1961	18,7	19,8	15,2	3,1	1,5
1962 (prévisions)	19,0	18,5	19,5	1,5	- 2,5

dette, dont les variations s'adaptent à la conjoncture financière dans les limites commandées par les impératifs de la stabilité.

Le progrès économique et social ne peut qu'y trouver une assise plus large.

*
**

Le mouvement de la dette publique résulte essentiellement du découvert à financer, sous déduction

des amortissements et remboursements, ainsi que de l'accroissement de la dette indirecte.

Ainsi, la gestion financière se traduit finalement dans le mouvement de la dette. La réduction sensible de l'accroissement, qui se vérifie en 1961 et 1962 par rapport aux années précédentes, traduit déjà le redressement en cours. Le montant probable pour 1962 manifeste cependant le risque d'un arrêt du mouvement si la prudence indispensable ne se renforçait pas dans le domaine des dépenses. Il importe donc que l'effort de redressement soit poursuivi.

Tableau XXVIII.

Mouvement de la dette publique ¹
(Milliards de francs)

Années	Découvert budgétaire	Emprunts bruts (dette directe)	Emprunts bruts (dette indirecte)	Amortissements	Mouvement de la dette ²	Volume de la dette en fin d'année
1957	7,2	10,2	2,0	6,4	+ 5,8	323,6
1958	24,7	27,4	1,0	6,4	+ 22,0	345,6
1959	26,2	25,7	2,6	6,4	+ 22,3	373,6
1960	26,5	28,3	1,4	8,6	+ 21,9	396,1
1961	19,8	21,9	5,2	8,7	+ 18,5	411,0
1962 (prévisions)	18,5	21,0	2,5	9,3	+ 14,5	427,5

¹ La dernière colonne mentionne le montant de la dette publique tel qu'il ressort des situations mensuelles. Par contre, les colonnes « Découvert budgétaire », « Emprunts bruts » et « Mouvement de la dette » font abstraction des opérations avec le Fonds Monétaire International et tiennent compte des décaissements effectifs sur le compte du Pacte scolaire à la Banque Nationale.

² Le mouvement de la dette comprend, outre le total net des trois colonnes précédentes, le solde de diverses opérations de trésorerie.

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'août-septembre 1962. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

BAUDHUIN F., Crédit et banque; économie et législation comparée. (*Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence*, 3^e édition, Paris, 1962, 319 p.)

DUBOIS G., Les ventes à tempérament dans le textile. (*L'Industrie textile belge*, Bruxelles, IV, n° 9, septembre 1962, pp. 23-30.)

La liquidité du marché monétaire. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XVII, n° 35, 15 septembre 1962, pp. 317-321.)

La situation monétaire et bancaire de la Belgique. (*Bulletin économique de la Banque de la Société Générale de Belgique*, Bruxelles, n° 9, octobre 1962, pp. 1-5.)

TIMMERMANS A., Le marché des capitaux au service de la croissance économique. (*Annales de Sciences économiques appliquées*, Louvain, XX, n° 3, août 1962, pp. 213-273.)

3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

La bourse à la croisée des chemins. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XVII, n° 37, 29 septembre 1962, pp. 337-340.)

5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

DIERICKX W., De converteerbare obligatie. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift*, Anvers, XVI, n° 3, 1962, pp. 171-178.)

GLEJSER H., Le produit national brut en 1961. (*Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 15, juillet 1962, pp. 427-428.)

LAEVAERT W. & DELEECK H., Het aandeel van de werklieden- en bediendengroep in het nationaal inkomen van België (1948-1960). (*De Gids op maatschappelijk gebied*, Bruxelles, LIII, n° 9, septembre 1962, pp. 719-750.)

NOLS E., Le revenu de la Wallonie. Essai d'explication de la lenteur de sa croissance. (*Revue du Conseil Economique Wallon*, Liège, n° 57, juillet-août 1962, pp. 25-39.)

POELMANS J. & DUBY M., Prévision des dépenses de consommation privée en chauffage-éclairage. (*Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 15, juillet 1962, pp. 353-385.)

Société Nationale d'Investissement. (*Bulletin hebdomadaire de Fabrimitéal*, Bruxelles, n° 845, 15 septembre 1962, pp. 645-649.)

VAN RIJCKEGHEM W. & GILLET R., Considérations sur le problème de l'information du consommateur. (*Annales de Gembloux*, Gembloux, LXVIII, n° 3, 1962, pp. 267-272.)

6. DEMOGRAPHIE

MOLS R., Encore le rapport Sauvy. (*La Vie économique et sociale*, Anvers, XXXIII, n° 4, août 1962, pp. 302-306.)

7. PRIX ET SALAIRES

Les charges salariales et les revenus réels dans les industries de la C.E.C.A., 1954-1960. (*Statistiques sociales*, Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 1, 1962, pp. 95-139.)

Les salaires et les charges sociales dans les industries de la C.E.C.A., année 1960. (*Statistiques sociales*, Office statistique des Communautés européennes, Bruxelles, n° 1, 1962, pp. 11-94.)

Liaison salaires-index. (*Bulletin hebdomadaire de Fabrimitéal*, Bruxelles, n° 845, 15 septembre 1962, pp. 650-652.)

8. EMPLOI ET CHOMAGE

FRAEYS W., Population, emploi, chômage. (*Revue du Travail*, Bruxelles, LXIII, n° 7, juillet 1962, pp. 761-791.)

10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

L'économie belge à l'automne 1962. (*Notes rapides sur la situation économique*, Paris, XIII, n° 130, 2 octobre 1962, pp. 3-8.)

11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

DALOZE J., Guérira-t-on nos charbonnages? (*Revue générale belge*, Bruxelles, XCVIII, n° 10, octobre 1962, pp. 123-128.)

GUILMOT A., L'industrie chimique belge, industrie en évolution. (*Hinterland*, Anvers, XI, n° 34, 1962, pp. 65-70.)

HATRY P., Douze ans d'industrie pétrolière belge, 1950-1961. (*Industrie*, Bruxelles, XVI, n° 9, septembre 1962, pp. 560-573.)

La filature de laine en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVII, n° 38, 6 octobre 1962, pp. 345-348.*)

L'industrie belge en 1961. (*Bulletin mensuel de la Direction générale des Etudes et de la Documentation, Bruxelles, XIV, nos 8-9, août-septembre 1962, pp. IV-2-40.*)

NEURAY G., L'Organisation Européenne de Coopération Economique et l'agriculture. (*Annales de Gembloux, Gembloux, LXVIII, n° 3, 1962, pp. 273-281.*)

REGUL R., Les besoins en énergie et les perspectives d'approvisionnement. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 15, juillet 1962, pp. 327-352.*)

TAMBUYZER C. & DE WINTER A., Contribution à l'inventaire des coopératives agricoles en Belgique. (*Revue de l'Agriculture, Bruxelles, XV, nos 6-7, juin-juillet 1962, pp. 855-896.*)

12. TRANSPORTS

FEREY J., Notre appareil des transports face à l'avenir (II). (*La Vie économique et sociale, Anvers, XXXIII, n° 4, août 1962, pp. 263-286.*)

14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

ADAM A. & WAELBROECK J., Nouvelles données sur l'évolution des exportations de la Belgique (1925-1938 et 1952-1960). (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 15, juillet 1962, pp. 413-425.*)

Un partenaire de l'U.E.B.L. : l'Irak. (*Bulletin commercial belge, Bruxelles, LXXVI, n° 9, septembre 1962, pp. 19-35.*)

WAELBROECK J., La demande extérieure et l'évolution des exportations belges. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 15, juillet 1962, pp. 397-412.*)

15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

La livre sterling et ses problèmes. (*Bulletin de la Société de Banque Suisse, Bâle, n° 4, août 1962, pp. 77-82.*)

LIEFTINCK P., Recent Trends in International Monetary Policies. (*Princeton University Press, Princeton, 1962, 22 p.*)

MAUHLUP F., Progetti di riforma del sistema monetario internazionale (I). (*Bancaria, Rome, XVIII, n° 8, août 1962, pp. 879-900.*)

ROOSA R., Assuring the Free World's Liquidity. (*Business Review of the Federal Reserve Bank of Philadelphia, Philadelphie, septembre 1962, supplément, 12 p.*)

The Dollar in the World Today. (*Monthly Economic Letter of the First National City Bank, New-York, septembre 1962, pp. 104-107.*)

16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ABRAHAM J.-P., Politique économique et intégration européenne. (*La Vie économique et sociale, Anvers, XXXIII, n° 4, août 1962, pp. 241-262.*)

CRUCIANI G., Politica monetaria nella C.E.E. (*Bancaria, Rome, XVIII, n° 8, août 1962, pp. 920-927.*)

De E.E.G. als katalysator van de internationale handel (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XLVII, n° 2357, 3 octobre 1962, pp. 957-959.*)

FORMENTINI P., Les financements de la Banque Européenne d'Investissement. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXI, n° 201, mai-juin-juillet 1962, pp. 403-406.*)

GUIEU P. & autres, Taxes indirectes perçues à l'importation dans les six pays de la Communauté Economique Européenne. (*Bruylant, Bruxelles, 1962, LXVII+717 p.*)

Les investissements dans les industries du charbon et de l'acier de la Communauté. Rapport sur l'enquête 1962. (*Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Luxembourg, 1962, 87 p.*)

L'incidence de la C.E.E. sur les échanges commerciaux au sein du Benelux. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVII, n° 36, 22 septembre 1962, pp. 325-329.*)

PIRON J., Les relations collectives du travail dans la C.E.E. (*Industrie, Bruxelles, XVI, n° 9, septembre 1962, pp. 599-614.*)

The European Common Market — Successful Launching of the First Stage. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of San Francisco, San Francisco, août 1962, pp. 162-172.*)

WEMELSFELDER J., Nogmaals de E.E.G. : mug of olifant. (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, XLVII, n° 2357, 3 octobre 1962, pp. 960-964.*)

17. DIVERS

BULTYNCK R. & VAN MEERHAEGE W., Kenmerken en groeikansen van de Gentse economie. (*Séminaire d'Economie appliquée, Gand, 1962, 309 p.*)

LAVIOLETTE A., L'analyse financière. (*Epargner et Investir, Bruxelles, n° 105, septembre 1962, pp. 1-9.*)

Le Luxembourg belge, terre propice aux investissements modernes. (*Association Intercommunale d'Équipement Economique, Arlon, 1962, 30 p.*)

Les nouveaux produits et services et les problèmes d'implantation qu'ils soulèvent. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 15, juillet 1962, pp. 429-452.*)

SPAHEY J., Le droit de cité de la recherche dans l'entreprise et le statut du chercheur industriel. (*Revue du Conseil Economique Wallon, Liège, n° 57, juillet-août 1962, pp. 1-6.*)

VANNESTE O., THEYS J. & ZWAENEPOEL M., Het arrondissement Oostende; een regionaal-economische studie. (*Westvlaams Economisch Studiebureau, Bruges, 1962, XI+430 p.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*

1. — ECONOMIE GENERALE

Arrêté royal du 19 septembre 1962

étendant le champ d'application de la loi du 17 juillet 1959 à certaines entreprises commerciales (Moniteur du 22 septembre 1962, p. 8.304).

Article 1^{er}. — Le bénéfice des dispositions prévues aux a, b et c, de l'article 1^{er} de la loi du 17 juillet 1959 instaurant

et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, modifiée par la loi du 14 février 1961, est étendu aux entreprises appartenant au secteur de la distribution.

Art. 2. — (...) « Pour les entreprises appartenant au secteur de la distribution, sont considérées comme conformes à l'intérêt économique général les opérations mettant en œuvre des systèmes de distribution susceptibles de réduire le coût de la vie ».

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Loi du 27 juillet 1962

modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office National du Ducroire (Moniteur du 1^{er} septembre 1939, p. 7.472).

Article 1^{er}. — L'article 3 de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office National du Ducroire, remplacé par la loi du 31 décembre 1958, est complété par les dispositions suivantes :

« L'Office peut, lorsque le caractère ou l'ampleur des opérations appelées à être garanties le recommandent, apporter son concours à l'édification de leurs plans de financement et suppléer, par son intervention, à l'insuffisance éventuelle des concours financiers offerts. Ces interventions font l'objet d'une gestion comptable distincte. »

Art. 2. — L'article 4 du même arrêté-loi est complété par la disposition suivante :

« Quelles que soient la durée ou la nature du crédit, le bénéficiaire de la garantie participe aux risques couverts par l'Office. »

Art. 3. — L'article 8 du même arrêté, remplacé par la loi du 21 avril 1949, est complété par la disposition suivante :

« En matière de financement d'opérations garanties ou à garantir, le montant total des engagements de l'Office non couverts par des concours tiers et de ses interventions propres est limité, sauf même autorisation, à la hauteur du montant cumulé visé à l'alinéa précédent. »

Art. 4. — Dans l'article 9 du même arrêté, la disposition suivante est insérée entre les alinéas 2 et 3;

« Dans les cas où l'Office est conduit à participer au financement des opérations garanties, il peut acquérir ou

promettre d'acquiescer, prendre en gage, céder, promettre de céder ou mettre en gage, des titres de créances sur l'étranger garantis ou appelés à être garantis par lui. »

Art. 5. — Dans l'article 12 du même arrêté, les mots « six membres » sont remplacés par les mots « huit membres ».

Art. 6. — L'article 18 du même arrêté, modifié par la loi du 25 juillet 1960, est remplacé par la disposition suivante : « Eu égard aux garanties qu'il accorde comme à ses interventions en matière de financement et pour faire face aux pertes et charges qu'elles peuvent entraîner, l'Office constitue les fonds de réserves spéciaux requis.

» Les primes encaissées d'une part, les excédents des revenus sur les charges relatives aux interventions financières d'autre part, ainsi que les revenus de la dotation et des réserves sont affectés, après répartition et déduction des frais de fonctionnement, aux renforcements jugés nécessaires des fonds de réserves spéciaux.

» L'excédent éventuel est versé à une réserve générale. »

Art. 7. — Dans l'article 21 du même arrêté, la disposition suivante est insérée entre les alinéas 2 et 3 :

« Elles peuvent aussi, dans la limite établie à l'article 8, être affectées aux interventions de l'Office en matière de financement. »

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 27 juillet 1962

modifiant l'affectation des bénéfices de la Loterie africaine des exercices 1960 et 1961 (Moniteur du 1^{er} septembre 1962, p. 7.473).

Article 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions de l'article 11 de la loi du 27 juillet 1953 contenant le budget ordinaire du Congo belge pour 1953, et à celles de l'article 6 de la loi du 22 juin 1960 contenant le budget ordinaire du Congo belge pour 1960, les bénéfices des 11^e et 12^e tranches 1960 de la Loterie africaine sont affectés à l'assistance aux Européens atteints par les événements du Congo.

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 11 de la loi du 27 juillet 1953 contenant le budget ordinaire du Congo belge pour 1953, le reliquat des bénéfices de la Loterie africaine de l'exercice 1961 sera, après prélèvement d'un montant prioritaire de 40 millions de francs pour le financement de l'Exposition universelle et internationale de Bruxelles 1958 et d'une somme de 90 millions de francs destinée au Fonds du Bien-Etre indigène, affecté à l'assistance aux Européens atteints par les événements du Congo.

Arrêté ministériel du 31 juillet 1962

modifiant l'arrêté ministériel du 27 avril 1960 fixant le montant et les modalités de l'intervention financière de l'Etat prévue par l'arrêté royal du 13 avril 1959, relatif à la formation et au perfectionnement professionnels dans les métiers et négoce (Moniteur du 12 septembre 1962, p. 7.848).

Loi du 16 août 1962

contenant le budget du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture pour l'exercice 1962 (Moniteur du 6 septembre 1962, p. 7.574).

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'exercice 1962, afférentes au Ministère de l'Education Nationale et de la Culture (...) des crédits s'élevant à la somme de 23.182.350.000 francs.

Art. 13. — Des crédits d'engagement sont ouverts pour un montant de 127.630.000 francs (...).

Art. 14. — Des crédits de paiement (...) sont ouverts jusqu'à concurrence de 465.500.000 francs (...).

Arrêté ministériel du 7 septembre 1962

relatif à l'émission d'une dixième série d'obligations au porteur par la Caisse Autonome des Dommages de Guerre (Moniteur du 27 septembre 1962, p. 8.477).

Article 1^{er}. — Les obligations au porteur de la dixième série, à délivrer aux ayants-droit entre le 1^{er} octobre 1962 et le 30 septembre 1963, porteront intérêt au taux de 5,50 p.c. l'an.

Art. 4. — Les obligations sont amortissables, à partir du 1^{er} octobre 1963 jusqu'au 1^{er} octobre 1984 (...).

Arrêté ministériel du 10 septembre 1962

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 12 septembre 1962, p. 7.807).

Arrêté royal du 14 septembre 1962

relatif à l'émission de l'emprunt 1962-1982 du Fonds des Routes (Moniteur du 18 septembre 1962, p. 8.055).

Article 1^{er}. — Le Fonds des Routes est autorisé à émettre, aux conditions déterminées ci-après, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 1962-1982 de 2 ½ milliards de francs ».

Art. 2. — L'emprunt est représenté par des obligations au porteur (...) portant intérêt aux taux indiqués ci-après :
5 p.c. l'an à partir du 1^{er} octobre 1962 jusqu'au 30 septembre 1972;

5,25 p.c. l'an à partir du 1^{er} octobre 1972 jusqu'au 30 septembre 1982.

Art. 3. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année (...).

Le remboursement est effectué aux taux ci-après :
le 1^{er} octobre des années 1964 à 1971 : au pair;
le 1^{er} octobre des années 1972 à 1976 : à 102 p.c.;
le 1^{er} octobre des années 1977 à 1981 : à 105 p.c.
Les obligations non amorties avant le 1^{er} octobre 1982 sont remboursables à cette date à 110 p.c. de leur valeur nominale.

Art. 7. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipatif de leurs obligations :
le 1^{er} octobre 1972 à 102 p.c. de leur valeur nominale;
le 1^{er} octobre 1977 à 105 p.c. de leur valeur nominale.
.....

Art. 8. — Le Fonds des Routes se réserve la faculté de rembourser anticipativement le 1^{er} octobre 1972 ou à toute échéance d'intérêt suivante (...), tout ou partie des obligations restant à amortir.
.....

Art. 10. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 11. — Les intérêts et la prime de remboursement des obligations sont exempts de tous impôts et taxes réels, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.
.....

Art. 17. — Il est alloué aux banques et aux agents de change établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

En cas de réduction des souscriptions, la commission n'est attribuée que sur le capital réduit.
.....

Arrêté ministériel du 18 septembre 1962

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 22 septembre 1962, p. 8.301).

Arrêté royal du 20 septembre 1962

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 27 septembre 1962, p. 8.473).

Arrêté royal du 21 septembre 1962

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 27 septembre 1962, p. 8.475).

4. — AGRICULTURE

Arrêté ministériel du 8 août 1962

modifiant celui du 30 mai 1962 fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 14 septembre 1962, p. 7.936).

Arrêtés ministériels du 5 septembre 1962

modifiant ceux du 28 juin 1962 et du 1^{er} août 1962, fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 20 septembre 1962, p. 8.172).

Arrêté ministériel du 6 septembre 1962

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 13 septembre 1962, p. 7.884).

5. — INDUSTRIE

Arrêté royal du 11 septembre 1962

réglant l'exécution de la loi du 27 juillet 1962 assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière (Moniteur du 15 septembre 1962, p. 8.024).

6. — TRAVAIL

Arrêté royal du 10 juillet 1962

rendant obligatoire la décision du 21 décembre 1961 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire relative à la réduction de la durée du travail dans l'industrie des fruits (Moniteur du 5 septembre 1962, p. 7.549).

Arrêté royal du 12 juillet 1962

rendant obligatoire la décision du 21 décembre 1961 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire relative à la réduction de la durée du travail (Moniteur du 7 septembre 1962, p. 7.679).

Arrêté royal du 10 août 1962

modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office National de l'Emploi (Moniteur du 1^{er} septembre 1962, p. 7.488).

Arrêté ministériel du 17 août 1962

modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 1936, pris en exécution de l'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1936, complétant et coordonnant les dispositions relatives à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère (Moniteur du 13 septembre 1962, p. 7.901).

Arrêté royal du 10 septembre 1962

portant création d'un Conseil consultatif de l'emploi et de la main-d'œuvre (Moniteur du 20 septembre 1962, p. 8.191).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêtés ministériels du 6 septembre 1962

modifiant l'annexe à l'arrêté ministériel du 28 décembre 1961 suspendant l'obligation de produire une licence pour l'importation et l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 8 septembre 1962, p. 7.713).

Arrêté ministériel du 18 septembre 1962

modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 22 septembre 1962, p. 8.301).

Arrêté ministériel du 10 septembre 1962

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 12 septembre 1962, p. 7.807).

Arrêté royal du 21 septembre 1962

modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 27 septembre 1962, p. 8.475).

9. — TRANSPORTS

Loi du 20 août 1962

portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas en vue de l'amélioration de la liaison entre le canal Albert et le canal Juliana, et des annexes, signés à Bruxelles le 24 février 1962 (Moniteur du 11 septembre 1962, p. 7.746).

Traité entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas

en vue de l'amélioration de la liaison entre le canal Albert et le canal Juliana, et annexes, signés à Bruxelles le 24 février 1961 (Moniteur du 15 septembre 1962, p. 7.991).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté royal du 2 juillet 1962

rendant obligatoire la décision du 30 janvier 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des carrières fixant les conditions de rémunération des travailleurs occupés dans certaines carrières de silex du pays (Moniteur du 5 septembre 1962, p. 7.547).

Arrêté royal du 12 juillet 1962

rendant obligatoire la décision du 28 mars 1962 de la Commission paritaire nationale de l'agriculture concernant la réalisation progressive du principe de l'égalité de rémunération entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins pour un travail égal (Moniteur du 15 septembre 1962, p. 8.032).

Arrêté royal du 20 juillet 1962

rendant obligatoire la décision du 21 février 1962 de la Commission paritaire nationale du transport, fixant le salaire minimum du personnel roulant des exploitations de services publics d'autobus (Moniteur du 1^{er} septembre 1962, p. 7.485).

Arrêté royal du 29 août 1962

rendant obligatoire la décision du 8 janvier 1962 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des carrières de grès et de quartzite de la province de Liège fixant les salaires des ouvriers et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 7 septembre 1962, p. 7.680).

Arrêté royal du 29 août 1962

rendant obligatoire la décision du 16 mai 1962 de la Commission paritaire nationale des industries du ciment, modifiant la décision du 23 septembre 1959, fixant les salaires et les conditions de travail dans les entreprises d'agglomérés à base de ciment (Moniteur du 13 septembre 1962, p. 7.897).

Arrêté royal du 29 août 1962

rendant obligatoire la décision du 8 mai 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie hôtelière, modifiant la décision du 3 décembre 1953 de la même commission, rendue obligatoire par arrêté royal du 25 février 1954, modifiée par la décision du 17 juin 1960, rendue obligatoire par arrêté royal du 26 août 1960, et fixant les salaires minima du personnel cuisinier et du personnel à salaire fixe (Moniteur du 18 septembre 1962, p. 8.071).

Arrêté royal du 29 août 1962

rendant obligatoire la décision du 28 mars 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de l'habillement et de la confection modifiant la décision du 23 mars 1960 de la même commission, concernant la classification professionnelle et la fixation des salaires horaires minima des ouvrières occupées dans les entreprises de dentellerie à main,

de broderie à la main et emperlage, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 19 août 1960 (Moniteur du 20 septembre 1962, p. 8.184).

Arrêté royal du 10 septembre 1962

rendant obligatoires les décisions du 6 avril 1962 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises horticoles, concernant l'égalité de rémunération entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins pour un travail égal et modifiant sa décision du 8 avril 1959 concernant la classification professionnelle, la fixation des salaires horaires minima de base et le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume pour les ouvriers et les ouvrières occupés dans les entreprises d'implantation et d'entretien de parcs et jardins, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 10 août 1959 (Moniteur du 22 septembre 1962, p. 8.311).

Arrêté royal du 10 septembre 1962

rendant obligatoire la décision du 16 avril 1962 de la Commission paritaire nationale de la préparation du lin modifiant sa décision du 22 août 1960 concernant la fixation des salaires horaires minima des ouvriers et ouvrières relevant de cette commission, ainsi que le rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 13 juin 1961 (Moniteur du 27 septembre 1962, p. 8.498).

Arrêté royal du 13 septembre 1962

rendant obligatoire la décision du 7 mars 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois fixant les salaires maxima des travailleurs occupés dans les scieries et le commerce du bois (Moniteur du 27 septembre 1962, p. 8.501).

Arrêté royal du 13 septembre 1962

rendant obligatoire la décision du 14 mai 1962 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil concernant la fixation des salaires minima dans les couperies de poil (Moniteur du 27 septembre 1962, p. 8.506).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 6 août 1962

modifiant l'arrêté royal du 2 mars 1960 portant réglementation de certains cumuls des avantages prévus par les régimes de pension des ouvriers, des employés, des ouvriers mineurs, des marins et des travailleurs indépendants (Moniteur du 13 septembre 1962, p. 7.892).

Arrêté royal du 6 août 1962

pris en exécution de l'article 67 de la loi du 28 mars 1960 relative à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants (Moniteur du 13 septembre 1962, p. 7.893).

Arrêté royal du 11 août 1962

réglant l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à certaines catégories de travailleurs exerçant un emploi accessoire ou un travail de courte durée (Moniteur du 12 septembre 1962, p. 7.826).

Arrêté royal du 11 août 1962

portant majoration des taux des cotisations fixées par les articles 77 et 78 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 12 septembre 1962, p. 7.827).

Arrêté royal du 11 août 1962

complétant l'article 41, alinéa 2, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 12 septembre 1962, p. 7.827).

Arrêté royal du 13 août 1962

modifiant l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers (Moniteur du 19 septembre 1962, p. 8.118).

Arrêté royal du 13 août 1962

modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1957 portant règlement général du régime de retraite et de survie des employés (Moniteur du 19 septembre 1962, p. 8.118).

Arrêté royal du 17 septembre 1962

modifiant l'article 83 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office National de l'Emploi (Moniteur du 27 septembre 1962, p. 8.510).

STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1959	1960	1961
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale	I.N.S.	8.512	9.129	9.178	9.229
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	»	5.850	5.902	5.906	
dont : Hommes	»	2.902	2.927	2.928	
Femmes	»	2.948	2.975	2.978	
Population active ¹ :	Revue du Travail	3.481	3.506	3.505	p 3.525
dont : Agriculture	»	423	264	257	p 250
Industries extractives	»	191	151	131	p 114
Industries manufacturières	»	1.311	1.174	1.204	p 1.241
Bâtiment et construction	»	197	240	241	p 250
Transports	»	243	244	240	p 242
Commerce, banques, assurances, et services	»	1.024	1.291	1.312	p 1.333
Chômeurs complets	»	92	142	120	p 95

¹ Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

I - 2. — REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS

I - 2 a. — ESTIMATIONS DE L'I.N.S.

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :											
a) Salaires et traitements	125,2	142,8	148,4	150,6	155,7	164,7	177,4	191,8	197,4	199,4	211,8
b) Rémunération des forces armées ...	5,2	6,6	8,1	8,7	9,0	9,6	9,4	9,9	10,6	11,2	12,1
c) Contribution des employeurs à la sécurité sociale ...	16,2	18,3	20,9	21,4	22,1	24,1	26,3	30,0	30,7	29,9	32,9
Total ...	146,6	167,7	177,4	180,7	186,8	198,4	213,1	231,7	238,7	240,6	256,8
2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :											
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	19,4	21,6	20,4	22,1	21,4	21,6	20,8	23,3	22,3	23,7	22,6
b) Professions libérales	6,8	7,9	8,4	8,6	9,3	9,5	10,0	10,2	11,2	11,9	12,5
c) Commerce et artisanat	62,1	64,6	62,9	66,1	69,3	71,6	73,9	74,1	73,8	74,6	77,0
Total ...	88,3	94,1	91,7	96,8	100,0	102,7	104,7	107,6	107,3	110,2	112,1
3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)	4,5	5,2	4,9	4,9	5,3	6,0	6,5	6,2	6,8	6,0	6,3
4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :											
a) Intérêts	9,1	9,8	10,7	11,8	13,0	14,4	15,5	16,5	17,9	19,3	21,0
b) Loyers	14,5	15,7	16,9	21,4	24,3	25,2	26,9	27,6	29,7	31,8	32,1
c) Dividendes et tantièmes	6,7	8,6	9,2	8,8	8,9	10,3	11,9	12,9	11,9	11,1	12,9
Total ...	30,3	34,1	36,8	42,0	46,2	49,9	54,3	57,0	59,5	61,7	66,0
5. Libéralités des sociétés	0,3	0,4	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5
6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)	7,3	9,8	6,5	6,2	8,8	11,4	12,5	9,4	6,3	9,7	9,9
7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique	4,1	7,7	8,7	6,8	6,3	6,1	7,8	7,9	6,9	6,5	7,8
8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	0,9	0,9	1,5	1,9	1,7	1,5	1,4	1,4	0,1	1,6	2,0
9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes	0,4	0,5	0,3	0,5	0,7	1,0	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8
10. Moins : intérêts de la dette publique	- 7,2	- 7,3	- 7,7	- 8,2	- 9,0	- 10,1	- 10,6	- 11,0	- 11,9	- 13,2	- 14,9
11. Revenu national net au coût des facteurs ¹ ...	275,5	313,1	320,5	331,9	347,2	367,4	390,8	411,4	413,8	424,2	447,3

¹ Bien qu'elles soient toutes deux établies suivant le système normalisé, les estimations de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) et de DULBEA (tableau I - 2 b, rubrique 8) présentent un écart sensible en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes. L'estimation de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) ne peut donc pas être rapprochée des données figurant dans les tableaux I - 2 b et I - 3.

I - 3. — PRODUIT NATIONAL BRUT

(Estimations Dulbéa, système normalisé)

I - 3a. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
A. Agriculture, sylviculture et pêche	30,6	33,4	33,6	35,3	35,6	35,5	34,3	37,2	36,3	38,7	37,4
B. Industries extractives (charbonnages uniquement)	17,1	18,9	20,2	19,6	18,9	20,0	20,8	23,8	21,7	16,9	16,2
C. Industries alimentaires .	25,9	30,4	31,6	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	41,3	44,4
D. Textile et vêtement ...	18,2	20,3	15,8	16,7	18,1	17,2	19,3	20,6	16,7	18,3	20,4
E. Matériaux de construction	7,9	9,8	8,9	9,5	10,6	12,2	13,7	13,1	13,1	13,7	15,0
F. Métallurgie de base ...	10,0	17,0	16,2	12,6	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	21,8	26,3
G. Fabrications métalliques	22,0	25,2	27,6	28,3	29,6	29,9	32,9	33,6	31,7	34,5	37,4
H. Autres industries ¹	26,6	33,9	32,5	32,7	35,8	40,5	44,2	45,5	45,6	50,2	54,1
Ensemble de l'industrie manufacturière (C à H)	110,6	136,6	132,6	130,2	139,5	150,7	167,8	174,3	168,3	179,8	197,6
I. Construction	25,7	25,7	25,7	27,7	29,6	29,3	32,4	37,9	36,0	38,2	40,9
J. Electricité, gaz et eau .	7,3	8,5	9,2	9,4	11,0	11,4	12,9	12,4	12,4	13,0	14,6
K. Transport et communications	24,4	28,3	29,5	30,0	30,5	33,0	36,6	37,8	38,3	40,2	42,9
L. Commerce de gros et de détail	25,6	27,7	27,3	27,5	28,7	30,1	31,8	35,3	32,5	34,3	35,9
M. Banques, assurances et affaires immobilières ...	7,2	8,3	8,9	9,3	9,9	10,5	11,6	12,4	12,5	13,1	13,9
N. Immeubles d'habitation	19,8	21,4	22,1	27,2	31,0	31,8	32,2	32,6	32,6	33,3	33,9
O. Etat ²	26,4	31,3	34,4	36,3	37,6	38,8	40,8	43,3	47,8	51,2	56,5
P. Autres services ³	39,7	42,3	43,5	43,9	45,1	47,3	49,7	52,1	56,3	56,5	58,5
Q. Produit intérieur brut identifié au coût des facteurs (A à P)	334,4	382,4	387,0	396,4	417,4	438,4	470,9	499,1	494,7	515,2	548,3
R. Contribution du Reste du monde	4,9	5,7	5,1	5,0	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7	9,9
S. Produit national brut identifié au coût des facteurs (Q + R)	339,3	388,1	392,1	401,4	422,9	444,7	479,5	507,9	503,6	522,9	558,2
T. Impôts indirects moins subventions	28,6	31,3	35,4	35,4	35,8	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	51,9
U. Produit national brut aux prix du marché (S + T)	367,9	419,4	427,5	436,8	458,7	484,1	521,2	552,1	545,4	570,5	610,1
V. Ajustement statistique .	- 4,4	- 0,2	+ 0,4	- 0,4	- 0,1	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,5	+ 1,9	- 2,1
W. Produit national brut aux prix du marché (U + V)	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

¹ Comprend : bois et meubles, pâtes et papier, impression, chimie et caoutchouc et autres industries.

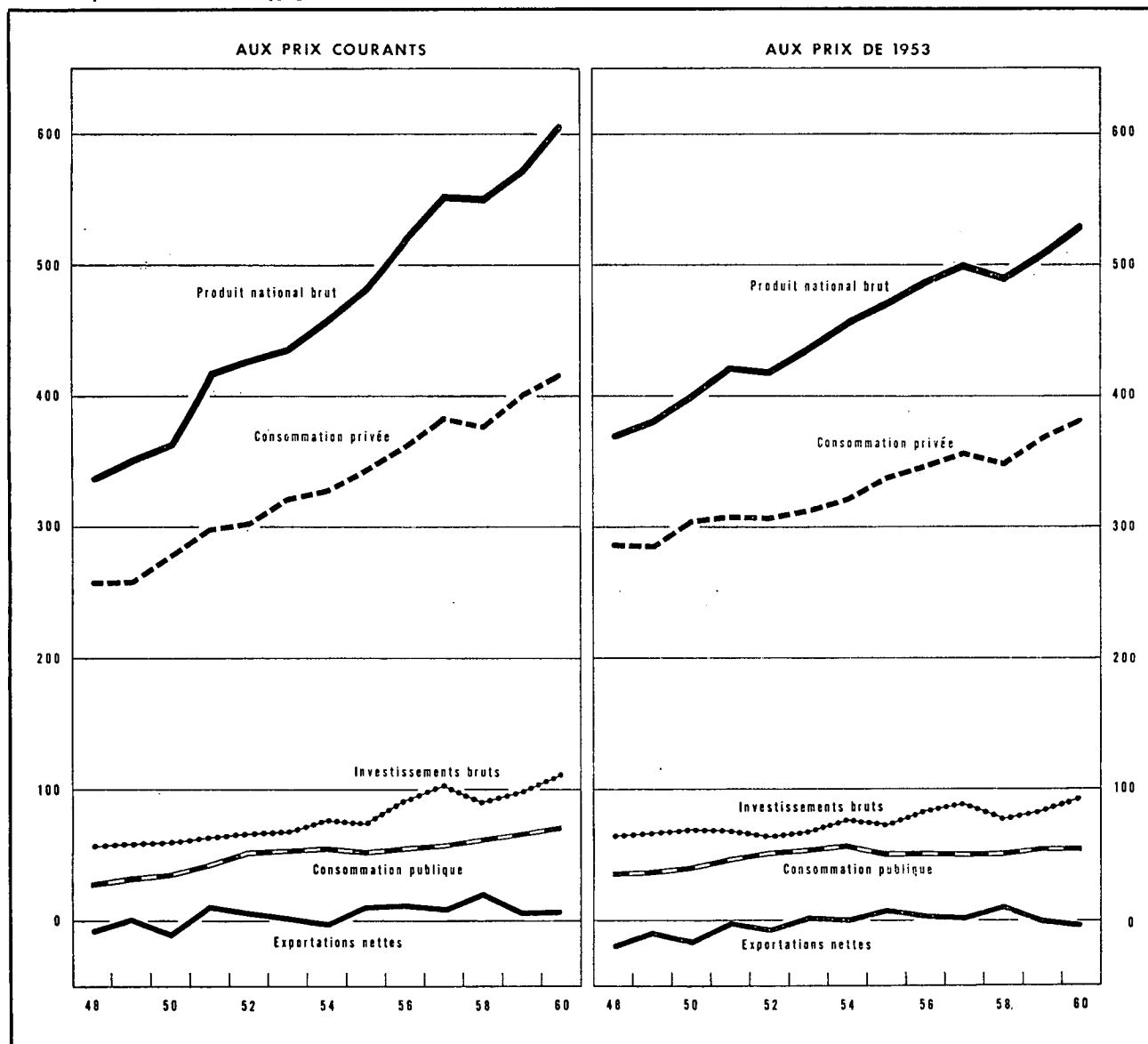
² Y compris la santé publique et l'enseignement public.

³ Comprend : professions médicales et autres services.

I - 3b et 3c. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).



I - 3b. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	278,0	299,4	303,7	312,0	328,4	344,0	361,6	384,1	377,2	401,0	417,4
2. Consommation publique	35,6	44,2	52,8	54,9	55,8	53,2	55,6	58,2	62,8	67,0	72,3
3. Formation brute de capital fixe :	59,9	57,8	61,5	65,0	72,3	74,7	86,4	95,2	89,6	98,5	106,5
<i>Entreprises</i>	52,9	49,9	54,7	58,0	65,6	66,5	76,7	85,2	80,6	88,1	95,8
<i>Etat</i>	7,0	7,9	6,8	7,0	6,7	8,2	9,7	10,0	9,0	10,4	10,7
4. Accroissement de stocks	- 0,1	6,0	3,8	1,8	3,0	- 0,4	4,0	6,7	0,8	- 1,3	3,7
5. Dépenses intérieures de l'économie	373,4	407,4	421,8	433,7	459,5	471,5	507,6	544,2	530,4	565,2	599,9
6. Exportations nettes :	- 9,9	11,9	6,8	2,7	- 0,9	10,9	12,8	10,0	20,6	7,2	8,1
<i>Exportations</i>	97,1	146,8	135,8	130,1	136,9	162,6	188,7	195,8	191,6	194,7	221,8
<i>Moins importations</i> ...	107,0	134,9	129,6	127,4	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	187,5	213,7
7. Produit national brut ...	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

I 3c. — DEPENSES AUX PRIX DE 1953

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	305,1	308,7	308,1	312,0	321,2	338,1	347,0	356,9	349,6	368,5	382,5
2. Consommation publique	40,7	47,5	52,8	54,9	57,9	51,7	52,0	51,8	52,5	55,2	55,7
3. Formation brute de capital fixe :											
<i>Entreprises</i>	69,8	62,2	61,2	65,0	73,3	72,8	80,5	82,8	77,6	85,2	90,5
<i>Etat</i>	61,3	54,4	54,3	58,0	66,1	65,7	72,5	75,2	70,0	76,5	82,0
	8,5	7,8	6,9	7,0	7,2	7,1	8,0	7,6	7,6	8,7	8,5
4. Accroissement de stocks	- 0,3	5,5	3,6	1,8	3,0	- 0,4	3,7	6,1	0,4	- 0,7	3,6
5. Dépenses intérieures de l'économie	415,3	423,9	425,7	433,7	455,4	462,2	483,2	497,6	480,1	508,2	532,3
6. Exportations nettes :											
<i>Exportations</i>	-15,0	- 0,7	- 6,0	2,7	1,2	8,5	4,9	2,7	11,3	1,4	- 1,2
<i>Moins importations</i> ...	108,1	123,9	116,7	130,1	144,2	165,6	182,0	184,4	190,1	203,2	226,5
	123,1	124,6	122,7	127,4	143,0	157,1	177,1	181,7	178,8	201,8	227,7
7. Produit national brut ...	400,3	423,2	419,7	436,4	456,6	470,7	488,1	500,3	491,4	509,6	531,1

I - 4. — INVESTISSEMENTS BRUTS DANS L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE *

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Années	Secteur privé								Secteur public 1				Total général (secteur public et privé)
	Immeubles d'habitation	Locaux professionnels	Outillage industriel	Autre outillage 2	Véhicules utilitaires	Autres véhicules	Divers 3	Total	Bâtiment et génie civil	Outillage	Défense nationale	Total	
1951	14,0	7,1	n.d.	n.d.	2,0	2,8	n.d.	46,5	n.d.	n.d.	4,4	19,1	65,6
1952	14,3	6,4	n.d.	n.d.	2,4	3,0	n.d.	50,1	n.d.	n.d.	9,2	23,1	73,2
1953	15,6	7,5	19,3	5,1	2,1	3,3	0,8	53,7	9,9	4,1	8,5	22,5	76,2
1954	18,1	8,1	18,9	5,5	2,6	4,1	0,7	58,0	10,2	3,8	6,4	20,4	78,4
1955	18,0	8,9	20,2	5,8	2,4	4,6	0,4	60,3	11,7	5,8	5,0	22,5	82,8
1956	19,0	9,8	25,6	7,7	2,3	4,6	0,5	69,5	13,3	4,3	4,3	21,9	91,4
1957	28,0	10,9	25,4	7,8	2,4	4,8	1,2	80,5	13,2	4,7	5,0	22,9	103,4
1958	24,3	10,4	24,6	8,4	2,3	4,8	0,9	75,7	13,6	4,7	4,1	22,4	98,1
1959	25,2	10,0	25,2	7,2	2,1	5,0	1,3	76,0	17,1	5,5	2,8	25,4	101,4
1960	28,5	12,0	27,9	9,9	2,7	5,5	0,3	86,8	15,2	4,5	3,4	23,1	109,9
1961	30,0	16,0	32,0	10,1	3,0	6,0	1,0	98,1	16,4	4,9	3,0	24,3	122,4

¹ Etat, Administrations subordonnées, S.N.C.B., O.N.J., S.N.C.V., R.V.A., Postes et Office des Chèques Postaux, R.T.T., R.T.B., S.N.D.E., voies hydrauliques, ports de mer et ports intérieurs.

² Avions, navires et bateaux, outillage agricole, chemins de fer et tramways et outillage destiné à d'autres branches.

³ Travaux agricoles et variation du cheptel.

* Cette estimation, établie par le Ministère des affaires économiques et de l'Energie, ne peut être rapprochée des données figurant au tableau I - 8b en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes.

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.P.* — *Annuaire démographique (O.N.U.)*. — *Revue Internationale du Travail (B.I.T.)*. — *Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.)*.

Revenu national et P.N.B. : *Cahiers Economiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.)* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Bulletin statistique (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.)*.

Investissements : *L'Economie belge* (Ministère des Affaires économiques).

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Source : Ministère du Travail.

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	108,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1960 2 ^e trimestre	97,5	78,7	100,0	102,8	96,6	107,1	97,8	90,6	99,1	100,6	
3 ^e trimestre	98,3	73,9	101,6	103,8	99,1	110,8	101,7	92,9	98,6	102,4	
4 ^e trimestre	98,6	72,7	102,6	105,1	101,8	112,9	106,8	88,5	100,3	100,7	
1961 1 ^{er} trimestre	97,1	71,0	101,9	106,2	103,0	113,2	110,6	86,2	99,9	93,0	
2 ^e trimestre	99,6	68,6	103,6	106,7	106,3	116,3	111,4	88,9	99,7	101,8	
3 ^e trimestre	100,1	66,4	104,8	107,5	106,8	121,5	114,4	90,6	98,2	104,3	
4 ^e trimestre	100,9	64,6	105,7	108,1	109,9	122,9	118,3	91,1	98,7	103,6	
1961 Février	97,5	71,1	102,1	105,5	103,2	114,4	110,3	86,1	99,9	94,0	
Mars	99,1	70,2	103,4	107,1	103,3	115,6	110,1	88,7	100,9	98,6	
Avril	99,2	69,4	103,3	106,4	105,2	115,3	110,7	88,9	99,7	100,1	
Mai	99,6	68,6	103,7	106,7	107,5	115,2	111,7	89,0	99,9	101,6	
Juin	100,0	67,8	103,9	107,0	106,2	118,5	111,8	88,7	99,4	103,6	
Juillet	99,2	67,2	104,0	106,9	105,6	120,4	112,3	90,6	97,6	103,0	
Août	99,7	66,2	104,9	107,3	106,4	122,4	115,2	90,5	98,6	104,2	
Septembre	101,3	65,7	105,5	108,2	108,3	121,6	115,7	90,6	98,4	105,6	
Octobre	101,5	65,3	106,0	108,3	109,2	122,8	117,6	88,8	98,1	105,3	
Novembre	101,3	64,6	106,1	108,2	109,7	123,3	118,8	92,1	99,4	104,0	
Décembre	100,0	63,8	105,0	107,7	110,8	122,6	118,6	92,3	98,7	101,6	
1962 Janvier	100,1	63,4	104,5	107,4	109,6	123,3	115,1	94,5	98,4	100,6	
Février	99,9	63,1	104,2	106,6	108,7	123,9	115,1	96,7	98,7	100,8	

II - 2. — CHOMAGE

Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 2	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs				reques pendant le mois	en suspens à fin de mois
						Complets	Partiels et accidentels				
1953	303	245,8	183,6	62,2	6.207	20,8	8,7	8,7	128,3	24,9	7,0
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0	111,4	25,7	7,2
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1961 1 ^{er} trimestre	78	177,4	119,2	58,2	4.614	22,0	8,2	4,3	55,6	19,5	8,3
2 ^e trimestre	74	111,2	85,0	26,2	2.408	20,4	6,5	8,5	26,8	23,5	13,7
3 ^e trimestre	76	90,3	70,6	19,7	2.288	20,9	6,8	8,5	18,6	19,9	15,4
4 ^e trimestre	80	124,5	76,5	48,0	3.320	21,0	8,5	6,9	24,7	17,6	12,8
1962 1 ^{er} trimestre	* 60	140,9	74,6	66,3	2.819	16,1	6,8	4,4	28,2	20,1	13,1
2 ^e trimestre	61	64,0	41,8	22,2	1.302	15,5	5,9	7,6	14,6	20,6	16,6
3 ^e trimestre	69	52,1	34,5	17,6	1.199	16,8	6,6	8,1	12,5	17,1	15,5
1961 Octobre	29	92,6	69,2	23,4	2.687	22,3	6,8	8,0	17,9	22,0	14,4
Novembre	23	101,8	75,6	26,2	2.341	19,0	6,8	6,9	25,3	17,2	13,0
Décembre	28	176,2	84,7	91,5	4.933	21,6	10,0	5,7	30,9	13,6	10,9
1962 Janvier	* 20	158,3	90,4	67,9	3.166	16,9	6,5	3,8	31,3	21,2	11,6
Février 6	20	151,0	77,7	73,3	3.020	15,6	7,2	4,4	29,2	17,8	12,7
Mars	20	113,4	55,8	57,6	2.268	15,8	6,7	5,0	24,1	21,2	15,0
Avril	23	71,1	46,6	24,5	1.636	17,2	6,4	6,6	17,8	21,9	17,0
Mai	19	62,0	41,2	20,8	1.179	14,7	5,7	7,9	14,3	21,9	17,0
Juin	19	57,4	36,6	20,8	1.092	14,5	5,6	8,2	11,8	18,0	15,7
Juillet	25	54,4	35,4	19,0	1.360	18,6	7,0	7,6	12,7	14,7	14,3
Août	19	50,4	33,3	17,1	958	14,8	5,9	8,3	11,4	17,6	15,5
Septembre	25	51,1	34,5	16,6	1.278	17,0	6,9	8,4	13,3	19,0	16,7
Octobre	19	51,1	34,4	16,7					12,8	20,9	14,8

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage = $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

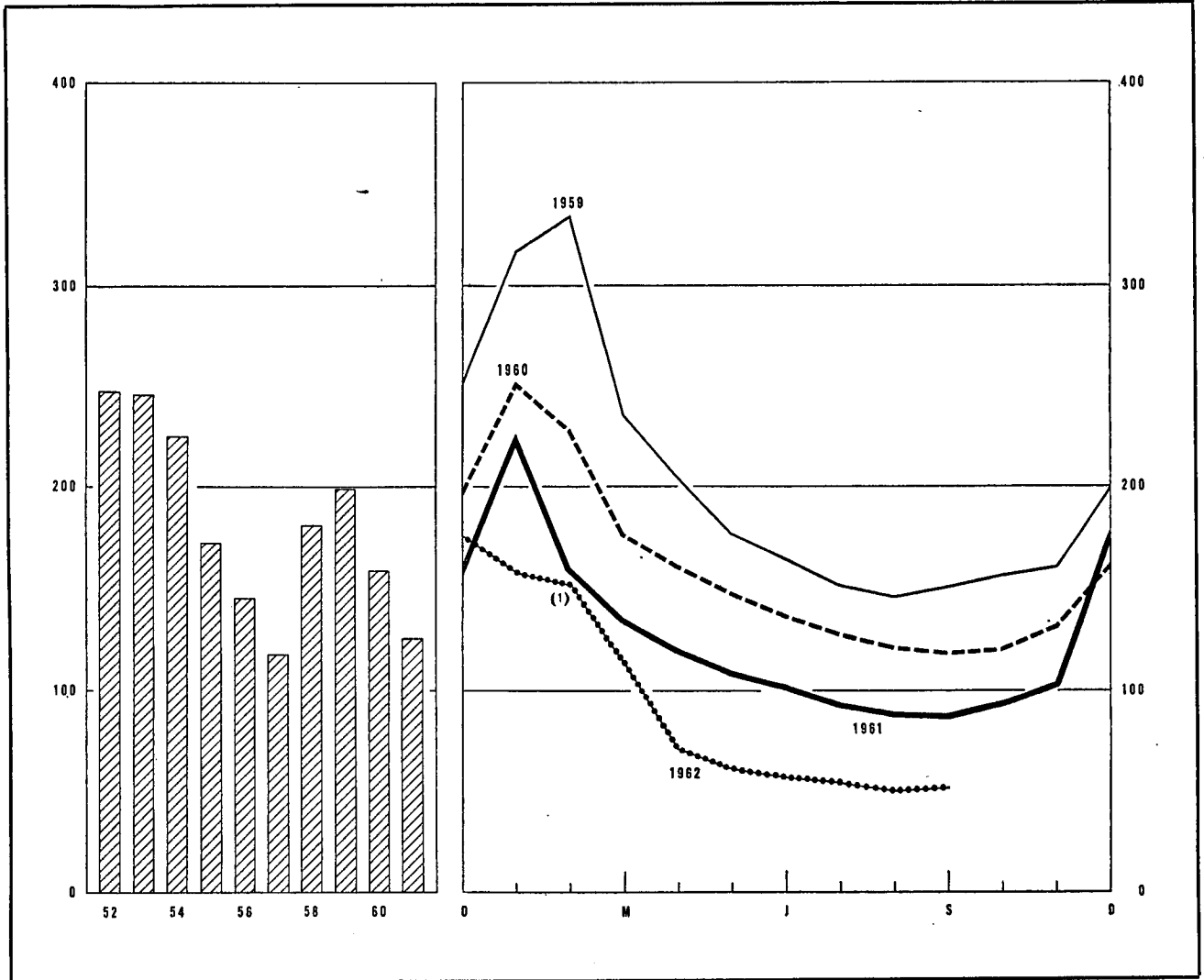
6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

II - 3. — CHOMAGE

Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés
Chômeurs complets + chômeurs partiels
(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1959	1960	1961	1962
1953	246	296	230	212	243	Janvier	317	252	226	158
1954	225	319	219	179	179	Février	335	229	160	151 ¹
1955	172	280	152	116	137	Mars	236	177	135	113
1956	145	247	122	95	115	Avril	205	161	120	71
1957	117	144	96	88	138	Mai	177	148	109	62
1958	181	204	166	149	204	Juin	165	137	102	57
1959	199	292	182	150	171	Juillet	152	128	93	54
1960	158	221	149	123	137	Août	146	122	89	50
1961	126	177	111	90	124	Septembre	151	119	88	51
1962		141 ¹	64	52		Octobre	157	121	93	51
						Novembre	161	132	102	
						Décembre	199	162	176	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'O.N.E. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

¹ Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Superficie cultivée ¹ (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables	259	274	272	260	280	296	275	273	256
dont : froment	170	184	191	188	208	219	201	203	207
seigle	82	82	74	68	66	69	66	63	43
Céréales non panifiables	258	233	234	254	238	240	256	252	263
Plantes industrielles	96	95	98	99	92	94	89	96	92
Plantes racines et tuberculifères	161	163	152	151	145	141	143	131	120
Légumes cultivés pour la graine	12	13	13	14	13	12	12	11	11
Prés et prairies	821	815	815	818	814	811	827	819	821
Divers	148	149	147	132	137	128	133	134	142
Total ...	1.755	1.742	1.731	1.728	1.719	1.722	1.735	1.716	1.705
Production végétale (milliers de tonnes)									
Froment	560	575	714	597	751	779	793	773	722
Autres céréales	997	972	1.008	985	961	983	1.046	1.036	992
Betteraves sucrières	2.389	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063	2.703
Lin (graines et paille)	193	236	272	235	182	170	125	214	196
Chicorée à café	34	109	95	54	51	56	44	55	60
Pommes de terre	1.919	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894	1.780
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles	219	208	195	189	182	178	170	159	147
Total des bovidés	2.291	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.630	2.690	2.700
dont : vaches laitières et de trait	930	971	985	973	976	995	1.012	1.022	1.030
Porcs	1.156	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.447	1.726	1.760
Production animale									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.091	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.555
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	370	381	392	400	391	412	424	441	430

¹ Recensements au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

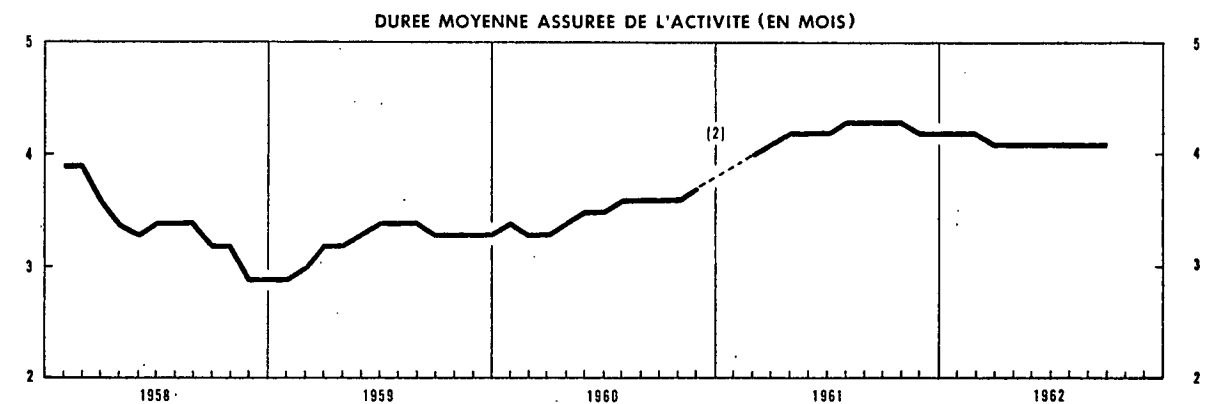
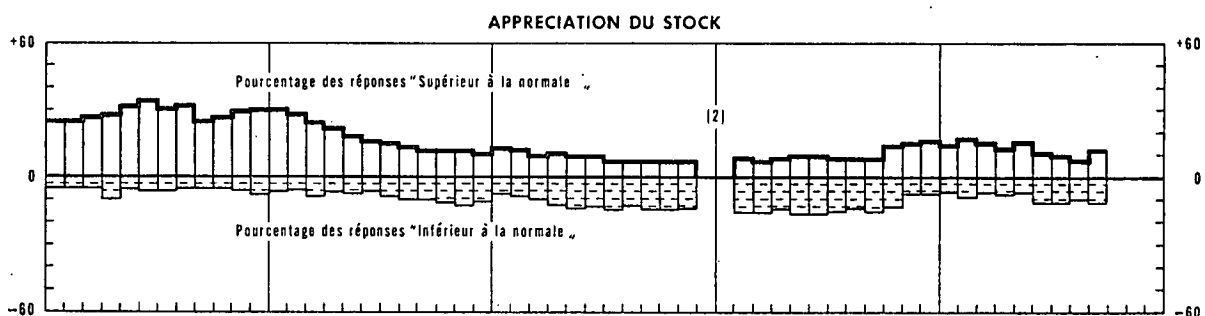
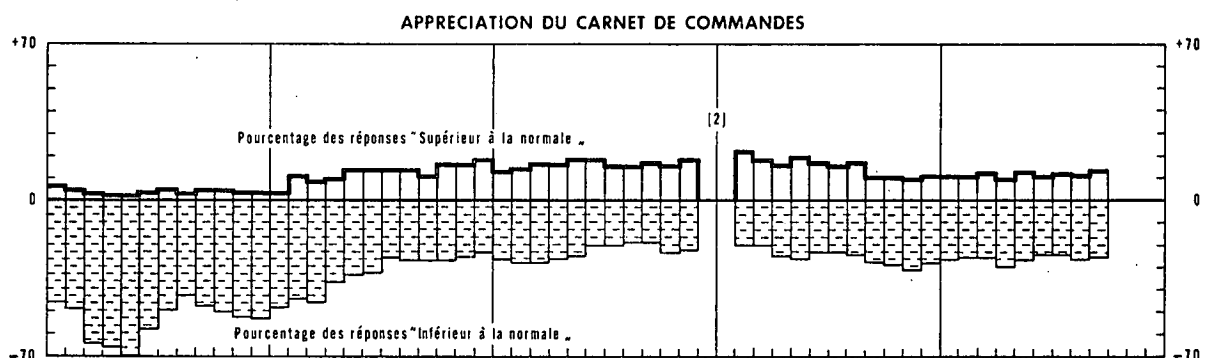
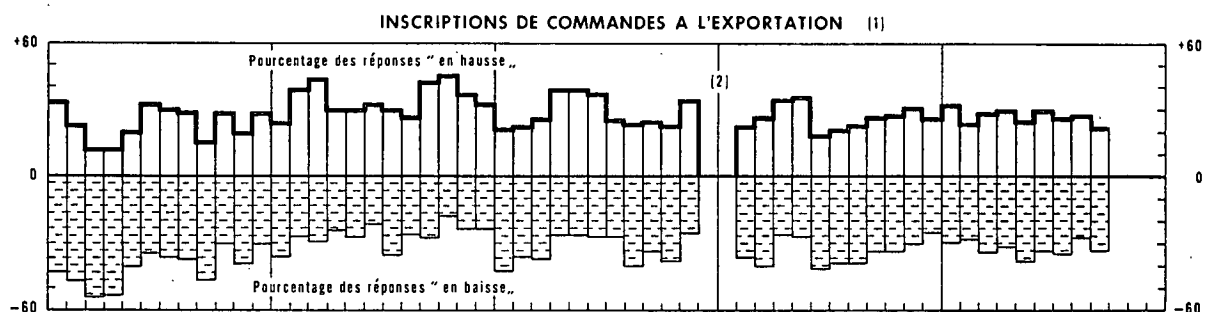
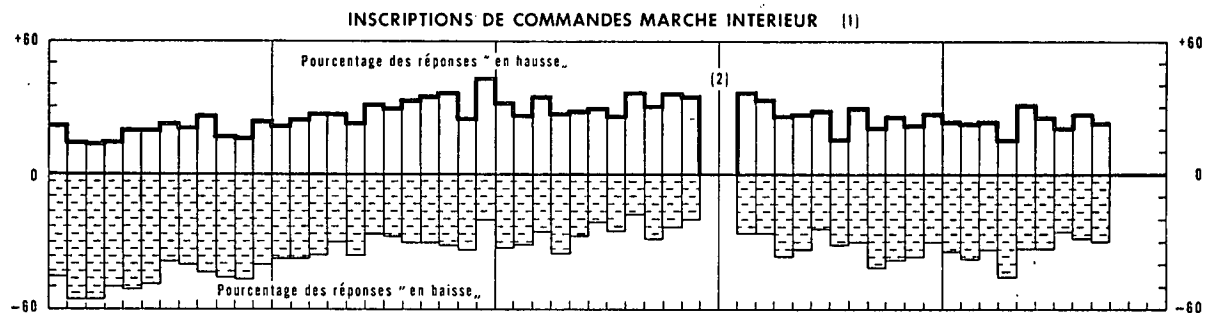
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Aiglefin	383	448	546	519	445	374	232	262	285
Cabillaud	852	715	870	764	662	834	653	689	698
Plie	421	378	392	379	427	451	381	390	291
Sole	502	465	323	299	289	315	257	350	314
Raie	277	241	312	314	356	337	342	323	328
Hareng	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260	528	409
Crevettes	164	122	178	266	84	64	89	39	80

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economie et statistique agricole* (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.

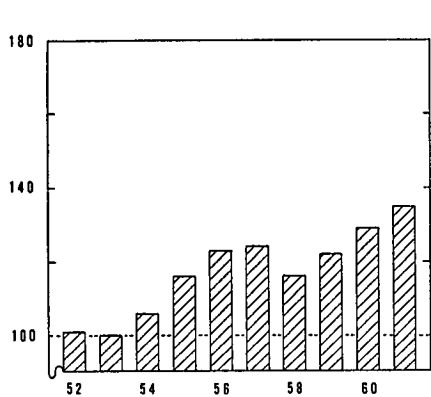


1 Mouvements saisonniers éliminés.

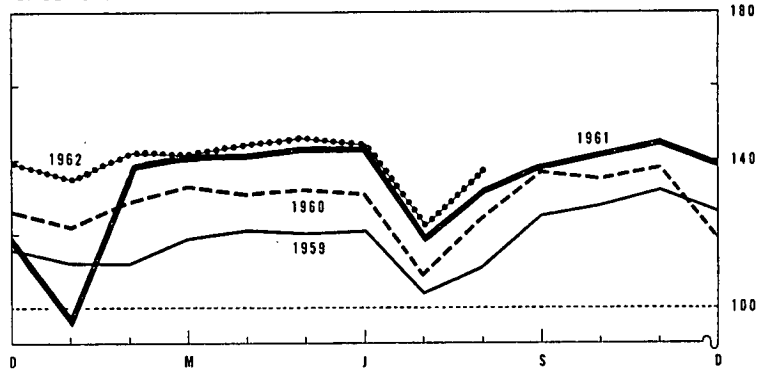
2 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

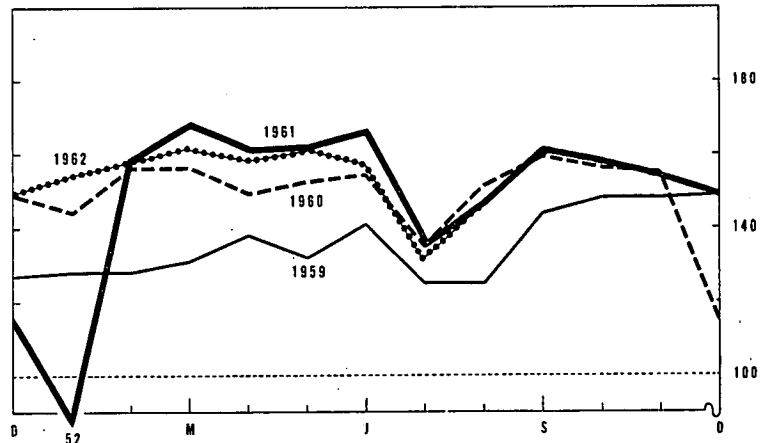
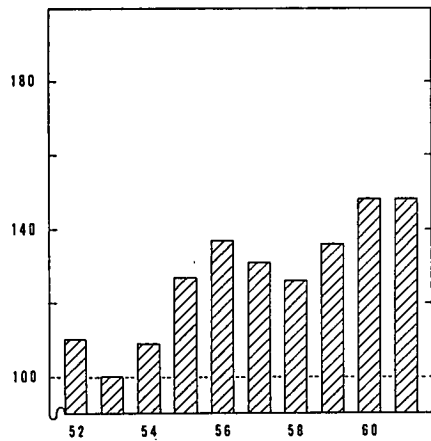
Base 1953 = 100



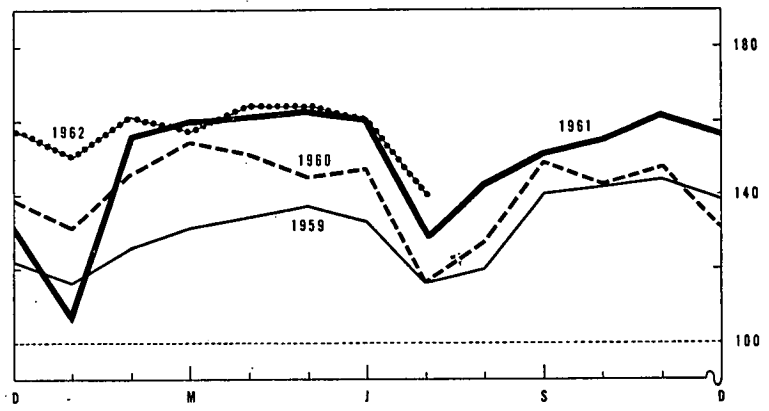
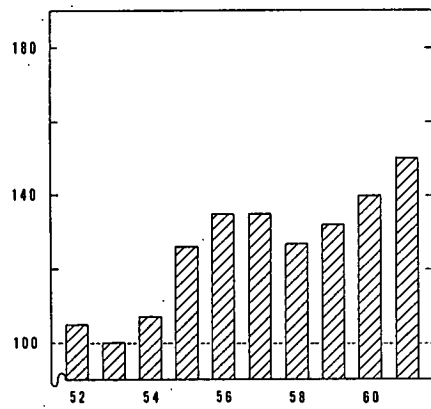
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



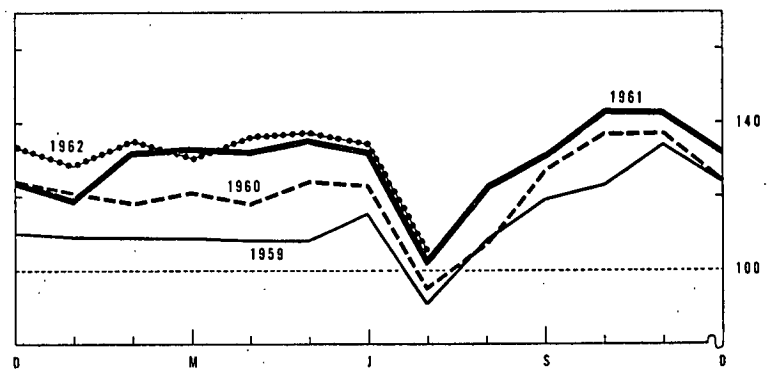
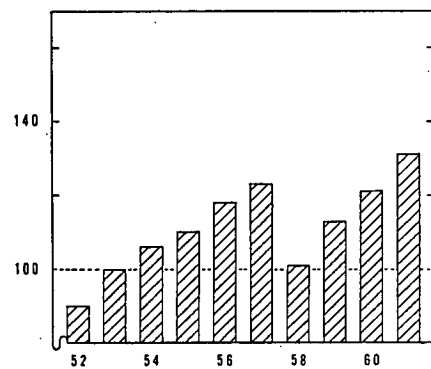
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(millions l.)	(millions de m ³)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1953	2.505	3.074	— 133	2.479	766	799	308	75	145
1954	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	365	84	159
1955	2.498	371	— 287	2.702	826	912	453	92	168
1956	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	520	97	180
1958	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	669	109	200
1961	1.794	4.394	122	2.486	1.090	1.247	769	102	196
1961 1 ^{er} trimestre	1.761	6.505	162	2.326	1.071	1.194	712	88	187
2 ^e trimestre	1.913	6.203	116	2.530	1.104	1.199	769	115	201
3 ^e trimestre	1.656	5.384	94	2.394	1.074	1.189	836	104	185
4 ^e trimestre	1.844	4.394	137	2.684	1.110	1.406	759	102	212
1962 1 ^{er} trimestre	1.790	3.360	96	2.584	1.119	1.378	778	103	227
2 ^e trimestre	1.801	2.597	118	2.591	1.148	1.274	854	106	206
3 ^e trimestre	p 1.609	p 1.984							
1961 Octobre	1.864	5.109	145	2.677	1.091	1.412	684	107	203
Novembre	1.888	4.826	98	2.573	1.126	1.400	788	100	210
Décembre	1.780	4.394	167	2.802	1.113	1.405	804	99	224
1962 Janvier	1.924	4.143	68	2.623	1.122	1.426	777	103	231
Février	1.608	3.747	93	2.459	1.111	1.285	749	96	211
Mars	1.837	3.360	126	2.669	1.123	1.423	808	110	239
Avril	1.743	3.030	98	2.622	1.146	1.280	851	102	208
Mai	1.844	2.808	116	2.574	1.141	1.304	872	111	215
Juin	1.817	2.597	141	2.577	1.156	1.238	840	105	194
Juillet	1.370	2.434			1.124	1.133	837	95	178
Août	p 1.803	p 2.200			p 1.163	1.266	836	106	192
Septembre	p 1.655	p 1.984							
Octobre	p 1.924	p 1.820							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			Expéditions totales
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1953	369	280	2,93	1,26	4,19	4,69
1954	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1961 1 ^{er} trimestre	480	339	4,94	3,25	8,19	7,50
2 ^e trimestre	649	440	5,96	4,02	9,98	8,23
3 ^e trimestre	614	403	4,89	3,06	7,95	7,97
4 ^e trimestre	594	437	5,93	4,71	10,64	8,67
1962 1 ^{er} trimestre	622	462	p 5,40	p 4,17	p 9,57	p 8,72
2 ^e trimestre	626	468	p 5,22	p 3,73	p 8,95	p 8,86
3 ^e trimestre	593 ¹					
1961 Octobre	634	455	7,56	4,54	12,10	8,96
Novembre	574	431	5,00	4,39	9,39	8,17
Décembre	573	425	5,24	4,59	9,83	8,89
1962 Janvier	606	469	p 5,54	p 3,90	p 9,44	p 8,12
Février	597	421	p 4,85	p 3,83	p 8,68	p 8,76
Mars	662	497	p 5,82	p 4,76	p 10,58	p 9,28
Avril	605	444	p 4,89	p 3,57	p 8,46	p 8,43
Mai	648	476	p 5,64	p 4,21	p 9,85	p 9,16
Juin	626	454	p 5,13	p 3,40	p 8,53	p 9,01
Juillet	528 ¹		p 4,33	p 2,88	p 7,21	p 8,21
Août	623 ¹					
Septembre	627 ¹					
Octobre	616 ¹					

1 Estimation sur base chiffre Agefi.

IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	Volume à construire (milliers de m ³)	Nombre	
1952	28.622	18.584	8.080	1.110	—	2.566	5.204	1.624	2.027	—
1953	35.536	22.764	9.028	1.153	—	3.082	7.519	2.202	2.633	—
1954	38.600	26.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530

IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1960 3 ^e trimestre	3.370	3.131	618	531
4 ^e trimestre	3.096	2.506	529	436
1961 1 ^{er} trimestre	3.824	2.780	575	440
2 ^e trimestre	4.262	3.922	731	602
3 ^e trimestre	3.594	3.492	671	582
4 ^e trimestre	3.110	2.477	560	433
1962 1 ^{er} trimestre	3.603	1.869	628	287
1961 Mai	4.270	4.157	695	572
Juin	4.497	3.707	824	648
Juillet	3.693	3.450	724	546
Août	3.743	3.404	671	622
Septembre	3.345	3.622	619	578
Octobre	3.065	2.952	610	485
Novembre	3.291	2.594	554	440
Décembre	2.975	1.884	517	373
1962 Janvier	3.456	1.307	549	214
Février	3.296	1.632	581	220
Mars	4.058	2.668	755	427
Avril	4.700	3.372	864	474
Mai		3.376		415

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
1 ^{er} trimestre	166	179	+ 7,8	130	126 ²	- 2,6	169	185	+ 9,5
2 ^e trimestre	175	187	+ 6,9	133	142	+ 6,7	182	196	+ 7,7
3 ^e trimestre	164	170	+ 3,7	125	130	+ 4,1	174	180	+ 3,4
4 ^e trimestre	184	195	+ 6,0	131 ²	143	+ 9,3	194	202	+ 4,1
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 ^{er} trimestre	179	189	+ 5,6	126 ²	140	+ 10,9	185	188	+ 1,6
2 ^e trimestre	187	198	+ 5,9	142	145	+ 1,8	196	203	+ 3,6
3 ^e trimestre	170			130			180		
4 ^e trimestre	195			143			202		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
1 ^{er} trimestre	174	186	+ 6,9	175	193	+ 10,3	150	160	+ 6,7
2 ^e trimestre	180	192	+ 6,7	182	196	+ 7,7	160	162	+ 1,3
3 ^e trimestre	155	159	+ 2,6	179	194	+ 8,4	154	154	0,0
4 ^e trimestre	189	201	+ 6,3	190	214	+ 12,6	165	164	- 0,6
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 ^{er} trimestre	186	199	+ 7,0	193	217	+ 12,4	160	162	+ 1,3
2 ^e trimestre	192	206	+ 7,3	196	216	+ 10,2	162	167	+ 3,1
3 ^e trimestre	159			194			154		
4 ^e trimestre	201			214			164		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

² Grève.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimetal*. — *Bulletin statistique mensuel de Feddchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *L'Construction*. — *Statistiques générales* (O.C.D.E.).

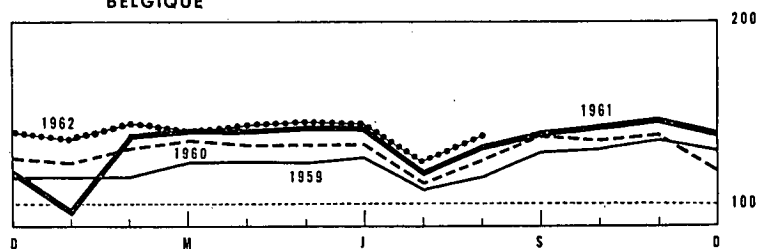
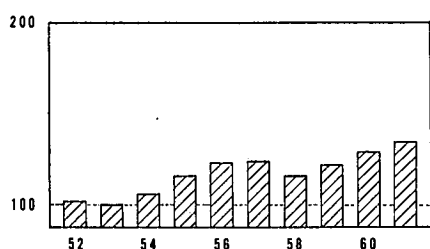
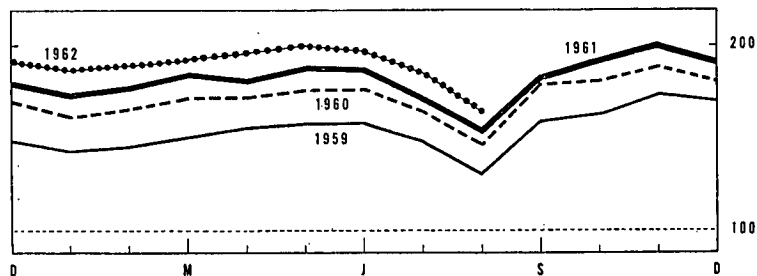
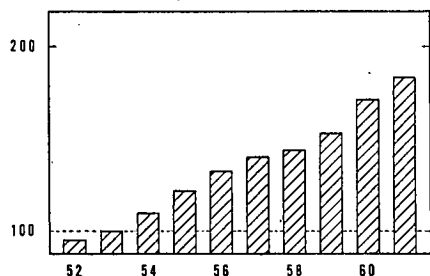
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

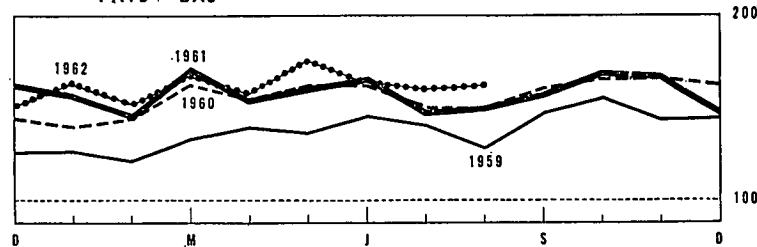
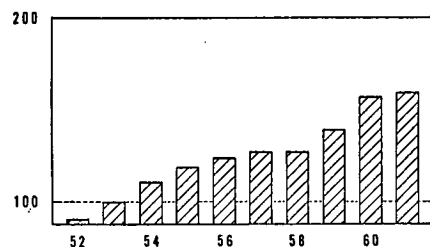
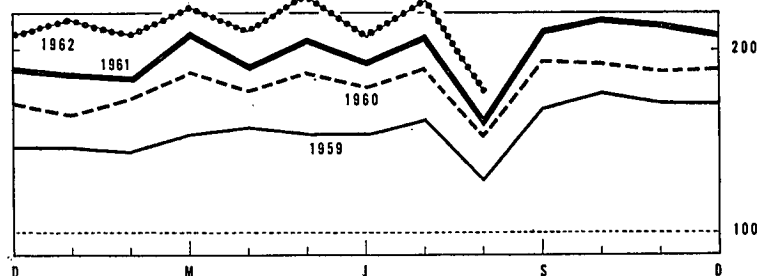
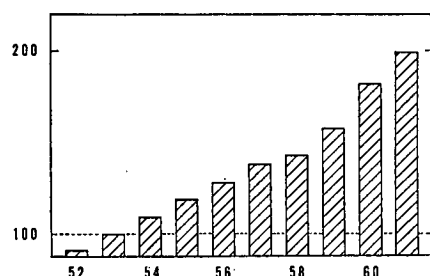
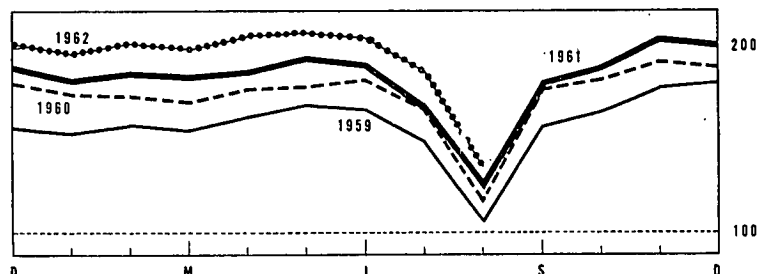
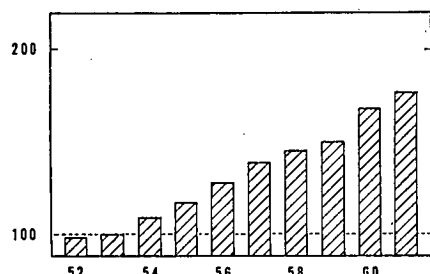
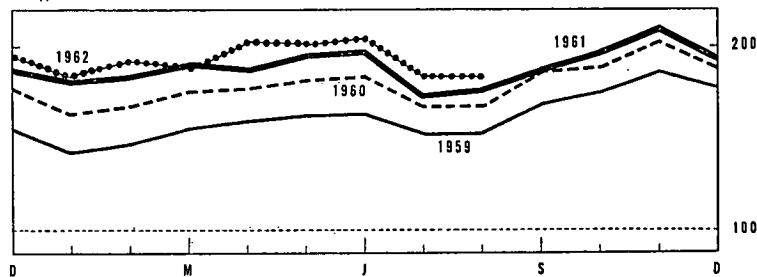
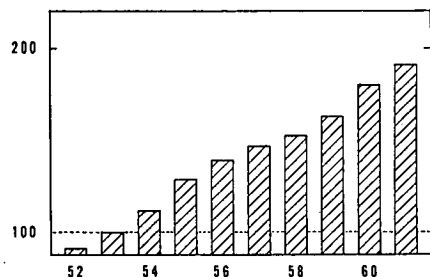
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

ENSEMBLE DES PAYS DE LA C. E. E.



ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin - Ouest)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km (millions)	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont			
	combustible et huiles minérales				Minerais		(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1953	627	477	5.150	2.154	802	2.019	37,3	5,4
1954	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0
1955	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0
1956	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2
1957	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0
1958	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2
1959	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.178	225	98,2	12,9
1960 4 ^e trimestre	711	518	5.065	1.957	1.090	581	103,5	14,6
1961 1 ^{er} trimestre	668	468	4.415	1.733	930	117	76,9	11,2
2 ^e trimestre	737	557	5.360	2.031	1.251	154	98,1	13,1
3 ^e trimestre	759	543	5.153	1.913	1.270	196	137,2	16,3
4 ^e trimestre	733	584	5.534	2.071	1.255	432	80,4	11,1
1962 1 ^{er} trimestre	p 728	536	5.130	2.004	1.208	233	77,5	10,1
2 ^e trimestre	p 753	546	5.232	1.984	1.259	234	122,7	14,3
1961 Août	769	539	5.199	1.928	1.264	218	129,2	15,5
Septembre	759	563	5.433	2.045	1.304	223	135,1	16,0
Octobre	724	588	5.668	2.047	1.217	450	103,8	13,3
Novembre	768	596	5.657	2.072	1.297	598	65,9	9,8
Décembre	708	567	5.276	2.095	1.252	247	71,6	10,1
1962 Janvier	p 748	560	5.303	2.183	1.221	262	76,7	9,9
Février	p 693	490	4.723	1.845	1.106	205	69,2	9,2
Mars	p 744	558	5.363	1.984	1.297	233	86,6	11,2
Avril	p 744	520	4.997	1.935	1.184	233	103,8	12,7
Mai	p 749	561	5.372	2.009	1.322	239	111,2	13,4
Juin	p 767	556	5.327	2.008	1.270	230	153,1	16,9
Juillet	p 768	492	4.577	1.631	1.216	192	183,2	19,9
Août	p 781	512	5.082	1.987	1.148	170		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1953	2.538	1.201	1.147	116	117	76
1954	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1961 1 ^{er} trimestre ..	3.567	1.674	1.160	121	154	51
2 ^e trimestre ..	3.872	1.960	1.275	146	153	67
3 ^e trimestre ..	3.935	2.019	1.295	161	195	56
4 ^e trimestre ..	4.011	2.090	1.408	128	168	69
1962 1 ^{er} trimestre ..	4.142	2.005	1.427	121	133	70
2 ^e trimestre ..	4.213	2.322	1.359	127	141	71
3 ^e trimestre ..	4.181			153		
1961 Octobre	3.905	2.230	1.491	137	185	60
Novembre ...	3.997	1.910	1.445	123	170	71
Décembre	4.131	2.130	1.289	123	150	77
1962 Janvier	4.400	2.156	1.538	124	123	73
Février	3.733	2.040	1.302	103	137	74
Mars	4.294	1.818	1.442	135	140	64
Avril	4.071	2.178	1.402	117	107	55
Mai	4.382	2.495	1.202	128	101	75
Juin	4.185	2.292	1.474	136	216	82
Juillet	4.272			157		
Août	4.221			157		
Septembre ...	4.049			145		
Octobre				139		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
3.912	327
4.258	343
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
4.645	393
5.702	491
5.917	489
5.440	452
5.276	422
5.858	471
5.685	478
5.616	468
5.018	409
5.084	401
4.841	385
5.903	481
5.368	434
6.074	482
6.133	498
5.873	479

V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1953	761	577	41	28	45	14	16
1954	911	692	50	31	57	19	17
1955	1.019	766	60	33	68	22	19
1956	1.084	815	66	35	71	23	19
1957	1.186	898	71	33	81	25	19
1958	1.341	877	84	37	102	69	51
1959	1.249	979	55	30	82	27	20
1960	1.307	982	69	33	99	33	25
1961	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1960 3 ^e trimestre	3.334	2.618	176	64	261	62	41
4 ^e trimestre	373	235	23	19	15	18	15
1961 1 ^{er} trimestre	347	226	23	16	13	16	9
2 ^e trimestre	1.184	874	50	32	93	39	26
3 ^e trimestre	3.508	2.794	196	66	231	76	34
4 ^e trimestre	383	232	27	20	17	20	15
1962 1 ^{er} trimestre	322	194	22	18	13	19	12
1961 Mai	897	598	45	34	81	38	28
Juin	1.692	1.316	51	37	136	45	30
Juillet	4.574	3.864	197	64	238	63	42
Août	4.792	3.786	299	96	334	105	33
Septembre	1.158	732	91	38	121	60	27
Octobre	439	256	28	23	23	27	22
Novembre	357	218	27	18	14	18	12
Décembre	352	221	25	20	16	16	11
1962 Janvier	309	187	21	16	11	17	10
Février	304	184	21	17	12	17	11
Mars	354	210	24	20	15	22	14
Avril	1.258	918	97	31	93	34	21
Mai	785	517	45	31	58	32	29

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement ⁴		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)					
	Indice général	Alimen-tation	Habillement	Ameu-blement	Ménage ¹		Indice général	Hom-mes ²			Sous-vête-ments et acces-soires ³	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes en alimen-tation générale
1954	106	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104			
1955	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109			
1956	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126			
1957	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122			
1958	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129			
1959	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132			
1960	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142			
1961	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147			
1960 4 ^e trimestre	179	173	180	133	172	144	157	118	159	157	140	124	143			
1961 1 ^{er} trimestre	146	155	148	152	156	142	145	120	154	144	145	129	148			
2 ^e trimestre	156	154	169	144	162	142	212	109	159	151	146	132	145			
3 ^e trimestre	154	152	151	147	169	139	141	116	169	147	144	127	145			
4 ^e trimestre	187	180	190	136	173	154	173	118	169	167	143	131	150			
1962 1 ^{er} trimestre	149	173	139	151	155	149	139	146	161	165	146	134	153			
2 ^e trimestre	168	168	184	153	165	149	210	129	174	166	154	135	153			
1961 Août	143	149	128	134	163	141	110	71	180	145	144	132	151			
Septembre	153	158	145	152	166	142	152	83	169	151	145	126	146			
Octobre	163	163	179	142	163	145	195	105	162	152	140	125	147			
Novembre	181	168	176	125	149	142	150	107	169	151	144	132	164			
Décembre	216	210	216	141	208	175	173	143	177	198	144	136	140			
1962 Janvier	148	168	147	149	142	152	150	212	165	156	142	134	156			
Février	134	161	114	141	153	140	107	99	153	158	143	132	152			
Mars	165	190	155	164	169	156	159	127	166	180	154	136	152			
Avril	166	172	180	151	158	142	243	129	170	151	148	129	153			
Mai	165	169	174	155	170	153	199	123	175	169	150	137	155			
Juin	174	164	198	153	168	153	188	134	177	178	165	139	151			
Juillet	162	143	173	158	175	137	142	157	166	157	139	124	141			
Août	153	154	139	150	167	109	109	129	165	157	154	134	141			

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.
 4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1960 1 ^{er} semestre ...	1.208	534	144	530	9,48	2,19	3,34	3,95	4,71	1,48	1,53	1,70
2 ^e semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83
1961 1 ^{er} semestre ...	1.418	643	159	616	11,36	2,82	3,72	4,82	5,14	1,68	1,58	1,88
2 ^e semestre ...	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 ^{er} semestre ...	1.405	634	170	601	11,86	3,15	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1959 2 ^e semestre	50	24	1	25	72,2	28,1	6,4	37,7
1960 1 ^{er} semestre	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0
2 ^e semestre	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5
1961 1 ^{er} semestre	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 ^e semestre	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9

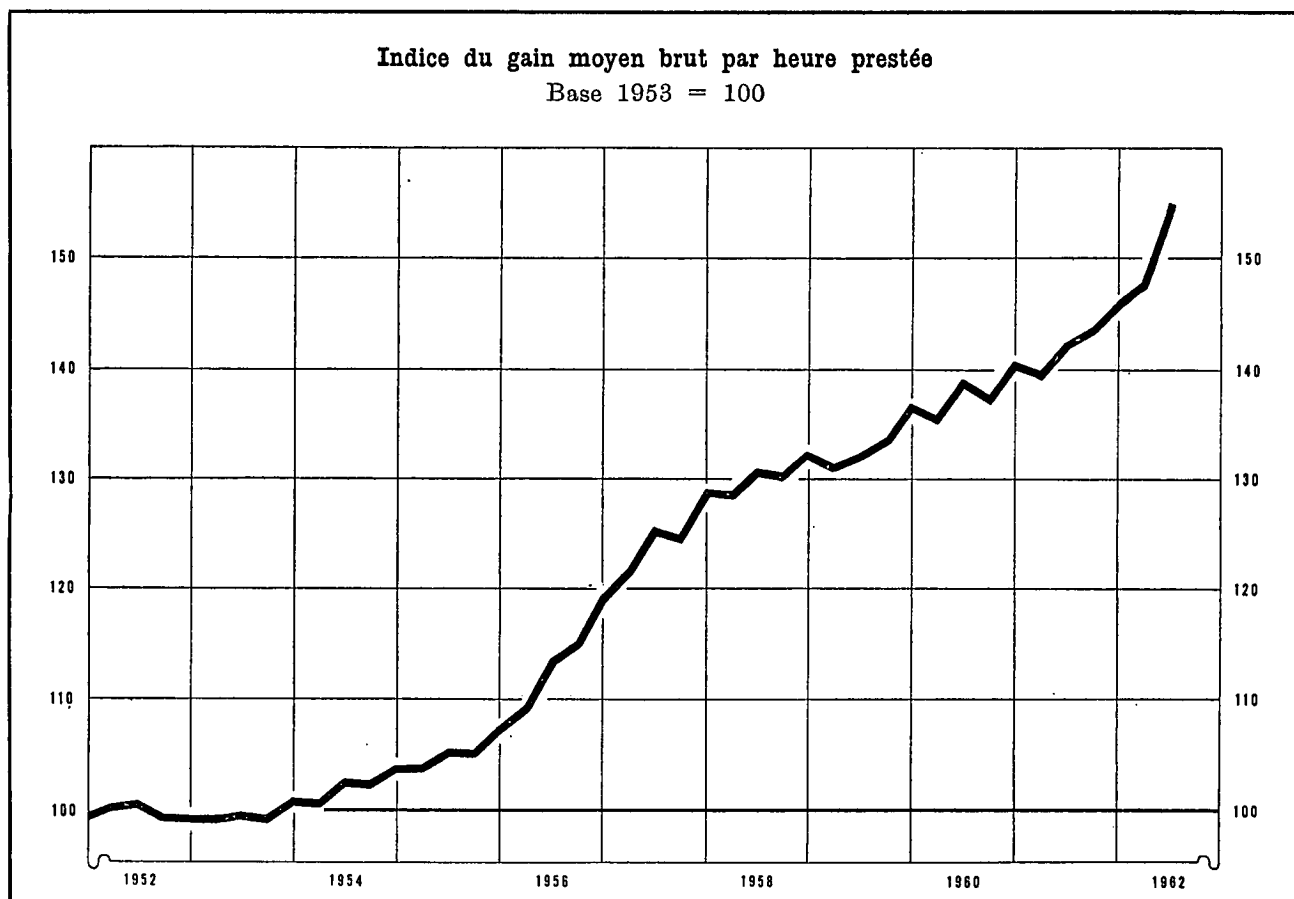
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Équipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1960 1 ^{er} semestre ...	603	4,0	1,1	2,3	25,7	13,6	20,1	243,9	19,2	10,7	254,8	7,5
2 ^e semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
1961 1 ^{er} semestre ...	754	4,1	1,1	3,2	28,6	15,1	18,8	368,0	25,4	8,9	274,3	6,6
2 ^e semestre ...	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 ^{er} semestre ...	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
Crédit accordé (millions de francs)												
1960 1 ^{er} semestre ...	4.708	453	56	84	1.379	339	160	322	35	328	1.502	50
2 ^e semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
1961 1 ^{er} semestre ...	5.141	488	69	104	1.496	390	147	297	38	388	1.666	58
2 ^e semestre ...	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 ^{er} semestre ...	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1960 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,6	1,2	1,8	29,3	7,2	3,4	6,8	0,7	7,0	31,9	1,1
2 ^e semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9
1961 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,5	1,4	2,0	29,1	7,6	2,9	5,8	0,7	7,5	32,4	1,1
2 ^e semestre ...	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 ^{er} semestre ...	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique du Transport (bimensuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Indice de la classe salariale 2	Indice du coût de la main-d'œuvre 3
		Ouvrier qualifié	Ouvrier non-qualifié		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
1953	100	100	100	100	100
1954	103	103	102	102	103
1955	106	105	106	108	106
1956	115	114	114	118	114
1957	125	125	125	129	125
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1960 Décembre .	141	136	138		144
1961 Mars	140	137	139		145
Juin	142	139	140		148
Septembre .	144	141	142		148
Décembre .	146	141	142		152
1962 Mars ... p	148	144	146		152
Juin ... p	155	148	151		160

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas
1953	28,25	85,8	91,0	63,9
1954	28,74	86,0	94,3	69,0
1955	29,91	88,2	98,4	71,9
1956	32,68	87,9	97,6	72,5
1957	35,67	90,6	93,7	70,4
1958	37,04	94,0	95,0	70,2
1959	38,30	97,4	95,0	70,4
1960	39,71	102,8	98,4	74,8
1961	41,76	114,8	100,6	78,4
1958 Août-Octobre .	37,53	94,2	94,6	68,2
1959 Février-Avril .	37,80	95,1	95,4	69,1
Août-Octobre .	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril .	39,48	99,0	97,3	72,7
Août-Octobre .	39,93	106,7	99,5	75,6
1961 Février-Avril .	41,20	112,8	100,0	77,9
Août-Octobre .	42,32	116,7	101,3	78,9

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XVe Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents nouvelle série, n° 52, 1959 (B.I.T.)*. — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par barril
1953	271	57,9	147	33,8	20	256	732	41,1	2,54
1954	278	78,1	128	35,1	20	249	719	29,8	2,65
1955	271	56,8	107	34,6	34	352	740	40,5	2,65
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1961 1 ^{er} trimestre	255	37,2	85	32,7	25	223	797	32,3	2,78
2 ^e trimestre	247	37,5	95	34,1	25	236	865	36,3	2,89
3 ^e trimestre	254	35,3	93	35,1	25	230	937	36,7	2,89
4 ^e trimestre	259	33,5	86	35,4	23	229	953	36,0	2,89
1962 1 ^{er} trimestre	259	34,1	91	35,5	24	233	954	36,7	2,89
2 ^e trimestre	267	34,2	97	35,8	23	234	915	28,7	2,89
3 ^e trimestre	p 270	p 34,1		p 35,5	p 22	p 234	p 856		
1961 Octobre	257	34,0	86	35,6	24	229	945	38,0	2,89
Novembre	260	32,3	87	35,6	22	229	964	34,0	2,89
Décembre	260	34,1	86	34,9	23	230	949	36,0	2,89
1962 Janvier	258	34,3	86	35,5	24	230	947	39,0	2,89
Février	258	34,1	92	35,5	24	235	952	38,0	2,89
Mars	261	34,0	96	35,6	24	235	962	33,0	2,89
Avril	264	34,0	98	35,7	23	234	949	32,0	2,89
Mai	268	34,0	97	35,7	23	234	919	28,0	2,89
Juin	270	34,7	97	36,0	22	234	876	26,0	2,89
Juillet	272	34,8	96	36,0	22	234	863	26,0	2,89
Août	268	34,2	90	35,5	p 22	p 234	852		
Septembre	p 269	p 33,4		p 34,9	p 22	p 234	p 852		
Octobre	p 270	p 34,0		p 34,9	p 23	p 234	p 856		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1953	100	100	100	100	100	100
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1961 1 ^{er} trimestre	83	88	99	103	91	100
2 ^e trimestre	85	89	100	104	90	104
3 ^e trimestre	84	91	99	104	90	103
4 ^e trimestre	83	90	99	102	90	102
1962 1 ^{er} trimestre	83	90	99	103	90	92
2 ^e trimestre	83	89	98	101	91	90
3 ^e trimestre	83	90	97	100	89	
1961 Octobre	83	90	99	103	90	103
Novembre	83	89	98	102	90	105
Décembre	84	91	99	102	91	97
1962 Janvier	83	91	99	103	90	93
Février	83	90	98	103	90	91
Mars	83	89	99	102	91	93
Avril	84	89	99	102	91	95
Mai	83	89	98	101	91	94
Juin	83	89	97	101	90	81
Juillet	83	90	97	101	90	75
Août	83	90	97	100	89	76
Septembre	83	89	96	100	89	
Octobre	83	88				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

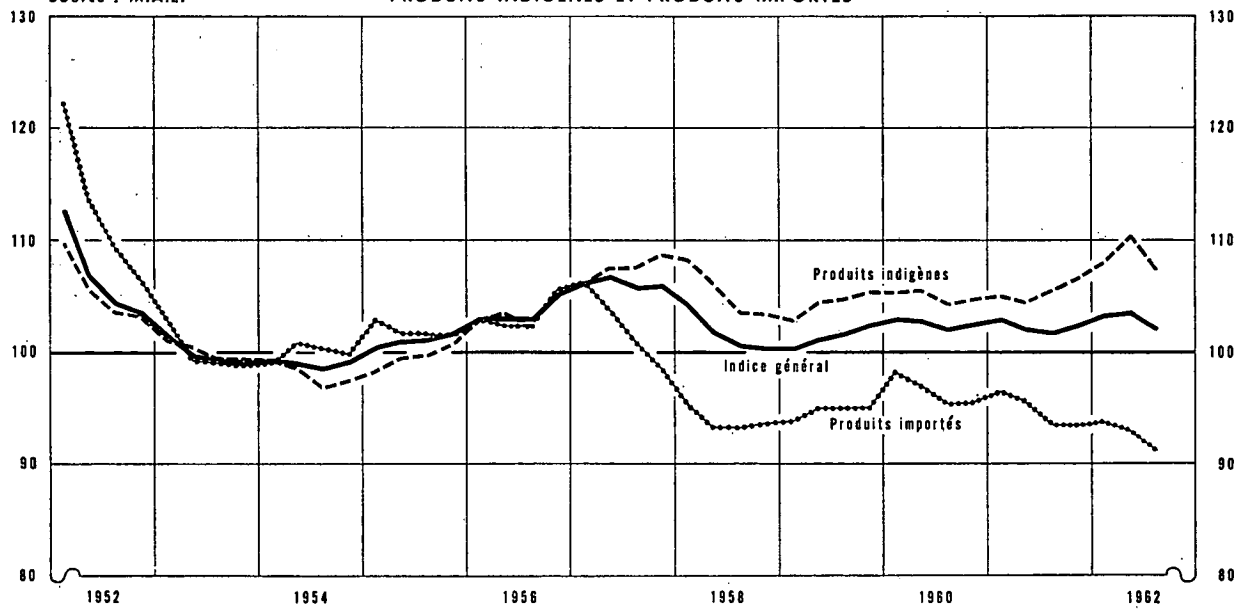
Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie											Source : I.R.E.S.P.			
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.			
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	95,7	99,3	105,5
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	90,8	97,1	105,6
1961 1 ^{er} trimestre .	102,9	105,0	96,5	93,2	109,8	79,9	105,4	101,2	109,4	95,1	106,1	121,6	91,2	97,9	106,6
2 ^e trimestre .	102,1	104,5	95,8	91,4	110,1	76,8	105,0	99,7	109,6	94,5	104,6	121,7	91,9	98,0	106,0
3 ^e trimestre .	101,9	105,5	93,5	94,3	111,3	80,9	103,9	98,4	109,0	92,3	103,2	121,8	91,0	96,5	105,1
4 ^e trimestre .	102,6	106,6	93,4	98,2	109,4	88,6	103,7	98,4	108,3	91,4	104,0	121,9	89,2	96,1	104,8
1962 1 ^{er} trimestre .	103,4	108,1	93,7	100,7	110,7	92,0	104,1	98,2	108,6	91,0	105,3	122,1	89,7	96,0	104,3
2 ^e trimestre .	103,6	110,3	93,0	103,4	106,2	100,7	103,7	97,1	108,7	90,5	105,0	123,8	89,8	95,6	103,2
3 ^e trimestre .	102,1	107,4	91,3	96,9	102,2	92,1	103,4	97,5	108,3	89,5	103,0	127,9	88,4	95,5	103,7
1961 Octobre	102,3	106,4	93,1	97,2	108,3	87,6	103,7	98,1	108,4	91,7	103,6	121,9	90,4	96,2	104,8
Novembre ...	102,6	106,7	93,4	98,5	110,1	88,6	103,6	98,4	108,2	91,4	104,0	121,9	88,7	96,0	104,9
Décembre	102,8	106,8	93,8	98,8	109,8	89,5	103,7	98,6	108,2	91,1	104,3	121,9	88,4	96,0	104,8
1962 Janvier	102,8	106,8	93,4	98,2	107,9	89,8	103,9	98,3	108,1	91,0	104,8	122,1	90,0	96,0	104,8
Février	103,4	108,0	93,8	100,3	111,4	90,8	104,3	98,2	108,9	91,3	105,5	122,1	89,1	96,2	104,2
Mars	104,0	109,6	94,0	103,5	112,7	95,3	104,0	98,1	108,8	90,8	105,7	122,1	90,1	95,8	104,0
Avril	103,6	109,7	93,5	102,8	107,3	98,5	103,8	97,1	108,8	91,0	105,7	122,1	90,0	95,6	103,3
Mai	103,5	110,2	92,8	103,5	106,5	100,4	103,5	97,1	108,9	90,3	104,7	122,5	89,9	95,6	103,2
Juin	103,8	111,0	92,7	104,0	104,7	103,2	103,7	97,0	108,5	90,3	104,7	126,8	89,4	95,5	103,2
Juillet	102,5	108,3	91,9	98,6	101,4	95,8	103,5	97,1	108,5	89,9	103,8	127,3	88,8	95,2	103,4
Août	102,0	107,2	91,1	97,3	104,4	90,9	103,2	97,4	108,1	89,2	102,4	127,9	88,4	95,7	103,9
Septembre ...	101,7	106,6	90,9	94,9	100,8	89,5	103,4	97,9	108,4	89,5	102,9	128,6	88,0	95,7	103,9
Octobre													87,3	95,7	103,9

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

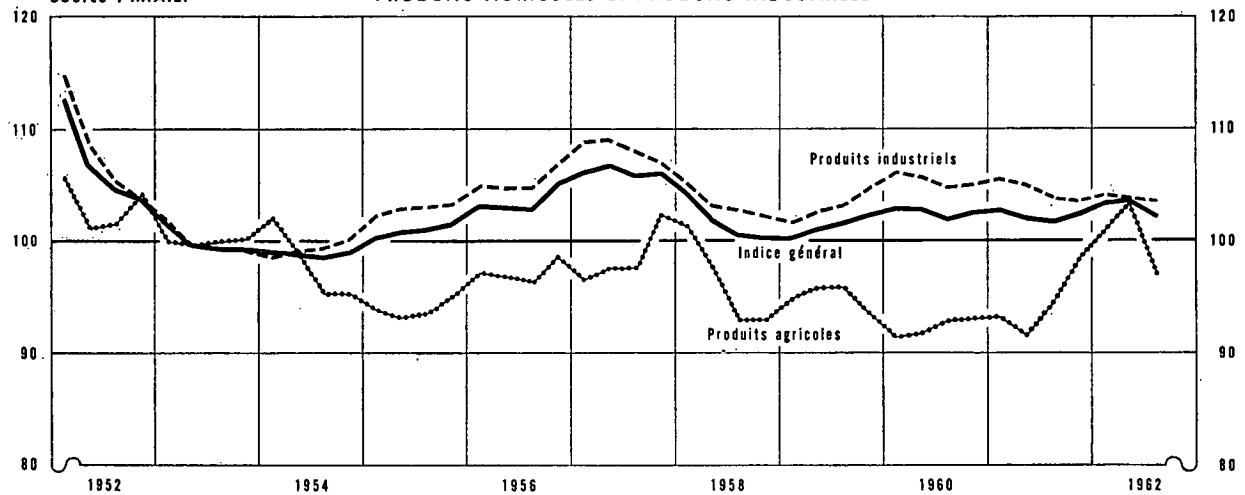
Source : M.A.E.

PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



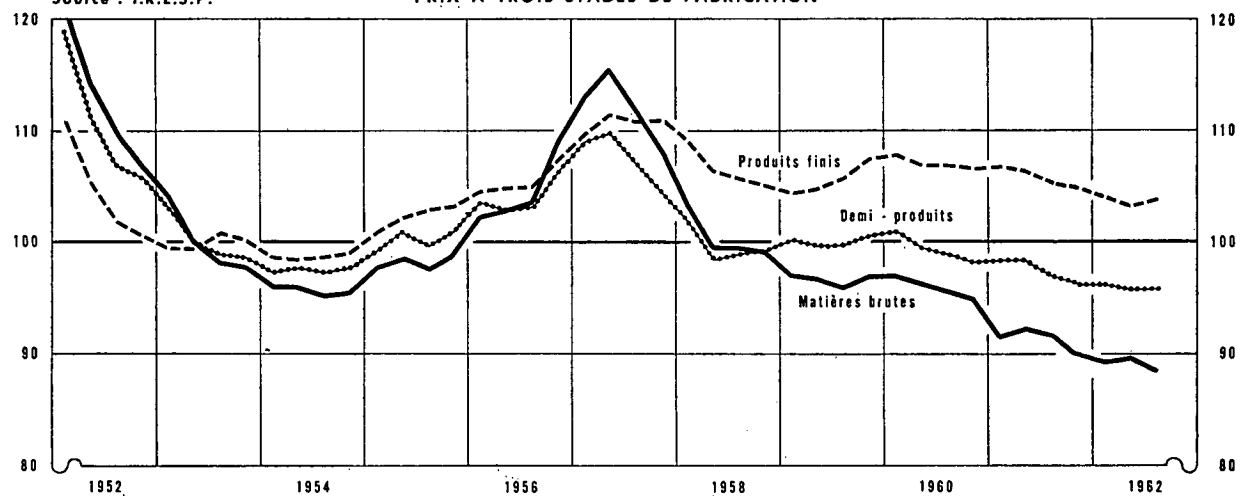
Source : M.A.E.

PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



Source : I.R.E.S.P.

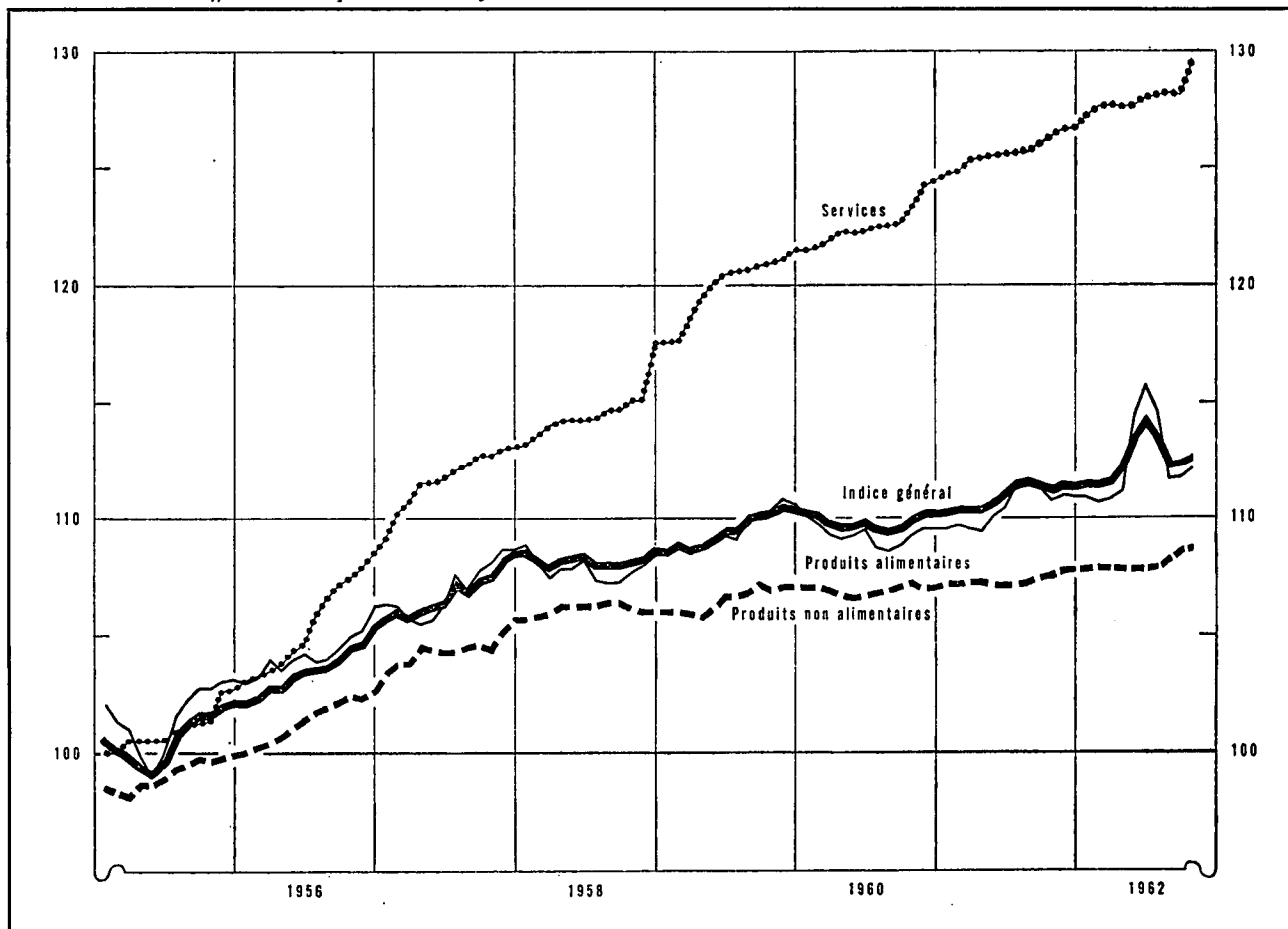
PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

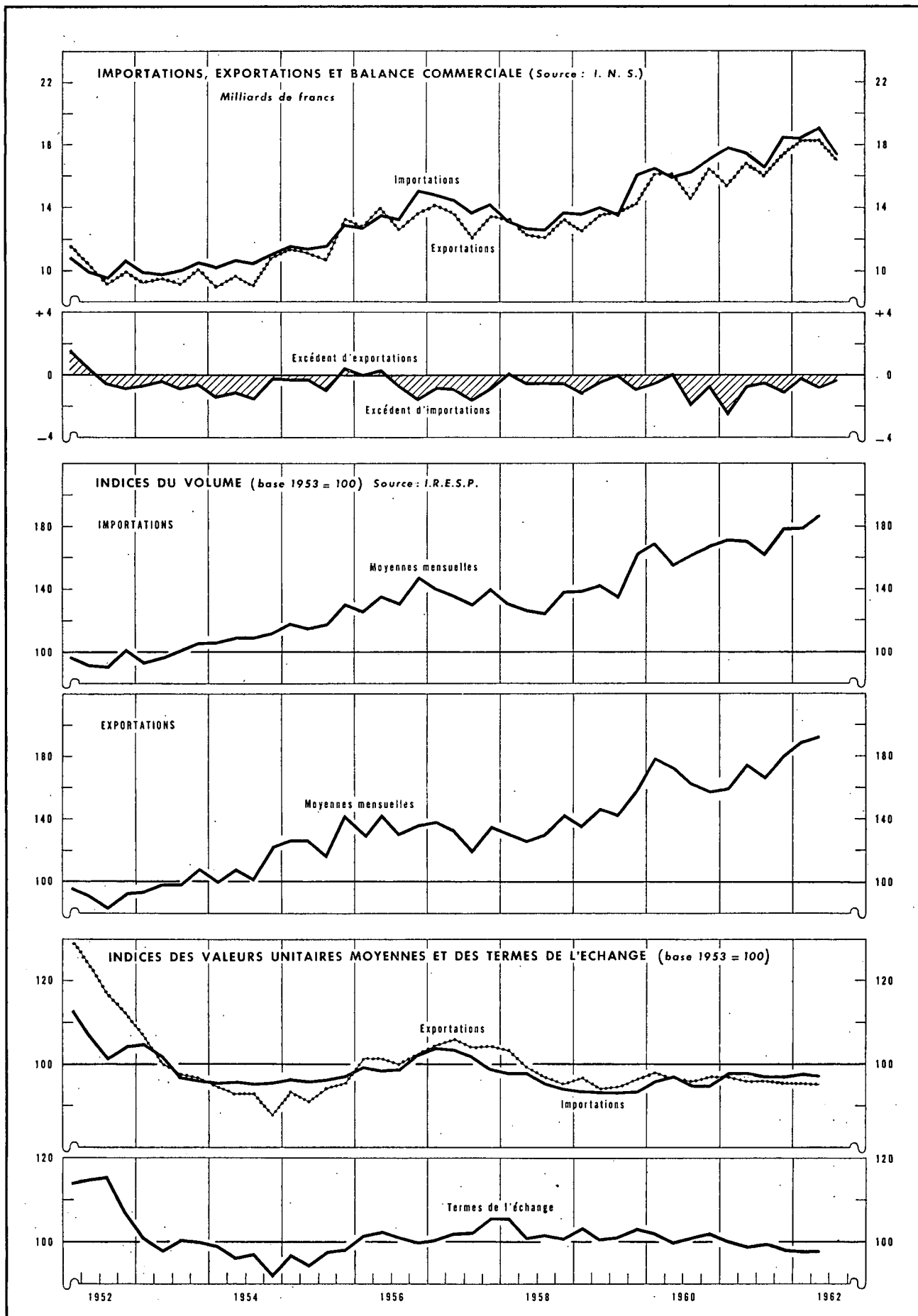
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
1953	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961	111,06		110,5		107,4		125,7	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
1 ^{er} trimestre	110,48	111,56	109,7	110,8	107,2	107,9	125,0	127,5
2 ^e trimestre	110,81	113,36	110,0	114,1	107,2	107,9	125,5	127,8
3 ^e trimestre	111,54	112,77	111,4	112,7	107,3	108,3	125,8	128,1
4 ^e trimestre	111,42		110,9		107,7		126,5	
Janvier	110,43	111,51	109,6	110,9	107,2	107,9	124,8	127,2
Février	110,49	111,49	109,8	110,7	107,2	108,0	124,9	127,6
Mars	110,53	111,67	109,6	110,9	107,3	107,9	125,3	127,7
Avril	110,55	112,22	109,5	112,1	107,3	107,9	125,4	127,6
Mai	110,83	113,61	110,1	114,5	107,2	107,9	125,5	127,7
Juin	111,06	114,26	110,5	115,8	107,2	107,9	125,6	128,0
Juillet	111,45	113,66	111,3	114,7	107,2	108,0	125,6	128,1
Août	111,68	112,25	111,7	111,7	107,3	108,3	125,7	128,2
Septembre	111,48	112,41	111,3	111,8	107,5	108,7	126,0	128,1
Octobre	111,32	112,74	110,8	112,1	107,6	108,8	126,3	129,6
Novembre	111,49		111,0		107,8		126,6	
Décembre	111,45		110,9		107,8		126,7	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E. — Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Journaux financiers. Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, L'Information.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1958 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à l'exportation		des termes de l'échange 1
1953	10,1	9,4	- 0,7	93	100	100	100	100	100
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	160	164	96	97	101
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	171	169	97	96	99
1961 1 ^{er} trimestre	17,8	15,3	- 2,5	86	172	159	97	97	100
2 ^e trimestre	17,5	16,8	- 0,7	96	171	173	97	96	99
3 ^e trimestre	16,5	16,0	- 0,5	97	162	165	97	96	99
4 ^e trimestre	18,5	17,3	- 1,2	94	179	179	97	95	98
1962 1 ^{er} trimestre	18,5	18,2	- 0,3	98	180	190	98	96	98
2 ^e trimestre	19,1	18,2	- 0,9	95	186	192	97	95	98
3 ^e trimestre p	17,2	17,0	- 0,2	99					
1961 Septembre	16,7	17,7	+ 1,0	106					
Octobre	18,7	18,4	- 0,3	98					
Novembre	18,0	17,5	- 0,5	97	179	179	97	95	98
Décembre	17,8	16,1	- 1,7	90					
1962 Janvier	18,4	18,7	+ 0,3	102	180	190	98	96	98
Février	17,3	17,2	- 0,1	99					
Mars	19,7	18,8	- 0,9	96	186	192	97	95	98
Avril	18,0	17,8	- 0,2	99					
Mai	19,9	18,0	- 1,9	91					
Juin	19,2	18,7	- 0,5	98					
Juillet	18,0	17,7	- 0,3	98					
Août p	16,9	15,2	- 1,7	89					
Septembre p	16,8	18,2	+ 1,4	108					

1 Termes de l'échange = $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N.B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1953	1,9	1,7	0,9	1,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	1,1	9,4
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1960 4 ^e trimestre ..	3,5	3,4	1,3	2,5	1,0	0,3	0,4	0,5	0,9	0,6	2,0	16,4
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,3	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1961 1 ^{er} trimestre ..	2,78	3,44	1,43	2,50	1,23	0,19	0,37	0,42	0,62	0,52	1,82	15,32
2 ^e trimestre	3,37	4,07	1,32	2,54	1,24	0,22	0,43	0,45	0,81	0,42	1,93	16,80
3 ^e trimestre	3,15	3,62	1,22	2,42	1,20	0,24	0,49	0,45	0,78	0,45	1,93	15,95
4 ^e trimestre	3,13	3,96	1,38	2,76	1,22	0,24	0,44	0,48	0,98	0,64	2,10	17,33
1962 1 ^{er} trimestre ..	3,28	4,37	1,40	2,90	1,31	0,23	0,50	0,54	0,93	0,61	2,16	18,23
2 ^e trimestre	3,36	4,46	1,45	2,90	1,35	0,22	0,48	0,54	0,75	0,54	2,11	18,16
1961 Juillet	3,09	3,77	1,18	2,38	1,19	0,22	0,42	0,42	0,69	0,41	1,92	15,69
Août	2,91	2,79	1,20	2,14	1,17	0,24	0,56	0,43	0,73	0,46	1,80	14,43
Septembre ...	3,46	4,31	1,28	2,75	1,23	0,27	0,49	0,49	0,92	0,48	2,05	17,73
Octobre	3,32	4,39	1,39	2,88	1,34	0,23	0,46	0,49	1,09	0,60	2,21	18,40
Novembre ...	3,37	3,84	1,40	2,77	1,19	0,24	0,42	0,53	0,90	0,64	2,16	17,46
Décembre	2,69	3,66	1,36	2,63	1,12	0,25	0,43	0,42	0,95	0,68	1,94	16,13
1962 Janvier	3,53	4,30	1,41	2,90	1,34	0,27	0,54	0,58	0,99	0,59	2,21	18,66
Février	2,94	4,34	1,29	2,79	1,23	0,22	0,44	0,44	0,89	0,58	2,03	17,19
Mars	3,38	4,46	1,50	3,01	1,36	0,21	0,53	0,58	0,89	0,66	2,22	18,80
Avril	3,24	4,36	1,40	2,89	1,27	0,19	0,44	0,54	0,72	0,61	2,14	17,80
Mai	3,39	4,42	1,37	2,84	1,47	0,22	0,45	0,56	0,78	0,50	2,00	18,00
Juin	3,44	4,60	1,58	2,97	1,31	0,25	0,53	0,54	0,73	0,52	2,23	18,70
Juillet	3,11	4,75	1,14	2,73	1,26	0,21	0,45	0,47	0,89	0,58	2,11	17,70

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV^e année, vol. II, n° 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI^e année, vol. II, n° 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII^e année, vol. II, n° 1, juillet 1962.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables				durables 12		
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10		alimentaires					autres 11	
													liquides 8	autres				produits animaux	produits végétaux					
Ancienne série																								
1952	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73			478	329	208		966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252	
1953	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76			484	340	202		856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094	
1954	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624	
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488	
1959 2 ^e semestre	10.061	3.016	1.147	1.240	690	260	135	265	96	121		832	641	463		1.155	3.084	417	742	288	1.637	1.732	14.877	
1960 1 ^{er} semestre	11.198	3.684	1.325	1.339	634	201	175	196	103	222		997	632	635		1.054	3.062	338	848	310	1.566	2.003	16.263	
2 ^e semestre	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232		894	672	696		1.028	3.109	380	761	315	1.553	1.897	16.713	
Nouvelle série																								
1960 *	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1961 1 ^{er} trimestre	12.165	3.909	1.644	1.393	894	192	214	219	98	222	88	610	396	671	657	265	693	3.299	364	774	303	1.858	2.360	17.824
2 ^e trimestre	12.064	4.190	1.433	1.171	733	257	195	237	105	248	81	667	310	743	692	277	725	3.261	336	837	319	1.769	2.131	17.456
3 ^e trimestre	11.275	3.937	1.283	995	680	342	184	248	103	253	76	599	278	728	661	267	641	3.113	394	734	281	1.704	2.133	16.521
4 ^e trimestre	12.777	4.147	1.527	1.418	868	347	191	284	131	246	77	618	390	757	773	297	706	3.466	486	901	334	1.745	2.273	18.516
1962 1 ^{er} trimestre	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511
2 ^e trimestre	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068

* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement »;

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée :

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960			1961				1962
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1e trim.
IMPORTATIONS (G.I.F.)																	
Biens de production	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	96,7	95,5	95,2	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5
Biens de consommation	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	90,4	89,1	93,8	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0
Biens d'équipement	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	103,0	99,2	95,5	103,9	106,7	104,4	105,1	108,8
Ensemble ...	106,2	95,1	96,7	99,1	102,8	96,1	93,6	95,6	96,1	95,9	94,6	94,9	95,9	96,8	95,9	96,5	96,5
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	107,8	107,7	106,0	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5
Fabrications métalliques	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	97,9	93,4	97,8	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0
Métaux non ferreux	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	98,0	97,4	94,5	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8
Textiles	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	81,9	83,0	81,6	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8
Produits chimiques	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	88,7	91,2	86,3	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1
Industrie houillère	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	97,1	90,5	98,7	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7
Industrie pétrolière	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	173,4	171,3	173,6	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5
Verres et glaces	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	108,8	109,1	109,2	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3
Produits agricoles	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	102,4	96,2	110,3	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5
Ciments	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	96,9	92,1	97,7	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2
Carrières	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	119,6	114,6	119,9	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0
Céramiques	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	104,8	94,9	100,6	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4
Bois et meubles	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	98,2	102,1	102,9	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1
Peaux, cuirs et chaussures	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	94,3	95,0	92,7	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3
Papier et livre	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	90,0	93,7	89,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6
Tabacs manufacturés	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	87,6	90,3	89,5	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9
Caoutchouc	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	82,4	76,4	80,3	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4
Industries alimentaires	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	85,8	83,7	80,7	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7
Divers	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	97,0	95,2	100,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9
Ensemble ...	115,7	92,8	96,6	101,5	105,8	98,3	94,8	97,1	96,2	97,5	96,5	96,7	96,5	96,5	95,8	96,5	95,5
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	108,9	97,6	99,9	102,4	102,9	102,3	101,3	101,6	100,1	101,7	102,0	101,9	100,6	99,7	99,9	100,0	99,0

¹ Indices des termes de l'échange : $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960			1961				1962
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.)																	
Biens de production	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	158,8	163,5	172,7	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9
Biens de consommation	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	162,2	157,6	157,5	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4
Biens d'équipement	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	173,7	160,8	199,7	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7
Ensemble ...	96,8	110,6	119,7	133,8	135,7	132,4	147,5	163,9	175,2	161,4	162,4	172,9	174,6	175,9	166,7	185,7	186,9
EXPORTATIONS (F.O.B.)																	
Sidérurgie	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	179,2	171,3	179,2	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1
Fabrications métalliques	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	210,7	186,0	203,7	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2
Métaux non ferreux	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	153,3	134,7	159,7	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0
Textiles	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	155,5	146,0	171,2	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3
Produits chimiques	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	189,3	178,1	172,1	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4
Industrie houillère	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	57,0	67,7	74,8	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8
Industrie pétrolière	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	177,7	179,0	148,5	136,5	164,8	194,2	170,2	193,8
Verres et glaces	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	232,9	220,7	223,4	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3
Produits agricoles	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	165,4	182,6	240,2	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9
Ciments	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	71,5	82,4	72,1	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7
Carrières	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	139,5	146,9	140,8	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5
Céramiques	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	198,9	205,0	213,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0
Bois et meubles	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	272,9	243,5	269,8	276,4	333,7	326,8	408,3	417,3
Peaux, cuirs et chaussures	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	141,2	130,2	155,9	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8
Papier et livre	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	287,9	255,9	294,0	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0
Tabacs manufacturés	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	453,3	444,8	455,2	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4
Caoutchouc	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	224,8	197,0	202,5	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5
Industries alimentaires	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	114,1	110,3	183,0	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0
Divers	86,1	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	125,5	111,0	119,7	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3
Ensemble ...	94,4	109,4	125,7	135,3	131,8	134,7	150,3	168,3	175,0	170,1	158,9	173,9	167,6	179,9	173,0	185,1	197,7

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	1,24	0,88	- 0,36	1,12	0,75	- 0,37	1,38	1,68	+ 0,30
1954	1,45	0,93	- 0,52	1,27	0,92	- 0,35	1,42	2,01	+ 0,59
1955	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1960 4 ^e trimestre	3,00	2,57	- 0,43	2,37	1,88	- 0,49	2,63	3,66	+ 1,03
1961 1 ^{er} trimestre	3,10	2,41	- 0,69	2,76	1,78	- 0,98	2,72	3,67	+ 0,95
2 ^e trimestre	3,15	2,45	- 0,70	2,69	1,98	- 0,71	2,65	4,12	+ 1,47
3 ^e trimestre	3,04	2,52	- 0,52	2,33	1,64	- 0,69	2,58	3,59	+ 1,01
4 ^e trimestre	3,26	2,66	- 0,60	2,57	1,96	- 0,61	2,81	3,93	+ 1,12
1962 1 ^{er} trimestre	3,44	2,79	- 0,65	2,76	2,15	- 0,61	2,86	4,07	+ 1,21
2 ^e trimestre	3,48	3,17	- 0,31	2,72	2,30	- 0,42	2,65	4,15	+ 1,50
1961 Juillet	3,01	2,56	- 0,45	2,38	1,77	- 0,61	2,27	3,64	+ 1,37
Août	3,00	2,31	- 0,69	2,24	1,43	- 0,81	2,62	3,15	+ 0,53
Septembre	3,05	2,68	- 0,37	2,31	1,74	- 0,57	2,78	4,00	+ 1,22
Octobre	3,40	2,60	- 0,80	2,59	2,05	- 0,54	2,96	4,28	+ 1,30
Novembre	3,07	2,85	- 0,22	2,50	1,84	- 0,66	2,83	3,84	+ 1,01
Décembre	3,19	2,55	- 0,64	2,53	1,99	- 0,54	2,58	3,69	+ 1,11
1962 Janvier	3,23	2,65	- 0,58	2,64	2,19	- 0,45	2,92	4,09	+ 1,17
Février	3,40	2,79	- 0,61	2,70	2,00	- 0,70	2,65	3,77	+ 1,12
Mars	3,69	2,93	- 0,76	2,94	2,25	- 0,69	3,00	4,36	+ 1,36
Avril	3,34	2,90	- 0,44	2,59	2,25	- 0,34	2,53	4,37	+ 1,84
Mai	3,71	3,16	- 0,55	2,70	2,19	- 0,51	2,83	3,94	+ 1,11
Juin	3,34	3,45	+ 0,11	2,86	2,45	- 0,41	2,59	4,14	+ 1,55
Juillet	3,53	2,92	- 0,61	2,68	2,22	- 0,46	2,62	4,01	+ 1,39
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	0,15	0,31	+ 0,16	3,89	3,62	- 0,27	5,67	5,72	+ 0,05
1954	0,16	0,27	+ 0,11	4,30	4,13	- 0,17	6,07	6,05	- 0,02
1955	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1960 4 ^e trimestre	0,39	0,55	+ 0,16	8,39	8,66	+ 0,27	11,02	11,76	+ 0,74
1961 1 ^{er} trimestre	0,46	0,45	- 0,01	9,04	8,30	- 0,74	11,58	11,10	- 0,48
2 ^e trimestre	0,49	0,52	+ 0,03	8,98	9,07	+ 0,09	11,46	12,00	+ 0,54
3 ^e trimestre	0,47	0,50	+ 0,03	8,42	8,25	- 0,17	10,87	11,29	+ 0,42
4 ^e trimestre	0,51	0,64	+ 0,13	9,15	9,19	+ 0,04	12,10	12,35	+ 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	0,56	0,69	+ 0,13	9,62	9,70	+ 0,08	12,37	12,79	+ 0,42
2 ^e trimestre	0,55	0,68	+ 0,13	9,40	10,30	+ 0,90	12,20	13,29	+ 1,09
1961 Juillet	0,45	0,47	+ 0,02	8,11	8,44	+ 0,33	10,65	11,14	+ 0,49
Août	0,51	0,41	- 0,10	8,37	7,30	- 1,07	10,67	10,11	- 0,56
Septembre	0,45	0,60	+ 0,15	8,59	9,02	+ 0,43	10,99	12,61	+ 1,62
Octobre	0,58	0,65	+ 0,07	9,53	9,56	+ 0,03	12,43	13,04	+ 0,61
Novembre	0,55	0,68	+ 0,13	8,95	9,21	+ 0,26	12,01	12,16	+ 0,15
Décembre	0,38	0,59	+ 0,21	8,68	8,82	+ 0,14	11,39	11,84	+ 0,45
1962 Janvier	0,52	0,70	+ 0,18	9,31	9,63	+ 0,32	11,93	12,92	+ 0,99
Février	0,54	0,63	+ 0,09	9,29	9,19	- 0,10	11,88	11,97	+ 0,09
Mars	0,60	0,73	+ 0,13	10,23	10,27	+ 0,04	13,26	13,48	+ 0,22
Avril	0,50	0,68	+ 0,18	8,96	10,20	+ 1,24	11,57	13,05	+ 1,48
Mai	0,56	0,63	+ 0,07	9,80	9,92	+ 0,12	12,76	12,93	+ 0,17
Juin	0,57	0,75	+ 0,18	9,36	10,79	+ 1,43	12,17	13,89	+ 1,72
Juillet	0,55	0,70	+ 0,15	9,38	9,85	+ 0,47	11,97	12,58	+ 0,61

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1^{er} semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2^e semestre 1959.
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	1,04	0,96	- 0,08	0,91	0,73	- 0,18	1,00	0,56	- 0,44
1954	1,09	0,77	- 0,32	0,89	0,60	- 0,29	0,93	0,69	- 0,24
1955	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1960 4 ^e trimestre	1,61	1,31	- 0,30	1,29	1,02	- 0,27	0,86	0,91	+ 0,05
1961 1 ^{er} trimestre	1,64	1,23	- 0,41	1,32	0,86	- 0,46	1,01	0,90	- 0,11
2 ^e trimestre	1,55	1,56	+ 0,01	1,24	0,87	- 0,37	0,87	0,85	- 0,02
3 ^e trimestre	1,33	1,57	+ 0,24	1,25	0,79	- 0,46	0,87	0,69	- 0,18
4 ^e trimestre	1,73	1,65	- 0,08	1,49	0,92	- 0,57	1,04	0,79	- 0,25
1962 1 ^{er} trimestre	1,81	1,94	+ 0,13	1,48	0,85	- 0,63	1,18	0,83	- 0,35
2 ^e trimestre	2,04	1,83	- 0,21	1,54	0,88	- 0,66	1,27	0,68	- 0,59
1961 Juillet	1,18	1,56	+ 0,38	1,44	0,89	- 0,55	0,93	0,74	- 0,19
Août	1,37	1,38	+ 0,01	1,07	0,71	- 0,36	0,99	0,65	- 0,34
Septembre	1,35	1,79	+ 0,44	1,21	0,79	- 0,42	0,69	0,69	...
Octobre	1,60	1,86	+ 0,26	1,53	1,08	- 0,45	0,88	0,89	+ 0,01
Novembre	1,59	1,63	+ 0,04	1,53	0,84	- 0,69	1,01	0,81	- 0,20
Décembre	1,86	1,44	- 0,42	1,32	0,83	- 0,49	1,20	0,66	- 0,54
1962 Janvier	1,90	2,08	+ 0,18	1,37	0,89	- 0,48	1,28	0,89	- 0,39
Février	1,65	1,77	+ 0,12	1,38	0,79	- 0,59	0,98	0,72	- 0,26
Mars	1,88	1,97	+ 0,09	1,70	0,89	- 0,81	1,33	0,87	- 0,46
Avril	2,03	1,98	- 0,05	1,44	0,82	- 0,62	1,16	0,65	- 0,51
Mai	1,91	1,86	- 0,05	1,68	0,85	- 0,83	1,52	0,64	- 0,88
Juin	2,16	1,66	- 0,50	1,49	0,98	- 0,51	1,05	0,69	- 0,36
Juillet	1,81	1,68	- 0,13	1,42	0,82	- 0,60	1,07	0,67	- 0,40
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine ¹			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953	0,78	0,38	- 0,40	0,75	0,55	- 0,20	0,24	0,38	+ 0,14
1954	0,75	0,50	- 0,25	0,82	0,52	- 0,30	0,31	0,38	+ 0,07
1955	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,36	0,41	+ 0,05
1956	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1960 4 ^e trimestre	0,65	0,68	+ 0,03	1,32	0,13	- 1,19	0,56	0,58	+ 0,02
1961 1 ^{er} trimestre	0,73	0,55	- 0,18	1,02	0,17	- 0,85	0,48	0,53	+ 0,05
2 ^e trimestre	0,76	0,61	- 0,15	0,93	0,21	- 0,72	0,44	0,60	+ 0,16
3 ^e trimestre	0,67	0,69	+ 0,02	0,97	0,19	- 0,78	0,61	0,52	- 0,09
4 ^e trimestre	0,71	0,72	+ 0,01	0,92	0,20	- 0,72	0,71	0,57	- 0,14
1962 1 ^{er} trimestre	0,71	0,67	- 0,04	0,69	0,26	- 0,43	0,51	0,54	+ 0,03
2 ^e trimestre	0,93	0,59	- 0,34	0,88	0,22	- 0,66	0,52	0,57	+ 0,05
1961 Juillet	0,71	0,65	- 0,06	1,10	0,22	- 0,88	0,54	0,43	- 0,11
Août	0,64	0,65	+ 0,01	0,58	0,19	- 0,39	0,54	0,50	- 0,04
Septembre	0,64	0,77	+ 0,13	1,23	0,17	- 1,06	0,65	0,62	- 0,03
Octobre	0,79	0,73	- 0,06	0,96	0,18	- 0,78	0,72	0,47	- 0,25
Novembre	0,69	0,88	+ 0,19	0,91	0,23	- 0,68	0,66	0,57	- 0,09
Décembre	0,68	0,56	- 0,12	0,76	0,18	- 0,58	0,65	0,66	+ 0,01
1962 Janvier	0,71	0,87	+ 0,16	0,62	0,29	- 0,33	0,58	0,53	- 0,05
Février	0,63	0,53	- 0,10	0,60	0,23	- 0,37	0,41	0,57	+ 0,16
Mars	0,79	0,60	- 0,19	0,78	0,25	- 0,53	0,55	0,51	- 0,04
Avril	0,72	0,52	- 0,20	0,76	0,21	- 0,55	0,45	0,48	+ 0,03
Mai	0,97	0,65	- 0,32	1,03	0,22	- 0,81	0,49	0,61	+ 0,12
Juin	1,09	0,60	- 0,49	0,86	0,22	- 0,64	0,62	0,63	+ 0,01
Juillet	0,81	0,56	- 0,25	0,70	0,24	- 0,46	0,62	0,50	- 0,12

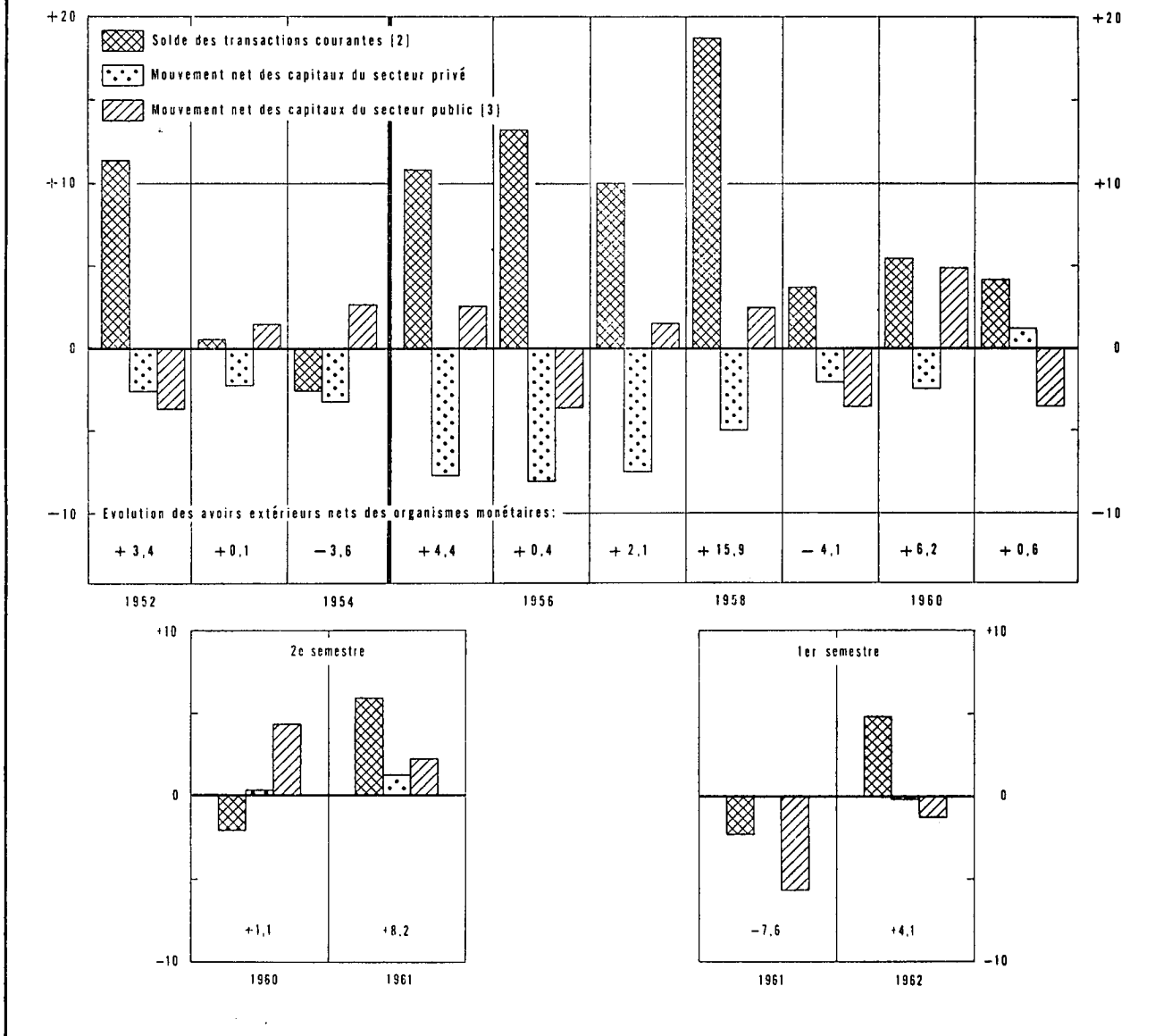
¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.) — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — *cf.* N. B. du tableau VIII - 2.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. ¹

(milliards de francs)



¹ Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

² Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

³ Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paraétatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS *
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
A. Transactions sur biens et services.										
1. Opérations sur marchandises ¹ :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) ²	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports ²	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger ^{1 3}	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,7
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,9
F. Transferts.										
9. Transferts privés	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,4
10. Transferts de l'Etat	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,6
C. Mouvements des capitaux.										
11. Etat				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 ⁵	+ 1,2	- 3,2	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	+ 0,7	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières ⁴	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,0	- 3,2
15.3 Autres ^{1 3 4}	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 ⁵	- 4,9	- 0,9	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,6	+ 2,4	- 2,6
D. Opérations non déterminées ¹	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
E. Erreurs et omissions	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	+ 0,6
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX 2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

² La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

³ Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

⁴ Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3); pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

⁵ Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ¹**

Chiffres trimestriels
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1961				1962			
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre P	2e trimestre P		
1. Transactions sur biens et services et transferts privés	- 0,6	- 1,7	+ 2,1	+ 3,8	+ 4,3	+ 0,4		
2. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	- 0,8	...	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation	- 0,4	- 5,2	- 0,2	+ 2,2	+ 2,9	- 4,2		
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé	- 0,3	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 1,2	+ 0,9		
4.2 Autres	+ 0,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,4	+ 0,2	...		
5. Erreurs et omissions	- 0,1	+ 0,4	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	+ 0,4		
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	- 1,2	- 6,4	+ 2,2	+ 6,0	+ 6,6	- 2,5		

¹ Certains chiffres du présent tableau diffèrent de ceux qui ont figuré dans ce tableau jusqu'au numéro de juin 1962 et de ceux qui figurent au tableau IX 1. La différence la plus importante est que les opérations non déterminées (rubrique D du tableau IX 1 et antérieurement rubrique 5 du présent tableau) ont été reclassées sous la rubrique 1 « Transactions sur biens et services » et sous la rubrique 4.2 « Mouvement des autres capitaux : Autres ». Cette nouvelle classification, plus précise que l'ancienne, sera désormais utilisée dans les balances des paiements qui seront publiées pour les années 1962 et ultérieures, avec des chiffres comparables pour 1961.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXVII^e année, vol. I, n° 5, page 486 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1961 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1957	50,24	{ 14,27 ¹ 11,89 ²	140,29	13,18	11,46	11,96	8,01	9,69	7,02	7,24	52,400 ⁴	52,396 ⁴	174,02	193,10
1958	49,89	11,84 ³	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961	49,86	10,16	139,72	{ 13,19 ⁵ 13,85 ⁶	11,54	{ 11,95 ⁵ 12,51 ⁶	8,03	9,65	6,98	7,22	{ 50,469 ⁷ 48,153 ⁸	{ 50,468 ⁷ 48,149 ⁸	174,21	192,32
1961 3 ^e trimestre .	49,79	10,14	139,42	13,82	11,53	12,48	8,02	9,63	6,97	7,21	48,237	48,234	173,83	192,92
4 ^e trimestre .	49,78	10,14	140,03	13,82	11,52	12,45	8,02	9,63	6,99	7,23	48,034	48,031	174,56	192,78
1962 1 ^{er} trimestre .	49,78	10,16	140,05	13,78	11,50	12,45	8,02	9,65	6,99	7,23	47,507	47,506	174,57	192,73
2 ^e trimestre .	49,77	10,16	139,92	13,84	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	46,355	46,354	174,49	192,88
3 ^e trimestre .	49,74	10,15	139,47	13,82	11,51	12,45	8,01	9,66	6,96	7,19	46,139	46,138	173,91	192,78
1961 Octobre	49,78	10,13	140,13	13,80	11,52	12,45	8,02	9,63	7,00	7,23	48,313	48,311	174,66	192,76
Novembre	49,78	10,14	140,11	13,82	11,52	12,44	8,02	9,63	6,99	7,23	48,055	48,051	174,66	192,77
Décembre	49,78	10,16	139,85	13,83	11,53	12,45	8,02	9,63	6,99	7,24	47,735	47,730	174,35	192,82
1962 Janvier	49,78	10,16	139,91	13,81	11,53	12,46	8,02	9,63	6,98	7,23	47,630	47,626	174,40	192,68
Février	49,78	10,16	140,10	13,76	11,51	12,45	8,02	9,65	6,99	7,23	47,462	47,461	174,63	192,70
Mars	49,78	10,16	140,13	13,78	11,47	12,45	8,02	9,66	6,99	7,24	47,430	47,430	174,69	192,80
Avril	49,79	10,16	140,10	13,83	11,46	12,45	8,02	9,67	6,99	7,23	47,419	47,418	174,69	192,93
Mai	49,77	10,16	139,95	13,85	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	45,924	45,921	174,53	192,86
Juin	49,75	10,15	139,71	13,84	11,53	12,46	8,02	9,67	6,97	7,22	45,723	45,722	174,24	192,84
Juillet	49,74	10,15	139,59	13,84	11,52	12,48	8,01	9,66	6,97	7,20	46,078	46,077	174,06	192,76
Août	49,73	10,15	139,44	13,80	11,51	12,44	8,01	9,66	6,96	7,19	46,138	46,136	173,88	192,74
Septembre	49,76	10,15	139,37	13,81	11,51	12,44	8,02	9,66	6,96	7,19	46,202	46,201	173,78	192,84
Octobre	49,76	10,15	139,40	13,81	11,51	12,42	8,02	9,66	6,96	7,19	46,238	46,236	173,82	192,80

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 10 août 1957. — ² Moyenne du 11 août au 31 décembre 1957. — ³ Moyenne du 1^{er} janvier au 28 décembre 1958. — ⁴ Moyenne du 25 mars au 31 décembre 1957. — ⁵ Moyenne du 1^{er} janvier au 3 mars 1961. — ⁶ Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — ⁷ Moyenne du 1^{er} janvier au 20 juin 1961. — ⁸ Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales
et cours extrêmes à Bruxelles le 31 octobre 1962

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		pour :
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	
				en francs belges		
Autriche	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706 NF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 NF
Allemagne	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,— Dr.	+ 0,500	- 0,500	—	—	—
Islande	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,— L.t.	+ 0,500	-	—	—	—
Royaume-Uni	2,80 £ ²	+ 0,714 ³	- 0,714 ³	137,9575	142,0575	1 £

¹ Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

² Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

³ Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

⁴ (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

⁵ (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

XI. — FINANCES PUBLIQUES

1. — SITUATION DE TRESORERIE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global (7) = (8) + (6)	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses (1)	Recettes (2)	Solde (8) = (2) - (1)	Dépenses (4)	Recettes (5)	Solde (6) = (5) - (4)		Emprunts consolidés intérieurs (8)	Dette flottante intérieure (9)	Emprunts consolidés et dette flottante extérieure (10)	Fonds de tiers (11)	Encaisse (augmentation - diminution +) (12)
1957	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
6 prem. mois	58,3	51,4	- 6,9	11,8	0,1	-11,7	-18,6	+20,4	- 4,6	+ 2,6	+ 1,6	- 1,4
9 prem. mois	84,0	81,9	- 2,1	17,5	0,2	-17,3	-19,4	+20,4	- 4,3	+ 3,9	+ 0,5	- 1,1
1961 3 prem. mois	34,1	29,1	- 5,0	3,5	...	- 3,5	- 8,5	+ 0,4	+ 6,0	+ 4,7	- 1,5	- 1,1
6 prem. mois	66,8	58,3	- 8,5	6,2	0,1	- 6,1	-14,6	+ 7,2	+ 3,2	+ 5,7	- 1,7	+ 0,2
9 prem. mois	95,8	88,2	- 7,6	9,1	0,2	- 8,9	-16,5	+ 7,2	+ 6,1	+ 4,1	- 1,6	+ 0,7
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
1961 Juillet	10,9	13,0	+ 2,1	0,8	...	- 0,8	+ 1,3	...	- 0,9	- 0,2	- 0,2	...
Août	7,8	8,4	+ 0,6	1,1	...	- 1,1	- 0,5	...	+ 2,0	- 1,3	...	- 0,2
Septembre	10,3	8,6	- 1,7	1,0	...	- 1,0	- 2,7	...	+ 1,9	- 0,1	+ 0,3	+ 0,6
Octobre	10,2	10,2	...	1,2	0,1	- 1,1	- 1,1	+ 5,8	- 1,8	- 0,1	- 2,7	- 0,1
Novembre	8,7	9,6	+ 0,9	2,0	...	- 2,0	- 1,1	...	+ 1,8	- 0,3	- 0,2	- 0,2
Décembre	11,3	12,4	+ 1,1	2,3	0,1	- 2,2	- 1,1	...	- 0,7	- 0,2	+ 2,0	...
1962 Janvier	13,6	12,2	- 1,4	0,8	...	- 0,8	- 2,2	...	+ 4,8	- 0,5	- 1,0	- 1,1
Février	11,3	9,0	- 2,3	1,5	...	- 1,5	- 3,8	+ 7,2	- 2,8	- 0,9	- 0,5	+ 0,8
Mars	12,7	9,7	- 3,0	0,9	...	- 0,9	- 3,9	...	+ 2,1	- 0,4	+ 0,8	+ 1,4
Avril	10,5	9,3	- 1,2	1,1	...	- 1,1	- 2,3	...	+ 6,4	- 1,6	- 1,6	- 0,9
Mai	9,9	10,3	+ 0,4	1,7	...	- 1,7	- 1,3	...	+ 0,2	- 0,2	+ 1,2	+ 0,1
Juin	10,7	11,3	+ 0,6	1,1	0,1	- 1,0	- 0,4	+ 0,4	+ 2,9	- 3,1	+ 0,1	+ 0,1
Juillet	12,4	14,8	+ 2,4	1,4	...	- 1,4	+ 1,0	+ 2,2	- 1,6	- 0,2	- 1,1	- 0,3

¹ Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

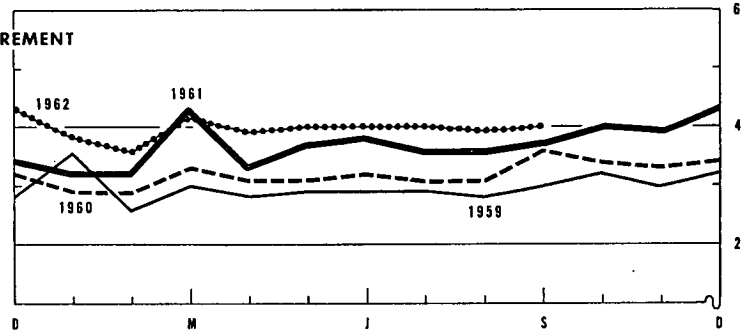
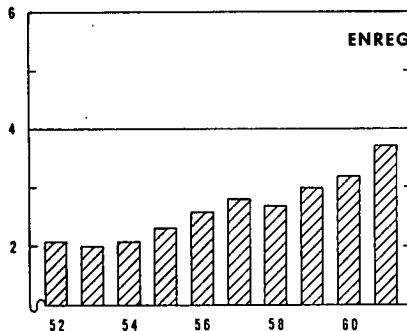
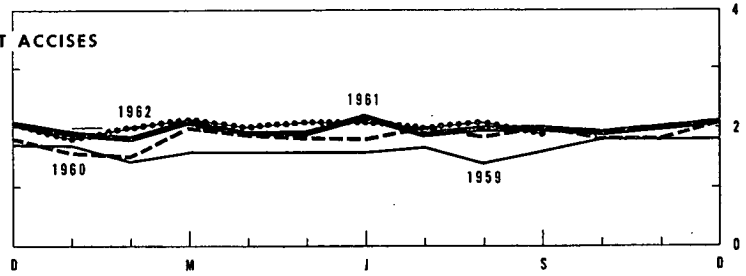
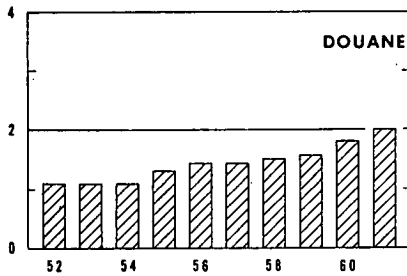
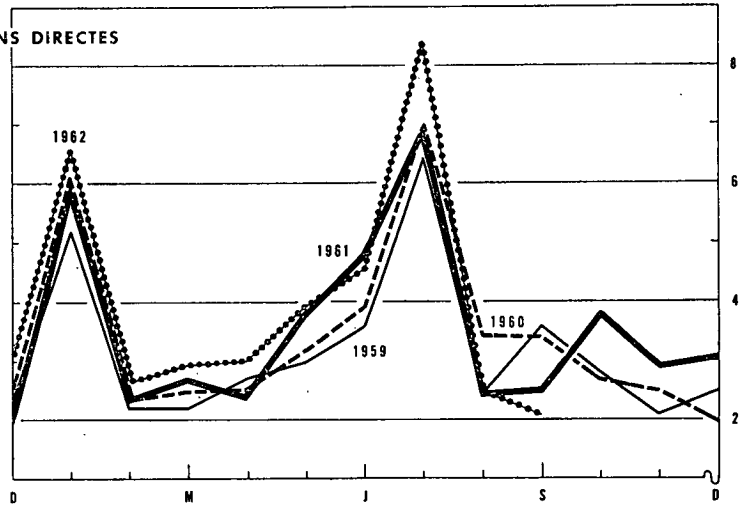
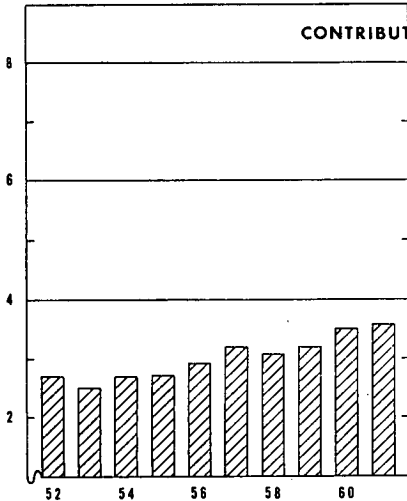
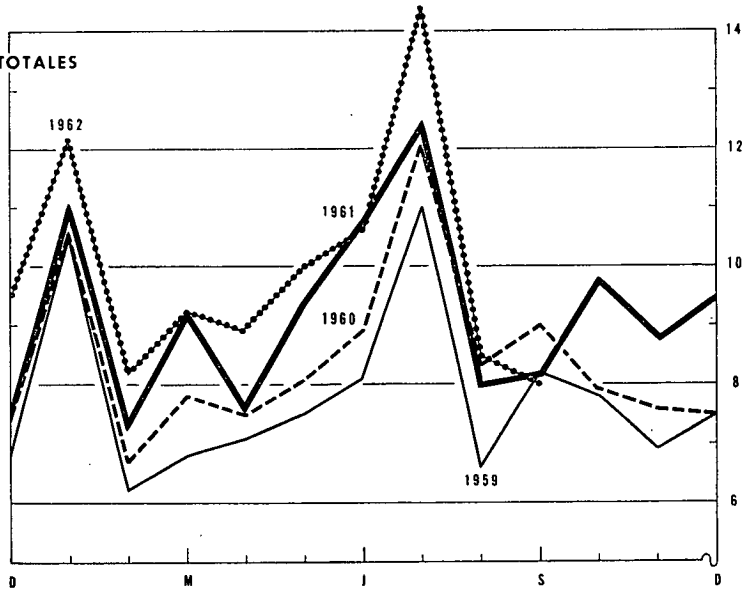
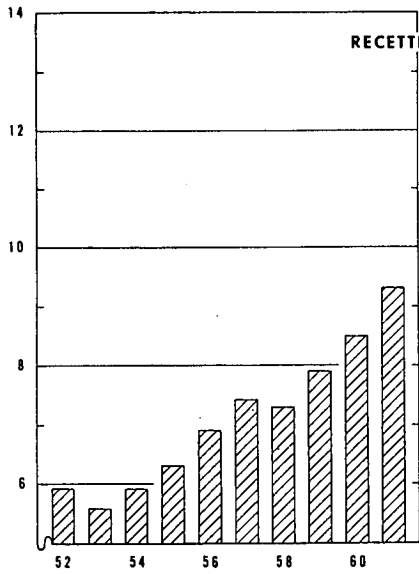
Moyennes mensuelles	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1953	2,5	1,1	2,0	5,6	0,26
1954	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958	3,1	1,5	2,7	7,3	0,36
1959	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1960 9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1961 3 premiers mois	3,7	1,9	3,5	9,1	0,38
6 premiers mois	3,6	2,0	3,6	9,2	0,35
9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1961 Septembre	2,5	2,0	3,7	8,2	0,01
Octobre	3,8	1,9	4,0	9,7	0,05
Novembre	2,9	2,0	3,9	8,8	0,04
Décembre	3,1	2,1	4,3	9,5	0,08
1962 Janvier	6,6	1,8	3,8	12,2	1,08
Février	2,6	2,0	3,6	8,2	0,01
Mars	2,9	2,1	4,2	9,2	0,05
Avril	3,0	2,0	3,9	8,9	0,10
Mai	3,9	2,1	4,0	10,0	0,03
Juin	4,6	2,1	4,0	10,7	0,23
Juillet	8,4	2,0	4,0	14,4	4,86
Août	2,5	2,1	3,9	8,5	0,01
Septembre	2,1	1,9	4,0	8,0	0,02

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1961 9 premiers mois	28,2	- 0,4	17,3	+ 0,9	32,4	- 1,8	77,9	- 1,3	
1962 9 premiers mois	30,5	- 0,3	17,7	- 0,2	35,4	- 0,7	83,6	- 1,2	
Exercice 1961	1961 Septembre	2,5	- 0,1	2,0	...	3,7	- 0,4	8,2	- 0,5
	Octobre	3,8	...	1,9	...	4,0	- 0,2	9,7	- 0,2
	Novembre	2,9	- 0,4	2,0	+ 0,2	3,9	...	8,8	- 0,2
	Décembre	3,1	- 0,1	2,1	...	4,3	+ 0,2	9,5	+ 0,1
1962	1962 Janvier	4,1	- 0,4	0,4	...	...	4,5	- 0,4
	Février	1,1	- 0,1	...	...	...	1,1	- 0,1
	Mars	0,9	...	...	...	...	0,9	+ 0,1
Ex. 1962	1962 Janvier	2,5	...	1,4	...	3,8	- 0,1	7,7	- 0,1
	Février	1,5	...	2,0	+ 0,2	3,6	- 0,1	7,1	+ 0,1
	Mars	2,0	- 0,1	2,1	- 0,1	4,2	- 0,1	8,3	- 0,3
	Avril	3,0	+ 0,1	2,0	...	3,9	- 0,2	8,9	- 0,1
	Mai	3,9	...	2,1	+ 0,1	4,0	- 0,1	10,0	...
	Juin	4,6	+ 0,1	2,1	...	4,0	- 0,1	10,7	...
	Juillet	8,4	+ 0,2	2,0	- 0,1	4,0	+ 0,1	14,4	+ 0,2
	Août	2,5	- 0,3	2,1	+ 0,1	3,9	...	8,5	- 0,2
Septembre	2,1	- 0,3	1,9	- 0,3	4,0	- 0,2	8,0	- 0,8	

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1961 ²		Exercice 1961 : septembre 1961		Exercice 1962 : septembre 1962	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ³	44,0	45,4	2,5	2,6	2,1	2,4
contribution foncière	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
taxe mobilière	4,3	3,9	0,2	0,2	0,1	0,2
taxe professionnelle ³	28,5	29,6	1,6	1,7	1,4	1,6
impôt complémentaire personnel ...	4,8	4,7	0,4	0,3	0,3	0,3
contribution nationale de crise ...	2,4	2,2	0,1	0,2	0,1	0,1
taxe de circulation sur les véhicules						
automobiles	2,9	2,8	...	...	...	...
divers ⁴	0,6	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1
II. Douanes et accises	23,8	22,7	2,0	2,0	1,9	2,2
dont : douanes	6,6	5,9	0,5	0,5	0,5	0,6
accises	16,2	16,6	1,4	1,5	1,3	1,6
taxes spéciales de consommat.	0,8		0,1		0,1	
III. Enregistrement	44,6	46,5	3,7	4,1	4,0	4,2
dont : enregistrement	4,4	4,0	0,3	0,3	0,3	0,3
successions	2,4	2,0	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ...	37,3	40,1	3,2	3,5	3,5	3,6
Total ...	112,4	114,6	8,2	8,7	8,0	8,8
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 2,2		- 0,5		- 0,8

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

² L'exercice 1961 commencé le 1er janvier 1961 a été clôturé le 31 mars 1962.

³ Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

⁴ Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVI^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires	Divers 2
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances nettes sur le Fonds des Rentes	Créances sur les autres pouvoirs publics	Total	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires			
		Dépôts 1 en francs belges	Dépôts en devises													(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)		
1955 Septembre	187,4	22,2	2,0	0,1	211,7	52,4	120,9	1,4	4,1	126,4	41,4	49,5	- 3,5	+ 1,3	- 6,3
1955 Décembre	192,6	23,4	2,4	0,1	218,5	54,7	122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,1
1956 Mars	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
1956 Juin	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
1956 Septembre	195,9	23,6	2,6	0,1	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
1956 Décembre	198,3	22,3	3,2	...	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,1
1957 Mars	198,2	23,3	3,3	...	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
1957 Juin	201,9	21,9	3,3	...	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
1957 Septembre	194,4	22,1	3,9	...	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
1958 Juin	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
1958 Septembre 4	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
1958 Décembre	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
1959 Juin	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
1959 Septembre	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
1959 Décembre	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
1960 Juin	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
1960 Septembre	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
1960 Décembre	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5	75,0	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,2
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
1961 Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
1961 Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
1961 Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
1962 Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; « Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(milliards de francs)

Actif

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	31 mars 1962	31 mai 1962	30 juin 1962	31 juillet 1962	31 août 1962	30 sept. 1962	31 mars 1962	30 juin 1962	31 mars 1962	30 juin 1962	31 mars 1962	30 juin 1962
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>												
1. Or	64,9	65,9	66,8	66,8	67,1	67,1	—	—	—	—	64,9	66,8
2. Participation au F.M.I.	7,2	6,5	7,5	6,7	6,7	6,7	—	—	—	—	7,2	7,5
3. Actions et obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	1,3	1,2	1,4	1,3
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,3	1,0	2,3	3,5	0,8	0,8	0,4	0,2	2,2	2,2	2,9	4,7
5. Créance sur l'U.E.P. 2	0,4	0,8	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	0,4	0,3
6. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	18,2	15,9	13,4	14,8	14,2	14,3	—	—	16,0	15,7	34,2	29,1
b) autres 3 .....	...	...	...	0,1	...	0,1	—	—	2,2	2,5	2,2	2,5
7. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	0,4	—
Total des créances sur l'étranger .	91,1	89,7	90,4	92,3	88,7	89,4	0,4	0,2	22,0	21,2	113,5	111,8
dont : à vue 4	83,5	82,1	80,5	82,0	81,6	81,7	—	—	13,3	12,9	96,8	93,4
autres 5	7,6	7,6	9,9	10,3	7,1	7,7	0,4	0,2	8,7	8,3	16,7	18,4
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>												
1. Pièces et billets	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	...	0,1	2,2	2,3	2,8	2,9
2. Autres :												
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	...	...	2,5	0,1	2,5	0,1
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,8	1,0	0,8	1,0
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	3,4	3,2	3,4	3,2
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>												
1. Sur l'Etat :												
a) à un an au plus	6,4	7,5	8,1	7,2	10,0	9,9	34,9	36,6	39,0	39,4	80,3	84,1
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	5,2	5,2	22,9	23,6	30,4	31,1
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	—	—	2,6	2,6	36,6	36,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :												
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	2,6	2,5	—	—	2,6	2,5
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,6	1,6	2,0	2,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	1,0	1,0	1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :												
a) acceptations .....	...	...	...	...	...	...	0,2	0,5	3,7	4,1	3,9	4,6
b) effets commerciaux	2,0	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7	...	0,2	25,1	25,4	27,1	27,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	0,6	0,6	30,0	31,1	30,6	31,7
d) obligations :												
— généralement accessibles au public .....	...	...	...	0,1	0,1	0,1	—	—	2,4	2,9	2,4	2,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	0,9	0,9	0,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :												
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	0,4	...	—	—	...	...	...	...
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public .....	...	...	...	...	...	...	—	—	7,8	8,3	7,6	8,3
— autres	—	—	—	—	—	—	0,2	0,1	0,8	0,7	0,8	0,8
D. Autres	27,0	25,3	23,6	24,3	23,9	22,5	4,8	4,6	33,3	38,2	65,1	66,4
TOTAL DE L'ACTIF ...	163,6	161,3	160,8	162,4	161,6	160,5	49,1	50,8	201,8	207,6	414,5	419,2

1 Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (actifs financés par un recours aux organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des actifs recensés sur les passifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

3 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

4 B.N.B. : total des rubriques A1, 5 et 6.

5 B.N.B. : total des rubriques A2, 3 et 4.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(milliards de francs)

Passif

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	31 mars 1962	31 mai 1962	30 juin 1962	31 juillet 1962	31 août 1962	30 sept. 1962	31 mars 1962	30 juin 1962	31 mars 1962	30 juin 1962	31 mars 1962	30 juin 1962
A. Engagements envers l'étranger :												
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	...	...	...	...	...	...	—	—	15,5	16,4	15,5	16,4
b) autres 2	0,4	0,4	0,6	0,5	0,6	0,6	2,0	2,0	10,9	11,1	13,3	13,7
4. Ajustement statistique	—	—	—	—	—	—	—	—	-0,1	-0,9	-0,1	-0,9
Total des engagements envers l'étranger	0,6	0,6	0,8	0,7	0,8	0,8	2,0	2,0	26,3	26,6	28,9	29,4
dont : à vue	0,6	0,6	0,8	0,7	0,8	0,8	2,0	2,0	23,8	24,1	26,4	26,9
autres	—	—	—	—	—	—	—	—	2,5	2,5	2,5	2,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :												
1. Pièces et billets 3	2,3	2,6	2,4	2,7	2,3	2,3p	0,5	0,5	—	—	2,8	2,9
2. Autres :												
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts	2,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1p	0,8	1,0	3,4	3,1	6,7	4,2
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :												
1. Monnaie fiduciaire 4	125,5	127,3	129,7	130,5	130,8	131,0p	5,5	5,6	—	—	131,0	135,3
2. Monnaie scripturale :												
a) détenue par les entreprises et particuliers 5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4p	29,3	30,6	66,1	68,3	95,8	99,3
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	9,6	10,4	—	—	9,6	10,4
3. Liquidités quasi monétaires :												
a) détenues par les entreprises et particuliers :												
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	30,6	30,5	30,6	30,5
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	16,9	17,4	16,9	17,4
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	8,2	7,9	8,2	7,9
b) détenues par le Trésor	0,1	...	...	...	...	...	—	—	—	—	0,1	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1	9,8	9,1	9,8
5. Autres :												
a) envers le Fonds des Rentes 6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paratétaires de crédit	—	—	—	—	—	—	0,2	—	1,1	0,2	1,3	0,2
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	32,2	30,3	27,4	28,0	27,2	25,9p	1,2	0,7	40,1	43,8	73,5	71,9
TOTAL DU PASSIF ...	163,6	161,3	160,8	162,4	161,6	160,5	49,1	50,8	201,8	207,6	414,5	419,2

1 Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passif à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passif à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (passif envers les organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des passifs recensés sur les actifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

2 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

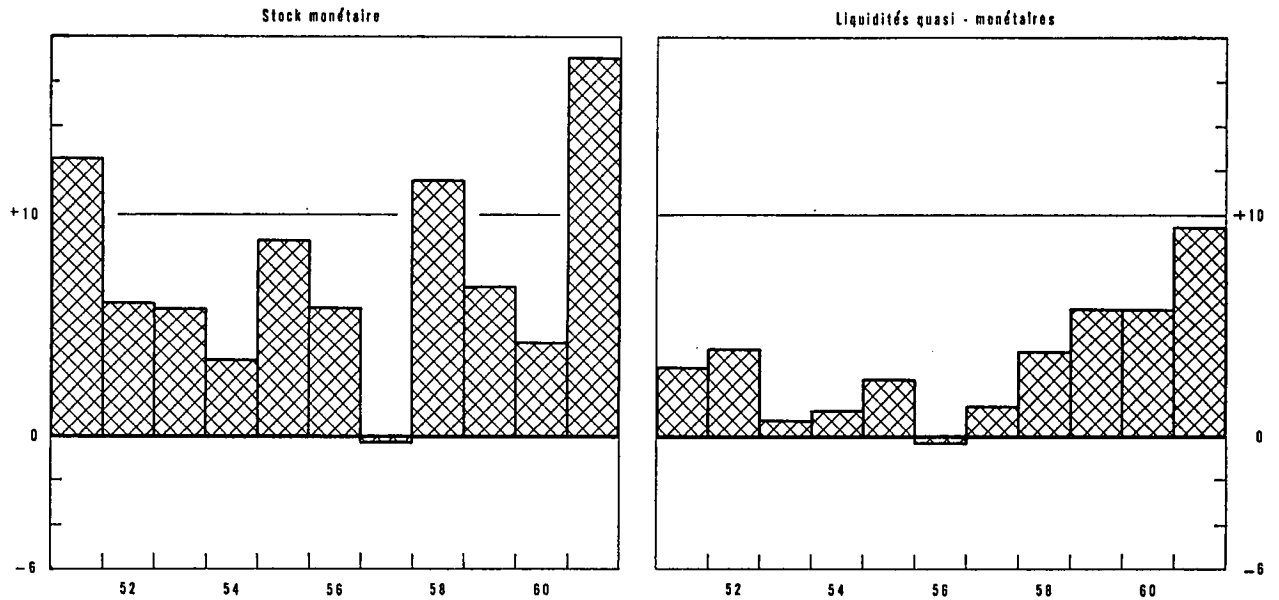
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paratétaires, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C. 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paratétaires, sauf ceux de certains paratétaires administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

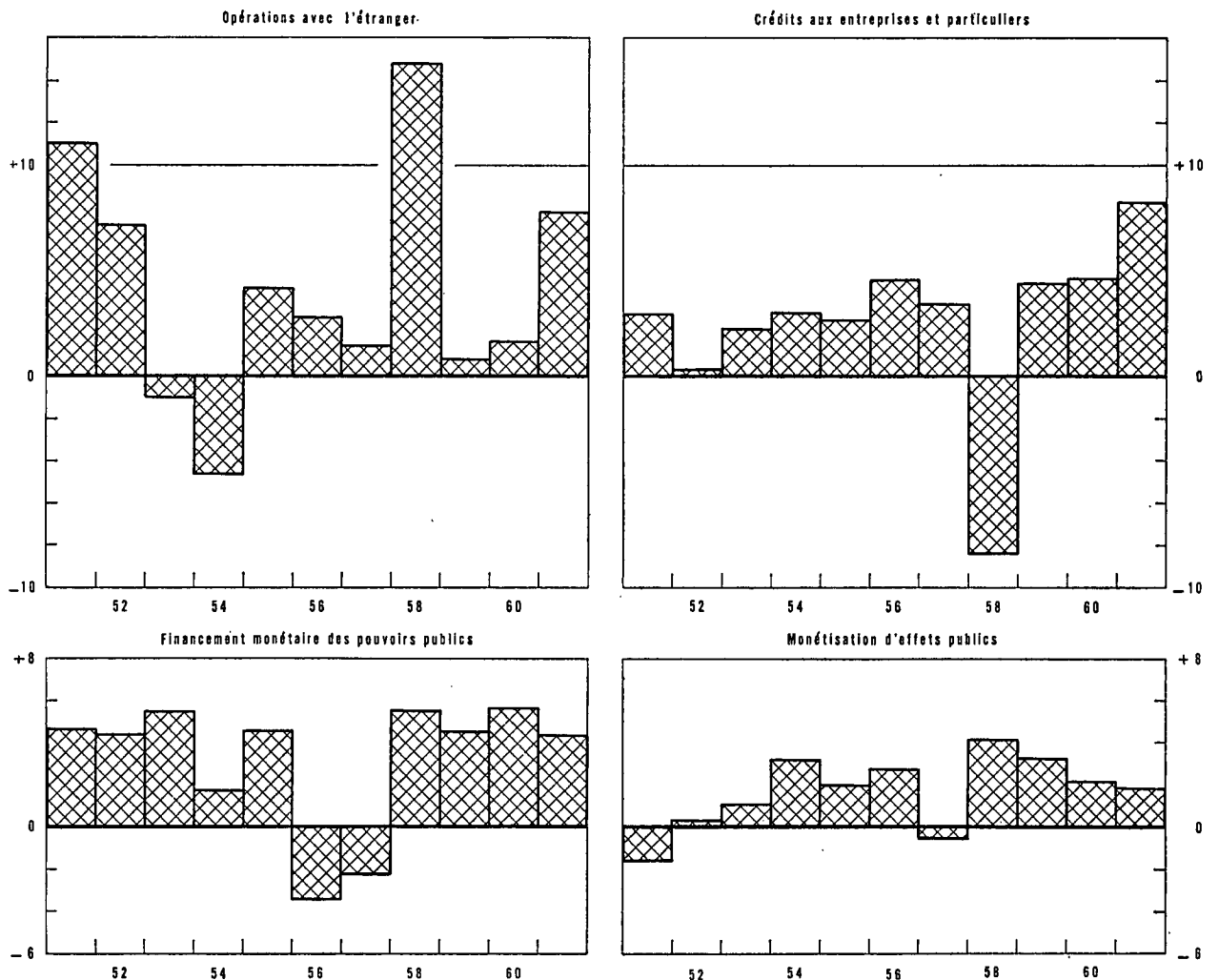
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics) (4)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers résidant en Belgique (10)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (11)	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Divers (18)
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics (7)	achats sur le marché par les organismes monétaires (8)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (9)				
					par cession de titres de la dette (5)	par cession nette de devises (6)							
1956 1 ^{er} trimestre	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 ^e trimestre	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	...	- 1,2
4 ^e trimestre	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	...	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 ^e trimestre	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1	- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 ^{er} trimestre	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 ^e trimestre	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 ^e trimestre	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 ^e trimestre	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+ 11,5	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 ^{er} trimestre	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 ^e trimestre	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 ^e trimestre	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	...	- 1,0
4 ^e trimestre	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+ 12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 1,4	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	...
1960 1 ^{er} trimestre	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,7	- 0,7
2 ^e trimestre	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 ^e trimestre	- 5,7	+ 2,4	- 2,4 ¹	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,8	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 2,5
4 ^e trimestre	+ 6,3	+ 0,1	+ 6,1 ¹	+ 1,9	- 5,2	+ 5,3	+ 1,2	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 4,1	+ 5,8	+ 10,5 ¹	+ 1,9	+ 3,0	+ 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	+ 0,2	- 3,5
1961 1 ^{er} trimestre	+ 2,2	+ 3,4	+ 5,4 ¹	- 1,9	+ 5,3	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,9
2 ^e trimestre	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 5,9	- 6,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 ^e trimestre	+ 1,8	+ 3,6	+ 5,3 ¹	+ 4,3	+ 3,6	- 1,3	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 ^e trimestre	+ 8,9	+ 1,9	+ 10,6 ¹	+ 5,3	- 6,2	+ 0,9	+ 2,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,5
Total ...	+ 17,0	+ 9,3	+ 25,8 ¹	+ 7,8	+ 8,6	- 6,3	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,5	+ 2,1
1962 1 ^{er} trimestre	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 3,8	- 1,2	+ 2,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,5	- 0,5	- 0,3	- 1,1
2 ^e trimestre	+ 8,7	+ 0,1	+ 8,8	+ 1,7	+ 4,0	- 3,8	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,4	+ 2,4

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Au 8^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 8^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4^e trimestre de 1960 et au 1^{er}, 3^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été éliminées des variations du total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent à la colonne (8) du présent tableau; par contre, elles n'ont pu être éliminées des variations du stock monétaire [col. (1)] ni de celles des liquidités quasi monétaires [col. (2)], car on ignore dans quelle mesure les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus, d'une part, à plus d'un mois d'autre part.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ²	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ²	avoirs en C.C.P. ²	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ²				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (8) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1952 Juin	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,8
1958 Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ³	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,8	124,1	126,8	7,3 ⁵	0,7	26,9	58,7 ⁴	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7	90,4	98,9	226,8	56,4
1961 Août	5,9	124,8	127,8	7,7	0,4	26,2	62,2	88,8	96,5	224,3	57,0
Septembre	5,9	125,9	129,2	9,7	0,4	27,0	62,3 ⁴	89,7	99,4	228,6	56,5
Octobre	5,9	125,9	128,9	8,4	0,4	27,8	62,8 ⁴	91,0	99,4	228,3	56,5
Novembre	5,9	125,6	128,7	8,3	0,4	27,2	64,7	92,3	100,6	229,3	56,1
Décembre	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Janvier	6,0	125,7	128,8	7,9	0,5	29,0	64,9	94,4	102,3	231,1	55,7
Février	6,0	126,8	129,8	8,1	0,5	28,8	64,5	93,8	101,9	231,7	56,0
Mars	6,0	127,9	131,0	9,5	0,4	27,8	67,6	95,8	105,3	236,3	55,4
Avril	6,0	129,5	132,5	7,7	0,4	29,3	66,6	96,3	104,0	236,5	56,0
Mai	6,0	130,0	132,9	8,9	0,4	29,0	69,1	98,5	107,4	240,3	55,8
Juin	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Juillet	6,1	133,2	136,2	9,8	0,4	30,5	67,6	98,5	108,3	244,5	55,7
Août	6,1	133,2	136,5	8,7	0,4	29,0	67,5	96,9	105,6	242,1	56,4

¹ Y compris les organismes paraétatiques administratifs.

² Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

³ Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4.)

⁴ En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en novembre, d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en février, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en octobre 1961. Dans une mesure qui n'est pas connue avec précision, mais qui est sans doute importante, les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus. Au cours de chacun des mois d'août-septembre 1960, de novembre 1960 à février 1961 et septembre-octobre 1961, la différence entre le chiffre de la colonne (7) du présent tableau et celui du mois précédent est donc influencée par des facteurs purement comptables.

⁵ Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements [col. (11)] 5 (10)	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6 (11)
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) - (7) - (8)	(11)		
1952 Année	51,6	- 1,2	50,4	+ 1,1	+ 2,8	+ 3,9	- 3,2	...	+ 7,1	- 0,5	+ 3,4
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 ^{er} trimestre	59,2	- 1,7	57,5	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 ^e trimestre	59,8	- 1,3	58,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 ^e trimestre	59,6	- 3,2	56,4	- 0,2	- 1,7	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 ^e trimestre	57,8	- 3,8	54,0	- 1,8	- 0,5	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
				+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 ^{er} trimestre	54,3	- 3,9	50,4	- 3,5	+ 0,2	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 ^e trimestre	54,1	- 2,6	51,5	- 0,2	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 ^e trimestre	52,5	- 3,2	49,3	- 1,6	- 0,5	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	+ 1,7
4 ^e trimestre	58,4	- 2,3	56,1	+ 5,9	+ 0,3	+ 6,2	+ 1,1	...	+ 5,1	- 0,2	+ 6,0
				+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,3	+ 2,1
1958 1 ^{er} trimestre	60,9	- 0,7	60,2	+ 2,5	+ 1,8	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 ^e trimestre	67,5	- 1,3	66,2	+ 6,6	- 0,7	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 ^e trimestre	72,3	- 2,2	70,1	+ 4,8	- 1,2	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 ^e trimestre	75,5	- 3,4	72,1	+ 3,2	- 0,7	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
				+ 17,1	- 0,8	+ 16,3	+ 1,4	...	+ 14,9	- 0,4	+ 15,9
1959 1 ^{er} trimestre	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 ^e trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 ^e trimestre	74,7 ^{7 8}	- 3,5	71,2 ^{7 8}	- 1,6 ^{7 8}	+ 0,9	- 0,7 ^{7 8}	+ 0,3	- 0,7 ⁸	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 ^e trimestre	72,3 ⁷	- 1,6	70,7 ⁷	- 2,5 ⁷	+ 1,9	- 0,6 ⁷	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 ^{7 8}	+ 2,0	- 4,1 ^{7 8}	- 4,0	- 0,8 ⁸	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 ^{er} trimestre	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 ^e trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 ^e trimestre	69,7	- 2,5 ⁹	67,2 ⁹	- 6,6	+ 0,3 ⁹	- 6,3 ⁹	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 ^e trimestre	80,5	- 5,5 ⁹	75,0 ⁹	+ 10,8	- 3,4 ⁹	+ 7,4 ⁹	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,9	- 0,3	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,6 ⁹	+ 4,6 ⁹	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,9	+ 1,6	+ 6,2
1961 1 ^{er} trimestre	79,7	- 6,4 ⁹	73,3 ⁹	- 0,8	- 1,2 ⁹	- 2,0 ⁹	+ 0,2	- 0,3	- 1,9	+ 0,8	- 1,2
2 ^e trimestre	82,6	- 14,4	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,1	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	- 6,4
3 ^e trimestre	86,0	- 15,1 ⁹	70,9 ⁹	+ 3,4	- 0,4 ⁹	+ 3,0 ⁹	- 1,3	...	+ 4,3	- 0,8	+ 2,2
4 ^e trimestre	92,7	- 14,9 ⁹	77,8 ⁹	+ 6,7	- 0,4 ⁹	+ 6,3 ⁹	+ 0,9	+ 0,1	+ 5,3	- 0,3	+ 6,0
				+ 12,2	- 10,6 ⁹	+ 1,6 ⁹	- 6,3	+ 0,1	+ 7,8	- 1,0	+ 0,6
1962 1 ^{er} trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,5	+ 0,3	+ 3,8	...	+ 6,6
2 ^e trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,8	...	+ 1,7	- 0,4	- 2,5

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 8.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeois, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960 les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2^e trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1^{er} juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux » ou « financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3^e trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4^e trimestre de 1960, au 1^{er}, 2^e et 4^e trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir	—	2.492	1.994	—	—	2.986	360	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P.	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P.	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952)	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
PASSIF								
Billets en circulation	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
Trésor public } taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin.	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P.	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E.	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952)	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I.	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire	208	232	256	283	315	349	365	425
b) fonds de prévision	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.580	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 9 avril	1962 9 juillet	1961 9 octobre	1962 8 octobre	1961 6 novembre	1962 5 novembre
ACTIF									
Encaisse en or	56.693	58.525	62.424	65.904	66.754	58.697	67.035	61.114	67.061
Monnaies étrangères	4.407	12.605	20.432	17.885	14.078	20.246	14.704	20.552	14.028
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	7.846	6.311	6.802	4.786	6.670	4.148
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) U.E.P.	5.536	3.509	413	371	332	697	290	422	260
b) A.M.E. ....	...	...	...	10	40	...	35	...	...
c) F.M.I.	4.388	4.388	7.989	7.239	7.488	7.388	6.738	7.988	6.738
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	16.166	13.435	18.711	13.754	18.233	13.353
Effets de commerce	7.560	6.773	5.086	1.974	4.431	2.398	2.801	2.317	3.558
Avances sur nantissement	102	51	74	39	109	134	35	96	534
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :									
a) certificats du Trésor	8.215	6.040	6.515	5.690	8.815	8.090	8.765	8.190	9.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	524	436	567	411	562	392
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	2	1	1	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.627	2.568	2.627	2.562	2.627
Immeubles, matériel et mobilier	1.508	1.519	1.539	1.539	1.539	1.519	1.539	1.519	1.539
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.217	1.231	1.128	1.223	1.126	1.221
Divers	515	698	544	726	857	872	1.060	779	1.067
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.759	162.485	163.818	159.804	166.131	160.368
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.737	1.264	893	803	738	610
PASSIF									
Billets en circulation	118.325	124.091	129.078	128.023	133.468	125.802	133.429	125.880	134.306
Comptes courants :									
Trésor public { compte ordinaire ...	7	24	1	19	20	20	12	6	12
{ taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	25	25	25	25	13	24
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	377	307	475	305	1.003	349
Comptes courants divers	3.161	2.606	8.338	6.437	3.868	6.654	2.114	8.702	2.556
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) A.M.E.	344	249	200	146	94	134	133	165	211
b) autres accords	224	263	365	193	168	358	277	421	359
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	135.220	137.950	133.468	136.295	136.190	137.817
Monnaies étrangères et or à livrer	1.436	18.644	25.376	24.037	19.763	25.470	18.535	24.957	17.496
Caisse de Pensions du Personnel	1.032	1.075	1.168	1.217	1.231	1.128	1.223	1.126	1.221
Divers	767	938	1.007	658	914	1.183	1.124	1.289	1.207
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.227	2.227	2.169	2.227	2.169	2.227
Compte d'ordre :	128.531	150.916	168.594	163.759	162.485	163.818	159.804	166.131	160.368
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.737	1.264	893	803	738	610

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donné en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Rubriques	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 31 juillet	1962 31 juillet	1961 31 août	1962 31 août
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	6.031	5.972	5.933	7.533	3.410	3.443	3.299	3.065
Prêts au jour le jour	1.415	1.013	1.277	1.214	2.623	1.038	2.742	1.150
Banquiers	4.393	6.696	8.103	10.782	10.628	11.084	9.638	10.031
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.005	2.345	3.236	4.287	4.001	4.219	4.536	3.899
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.745	5.205	6.017	6.742	5.545	6.641	5.971	6.282
Portefeuille-effets	51.103	52.469	55.155	66.088	62.890	69.233	64.382	72.177
a) Portefeuille commercial ²	18.353	18.128	21.528	25.875	22.827	30.057	22.792	31.836
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	19.228	20.709	20.496	27.294	24.482	23.205	27.533	26.022
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	13.522	13.632	13.131	12.919	15.581	15.971	14.057	14.319
d) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	1.222	1.364	1.168	1.237	1.133	1.207	1.164	1.189
e) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	10.637	11.944	12.682	14.318	12.508	16.570	12.523	15.871
f) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	20.863	22.792	26.064	30.726	28.467	33.989	28.429	34.279
g) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	29.276	34.988	39.274	53.444	53.305	54.684	52.737	54.087
h) Valeurs de la réserve légale	340	366	401	429	425	468	425	468
i) Fonds publics belges	26.575	32.021	36.199	50.094	50.048	51.290	49.337	50.608
j) Fonds publics étrangers	67	231	275	473	459	303	540	322
k) Actions de banques	1.196	1.340	1.291	1.261	1.234	1.267	1.234	1.272
l) Autres titres	1.098	1.030	1.103	1.187	1.139	1.356	1.201	1.417
Divers	1.060	1.730	1.570	1.552	1.688	1.709	1.663	1.630
Capital non versé	6	7	7	9	7	9	7	8
Total disponible et réalisable ...	131.756	146.525	160.486	197.932	186.205	203.826	187.091	203.668
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	23	23	20	19	22	17	24	17
Immeubles	1.082	1.126	1.190	1.251	1.221	1.287	1.225	1.292
Participation dans les filiales immobil.	267	257	258	273	273	265	272	265
Créances sur filiales immobilières	355	350	345	278	307	310	310	314
Matériel et mobilier	136	140	153	166	163	190	165	194
Total de l'immobilisé ...	1.863	1.896	1.966	1.987	1.986	2.069	1.996	2.082
Total de l'actif ...	133.619	148.421	162.452	199.919	188.191	205.895	189.087	205.750
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	283	415	330	398	302	360	313	348
Emprunts au jour le jour	103	644	1.332	2.110	2.860	2.669	2.368	2.310
a) Garanties par des sûretés réelles	—	571	1.247	1.926	2.771	2.525	2.233	2.233
b) Non garant. par des sûr. réelles	—	73	85	124	89	144	85	77
Banquiers	8.186	8.568	14.208	28.067	28.362	21.660	27.065	20.942
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.770	2.398	3.165	3.911	3.263	3.113	3.885	3.138
Acceptations	10.637	11.945	12.683	14.319	12.508	16.571	12.524	15.871
Autres valeurs à payer à court terme	2.574	2.690	2.382	2.776	2.411	3.361	2.785	3.557
Créanciers pour effets à l'encaissement	788	889	990	967	1.074	1.053	1.135	926
Dépôts et comptes courants	89.494	99.256	103.790	121.118	111.565	129.097	113.282	130.028
a) A vue	57.215	62.077	61.080	66.746	63.114	67.705	63.356	67.656
b) A un mois au plus	3.540	3.319	4.873	6.112	5.419	6.187	5.485	6.598
c) A plus d'un mois	12.223	14.800	19.200	27.902	23.950	32.933	25.072	33.015
d) A plus d'un an	1.281	1.495	956	1.529	1.061	2.137	1.198	2.161
e) A plus de deux ans	2.023	2.097	1.975	2.495	2.165	2.377	2.234	2.428
f) Carnets de dépôts	11.448	13.730	14.115	14.613	14.151	15.918	14.212	16.277
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.764	1.738	1.591	1.721	1.705	1.840	1.725	1.893
Obligations et bons de caisse	6.607	6.891	7.573	8.619	8.296	9.996	8.376	10.165
Montants à libérer sur titres et partic.	641	664	635	615	610	610	646	610
Divers	3.589	4.451	4.940	6.007	6.134	5.665	5.868	5.738
Total de l'exigible ...	124.672	138.811	152.028	188.907	177.385	194.155	178.247	193.633
C. Non exigible :								
Capital	5.202	5.746	6.201	6.520	6.351	6.912	6.391	7.274
Fonds indispos. par prime d'émission ...	193	283	284	292	286	305	286	430
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	343	369	406	428	425	467	425	467
Réserve disponible	3.103	3.106	3.363	3.652	3.640	3.929	3.634	3.817
Provisions	106	106	170	120	104	127	104	129
Total du non exigible ...	8.947	9.610	10.424	11.012	10.806	11.740	10.840	12.117
Total du passif ...	133.619	148.421	162.452	199.919	188.191	205.895	189.087	205.750

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parasatiques (millions de francs)

1958 31 décembre	5.555	1960 31 décembre	6.547	1961 31 juillet	6.586	1962 31 juillet	5.700
1959 31 décembre	6.835	1961 31 décembre	6.999	1961 31 août	6.414	1962 31 août	5.725

XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

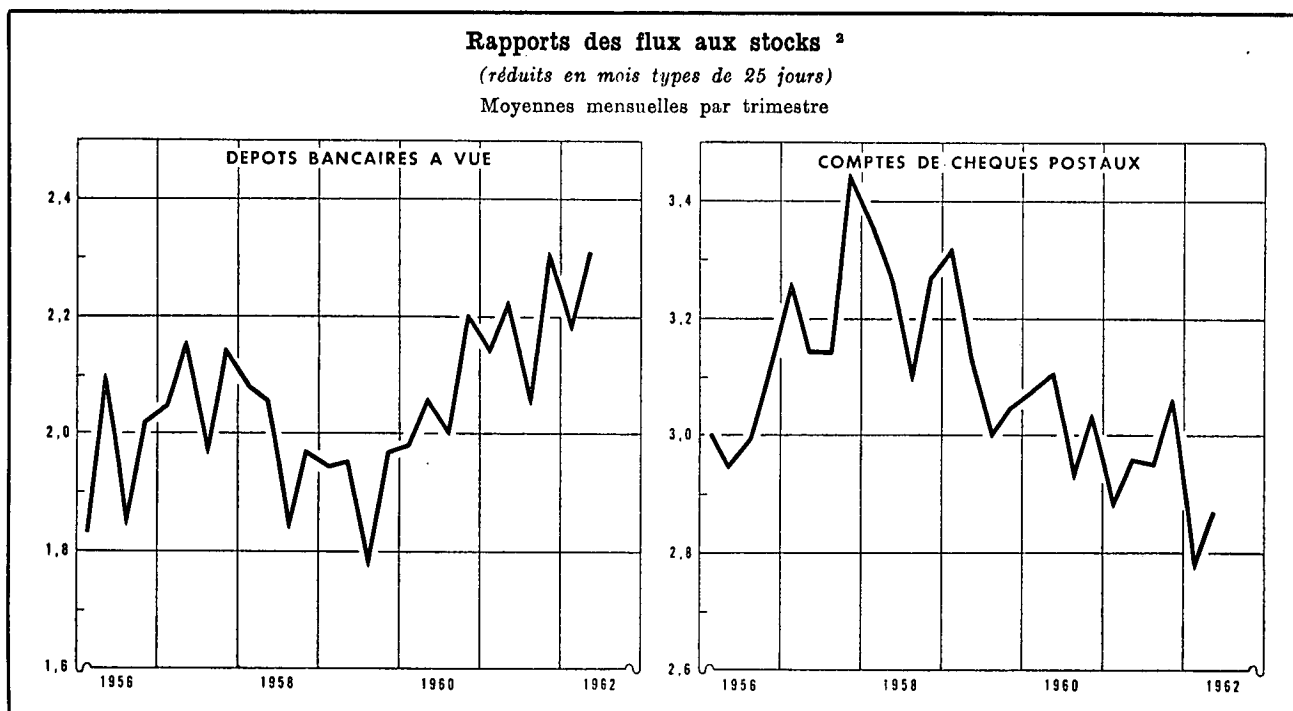
Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières)	(moyennes mensuelles ou mois)				(milliards de francs)		
1953	664	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92
1954	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1961 1 ^{er} trimestre	861	41,7	29,6	44,1	111,6	47,1	111,6	314,5	92
2 ^e trimestre	866	40,3	29,5	45,1	108,2	44,8	108,2	306,2	92
3 ^e trimestre	874	39,7	28,7	46,4	111,0	46,4	111,0	316,1	92
4 ^e trimestre	882	39,7	29,1	47,4	114,2	45,8	114,2	321,5	92
1962 1 ^{er} trimestre	887	42,7	31,5	46,6	114,9	47,4	114,9	323,7	92
2 ^e trimestre	891	43,4	32,1	49,3	115,5	48,6	115,5	328,8	92
3 ^e trimestre	900	43,4	31,8	48,4	114,8	48,8	114,8	326,7	92
1961 Septembre	874	37,6	28,3	44,1	104,4	41,6	104,4	294,5	92
Octobre	878	40,0	28,6	46,6	115,7	48,1	115,7	326,0	92
Novembre	881	38,7	28,9	44,5	109,5	44,2	109,5	307,7	93
Décembre	882	40,4	29,7	51,2	117,3	45,0	117,3	330,7	92
1962 Janvier	884	44,8	31,2	49,0	122,2	51,4	122,2	344,7	92
Février	886	41,9	31,6	44,7	109,9	45,6	109,9	310,2	93
Mars	887	41,5	31,6	46,1	112,5	45,3	112,5	316,3	92
Avril	888	43,9	32,3	48,3	112,3	49,3	112,3	322,2	92
Mai	890	42,7	31,7	49,8	118,4	48,9	118,4	335,5	92
Juin	891	43,6	32,2	49,7	115,7	47,7	115,7	328,8	92
Juillet	893	47,8	32,3	57,2	134,1	58,8	134,1	384,1	93
Août	896	41,5	31,6	44,3	108,5	46,2	108,5	307,6	92
Septembre	900	40,8	31,5	43,8	101,7	41,3	101,7	288,5	92

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués. Depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴	Total	réduit en mois types de 25 jours ⁵		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs en C.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1953	61,2	63,4	124,6	1,70	1,69	2,95
1954	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1961 1 ^{er} trimestre	101,0	90,4	191,4	2,17	2,14	2,87
2 ^e trimestre	110,5	94,4	204,9	2,19	2,22	2,96
3 ^e trimestre	100,8	91,0	191,8	2,11	2,06	2,95
4 ^e trimestre	115,2	96,1	211,3	2,29	2,30	3,06
1962 1 ^{er} trimestre	110,1	94,6	204,7	2,24	2,18	2,78
2 ^e trimestre	123,4	99,2	222,6	2,28	2,31	2,87
3 ^e trimestre	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
1961 Septembre	96,4	86,1	182,5	2,05	1,97	2,81
Octobre	111,0	92,4	203,4	2,35	2,26	2,97
Novembre	114,3	97,4	211,7	2,19	2,29	3,17
Décembre	120,5	98,4	218,9	2,34	2,34	3,04
1962 Janvier	116,3	95,5	211,8	2,37	2,28	2,80
Février	109,2	98,4	207,6	2,10	2,19	2,92
Mars	104,7	89,9	194,6	2,25	2,08	2,61
Avril	121,5	100,6	222,1	2,27	2,36	2,88
Mai	126,9	100,3	227,2	2,36	2,36	2,97
Juin	121,7	96,8	218,5	2,22	2,22	2,75
Juillet	124,0	105,2	229,2	2,30	2,30	2,97
Août	106,2	100,5	206,7	2,09	2,01	2,99
Septembre	106,8	88,3	195,1	1,98	1,98	2,57

¹ Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

⁵ De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

N. B. — Méthodes d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B.* — *Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées ¹	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse ²
1952	4.112	—	—	—	—	—	2.350	1.000	10	344
1953	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957	4.112	1.242	—	...	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	...	4.608	72	—	...	...
1960 Janvier	4.908	5	1.200	719	1.922	5.421	...	—	...	...
Février	5.030	37	100	1.476	2.413	5.760	...	—	...	...
Mars	4.767	85	...	2.683	1.910	6.147	...	—	...	...
Avril	4.992	64	1.200	3.925	1.239	8.099	...	—	...	...
Mai	5.105	228	...	3.545	2.640	8.163	...	—	...	...
Juin	5.085	201	100	2.862	2.644	7.508	...	—	...	...
Juillet	5.995	70	...	1.188	2.237	5.933	...	—	...	...
Août	5.936	6	450	3	1.211	4.242	...	—	...	...
Septembre ...	6.075	89	1.000	...	103	3.896	...	—	...	...
Octobre	6.097	11	600	75	1.332	4.773	...	—	...	...
Novembre ...	6.366	...	400	1.312	1.383	6.165	...	—	...	...
Décembre	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961 Janvier	6.617	20	1.200	750	1.802	6.966	...	—	...	...
Février	6.434	90	...	2.917	1.932	7.932	...	—	...	...
Mars	5.978	10	825	1.644	3.273	8.401	...	—	...	...
Avril	6.104	18	1.875	1.086	3.569	9.266	...	—	...	...
Mai	6.054	25	2.525	2.150	2.685	10.042	...	—	...	...
Juin	6.394	78	825	1.916	4.239	10.043	...	—	...	...
Juillet	6.288	9	100	3.131	3.272	9.442	...	—	...	...
Août	6.371	...	...	4.377	3.410	10.800	...	—	...	...
Septembre ...	6.448	...	...	6.391	2.267	11.701	...	—	...	...
Octobre	6.599	166	150	6.876	2.030	12.511	...	—	...	...
Novembre ...	6.613	...	150	8.004	2.169	13.605	...	—	...	...
Décembre	6.892	1.086	...	3.200	3.069	10.996	...	—	...	...

¹ Y compris les opérations à réméré.

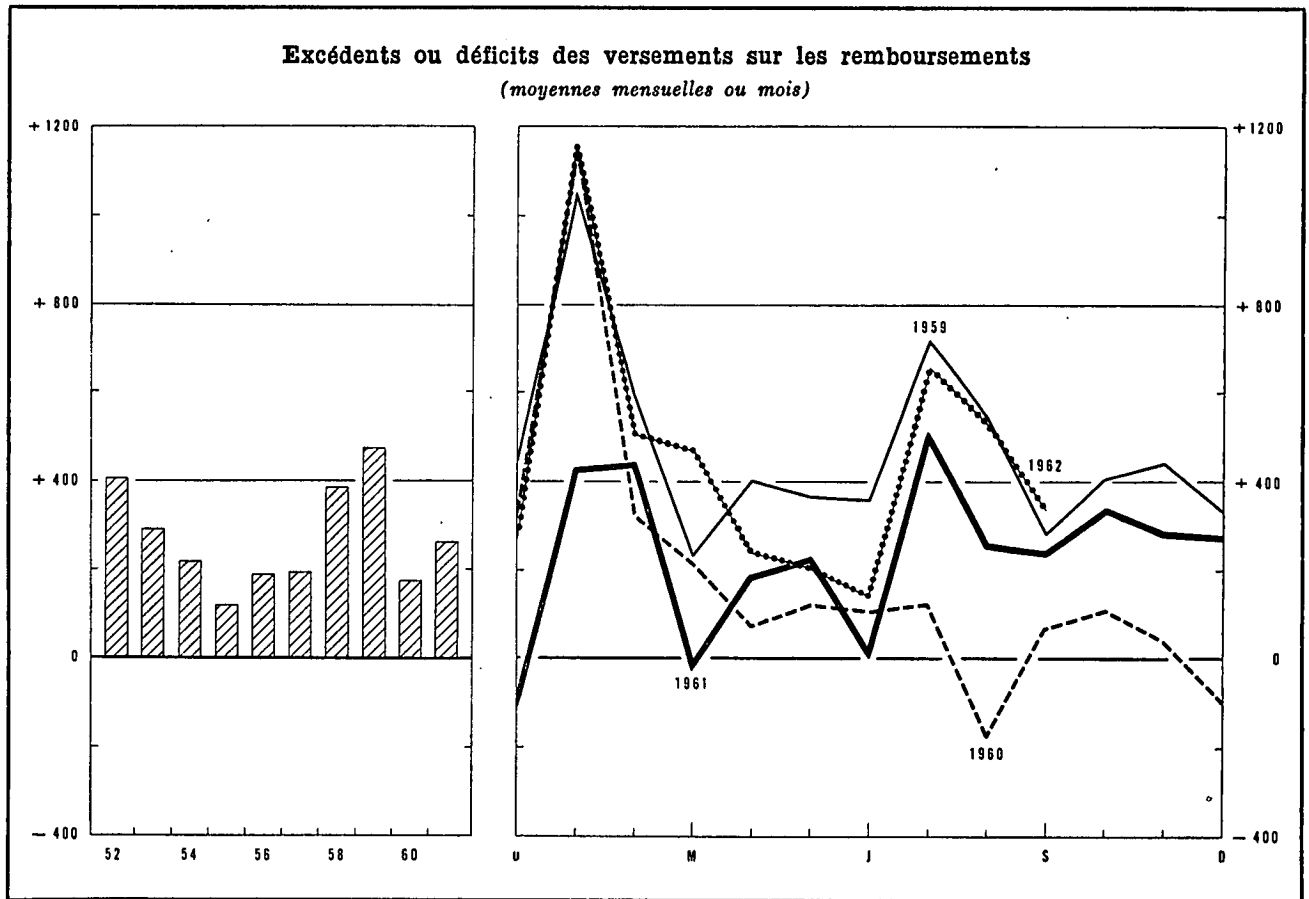
² Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
1952	12.958		8.127		4.831		40.748 ¹	
1953	13.204		9.684		3.520		45.493 ¹	
1954	13.383		10.764		2.619		49.459 ¹	
1955	13.624		12.176		1.448		52.354 ¹	
1956	14.518		12.295		2.223		56.132 ¹	
1957	16.783		14.455		2.328		60.144 ¹	
1958	18.912		14.316		4.596		66.700 ¹	
1959	21.939		16.232		5.707		74.442 ¹	
1960	21.840		19.786		2.054		78.887 ¹	
1961	22.799		19.585		3.214		84.633 ¹	
Janvier	1.994	2.616	1.561	1.458	433	1.158	79.920	85.791
Février	1.953	1.965	1.511	1.456	442	509	79.762	86.300
Mars	1.862	2.193	1.879	1.725	- 17	468	79.745	86.768
Avril	1.868	p 1.955	1.679	p 1.711	189	p 244	79.934	p 87.012
Mai	1.911	p 2.005	1.680	p 1.792	231	p 213	80.165	p 87.225
Juin	1.928	p 2.071	1.917	p 1.900	11	p 171	80.176	p 87.395
Juillet	2.120	p 2.359	1.614	p 1.680	506	p 679	80.682	p 88.074
Août	1.758	p 2.092	1.499	p 1.556	259	p 536	80.941	p 88.610
Septembre	1.797	p 1.971	1.546	p 1.632	251	p 339	81.192	p 88.949
Octobre	1.949	p 2.148	1.598	p 1.817	351	p 331	81.543	p 89.280
Novembre	1.680		1.392		288		81.831	
Décembre	1.979		1.709		270		84.633 ¹	

¹ Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Disponible ¹	0,2	0,2	0,5	0,3	0,3	0,2
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique	5,3	6,5	7,6	7,7	9,1	10,8
Avances à l'industrie	—	—	—	2,0	3,3	5,2
Crédit d'exportation	—	—	—	...	0,2	0,4
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires	0,1	0,2	0,4	1,6	1,7	2,4
Certificats de Trésorerie	2,7	1,8	1,5	5,2	4,3	2,0
Prêts au jour le jour	1,1	1,0	1,3	0,8	1,1	0,8
Total des placements provisoires ...	9,2	9,5	10,8	17,3	19,7	21,6
Placements définitifs :						
Rentes belges directes	17,9	18,4	18,4	17,3	19,7	20,0
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,8	12,1	13,6	15,4	16,5	17,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7
Obligations de sociétés belges	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2	1,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	2,4	2,7	2,8	2,9	3,3	3,8
Crédit agricole	3,0	3,3	3,4	3,4	3,5	3,6
Avances à la Société nationale du Logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2
Total des placements définitifs ...	53,1	57,9	60,8	62,8	68,2	71,0

PASSIF

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets ² :						
Particuliers	52,2	55,9	60,0	66,5	74,3	78,7
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres	4,2	4,8	4,6	4,9	3,8	3,7
Dépôts pour timbres-retraite	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total des dépôts sur livrets ...	56,8	61,1	65,0	71,8	78,5	82,8
Dépôts en comptes courants ²	1,9	1,9	1,9	3,5	3,7	3,0
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds de réserve	5,0	5,6	6,2	6,7	7,3	7,9

¹ Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des chèques Postaux.

² Comprennent les intérêts capitalisés.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite *
(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	6,4	6,3	7,2	7,5	7,7	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	7,8	8,8	9,1	10,1	11,0	11,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1
Obligations de sociétés belges	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1
Prêts hypothécaires	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	17,7	18,4	19,5	20,5	21,5	21,5
PASSIF						
Fonds des Rentes ¹	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0	21,9
Réserves mathématiques ²	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total ...	18,8	19,0	19,9	20,9	22,0	21,9

* La C.G.E.R. publie séparément :

- a) *Depuis 1957* :
- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie.
 - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
 - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation.
 - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.
- b) *Depuis 1958* : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) *Depuis 1960* : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 », conçue également selon le principe de la capitalisation.
- 1 Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- 2 Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de service des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie ¹
(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
ACTIF						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes	1,5	1,8	2,0	1,9	2,2	3,0
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	0,5	0,5	0,7	1,1	1,3	2,0
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	2,9	3,3	3,6	4,0	4,5	6,0
PASSIF						
Réserves mathématiques et provisions	2,2	2,5	2,7	2,9	3,2	4,6 ¹
Fonds de réserve	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4	1,5

¹ Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

XIV - 6. — OAISSSES D'EPARGNE PRIVEES

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1960 2 ^e trimest.	19,4	5,3	4,6	29,3	2,3	16,8	0,4	19,5	6,1	0,3	0,1	0,4	0,3	5,3	12,5	32,0
1960 3 ^e trimest.	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8
1960 4 ^e trimest.	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 1 ^{er} trimest.	20,9	5,8	4,9	31,6	2,4	18,3	0,4	21,1	6,2	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,4	34,5
1961 2 ^e trimest.	21,4	5,9	5,1	32,4	2,3	19,0	0,5	21,8	6,5	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,7	35,5
1961 3 ^e trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
1961 4 ^e trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 ^{er} trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,3	38,9
1962 2 ^e trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5												

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
ACTIF						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 ^o garantis par l'Etat	3,7	5,0	6,7	8,6	9,8	10,5
2 ^o garantis par banques et sociétés financières ...	4,2	4,4	5,1	5,5	6,2	6,7
3 ^o autres que ceux visés sub 1 ^o et 2 ^o 1	5,3	5,8	7,1	7,8	10,5	13,1
Crédits de restauration (dommages de guerre, et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 ^{er} octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956)	2,0	2,0	1,9	2,0	1,8	1,7
Crédits commerciaux à moyen terme	1,4	1,1	1,0	0,8	0,8	1,3
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9	1,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat 2	2,3	2,2	2,4	2,5	2,7	2,7
PASSIF						
Obligations	14,6	17,2	21,4	24,9	30,1	35,9
Bons de caisse	3,6	3,3	4,1	5,7	6,3	6,9
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,5	0,7	0,8	1,1	1,2

1 Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

2 Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes (14)
	Solde disponible au début de la période (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période (1) + (5) - (8) = (9)	à fin de période	créditeurs (12)			débiteurs (13)		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces (4)	Total (2) + (3) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires (7)	Total (6) + (7) = (8)								
	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat (3)													
1952	1.326	2.539		2.352	4.891	280	4.716	4.996	1.221	18.261	873	1.961	402	12.522	
1953	1.221	2.565		2.418	4.983	136	4.748	4.884	1.320	20.049	1.160	1.966	406	13.230	
1954	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518	
1955	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1960 Octobre	2.706	694	34	120	513	40	537	577	2.642		4.257	1.609	996	1.896	
Novembre	2.642	359	40	104	582	30	503	533	2.691		4.069	1.491	938	1.330	
Décembre	2.691	438	55	153	459	63	497	560	2.590	41.756	4.398	1.650	892	1.671	
1961 Janvier	2.590	251	89	272	946	110	511	621	2.915		4.426	1.050	1.899	3.090	
Février	2.915	712	65	202	979	159	711	870	3.024		4.139	1.631	1.415	1.889	
Mars	3.024	515	168	199	882	81	764	845	3.061		4.237	1.437	1.405	1.761	
Avril	3.061	398	52	110	560	36	420	456	3.165		4.427	1.160	1.638	1.788	
Mai	3.165	324	46	135	505	35	590	625	3.045		4.382	1.580	1.242	1.467	
Juin	3.045	446	63	145	654	46	576	622	3.077		5.396	1.370	1.523	1.342	
Juillet	3.077	654	132	88	874	256	471	727	3.224		5.725	880	2.596	2.581	
Août	3.224	481	155	91	727	110	665	775	3.176		5.526	1.535	1.751	1.500	
Septembre	3.176	500	100	173	773	56	557	613	3.336		5.456	1.888	1.206	1.537	
Octobre	3.336	627	153	178	958	59	781	840	3.454		5.268	1.758	1.182	1.982	
Novembre	3.454	443	94	132	669	28	659	687	3.436		5.553	2.026	1.036	1.363	
Décembre	3.436	497	145	133	775	35	723	758	3.453	46.849	5.231	1.737	1.341	1.617	
1962 Janvier	3.453	438	65	74	577	33	610	643	3.387		5.437	1.172	1.988	3.177	
Février	3.387	254	110	106	470	24	493	517	3.340		6.096	1.204	1.829	1.697	
Mars	3.340	448	129	122	699	33	681	714	3.325		6.275	1.614	1.796	2.488	
Avril	3.325	282	86	105	473	28	426	454	3.344		6.417	1.267	1.934	2.026	
Mai	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.368		6.968	1.729	1.491	1.593	
Juin	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801	
Juillet	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837		6.798	1.404	2.158	3.202	
Août	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991		6.536	1.334	2.368	1.458	
Septembre	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844		6.855	1.188	2.543	1.460	
Octobre	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846		6.682	1.067	3.234	2.338	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques, Service des Assurances.

	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	1,0	1,4	1,7	2,3	2,6	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4
Prêts hypothécaires	6,2	7,1	7,8	9,0	10,5	1,6	1,8	2,0	2,3	2,7
Prêts sur police	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	2,5	2,9	3,5	4,8	5,3	2,4	2,8	3,1	3,2	3,4
Valeurs étrangères	0,5	0,5	0,8	1,3	1,9	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4
Titres garantis par le Congo	0,2	0,2	0,4	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit	2,2	2,6	3,1	4,2	4,2	0,3	0,4	0,4	0,7	0,7
Titres des autres organismes										
parastataux	1,0	1,0	1,2	1,4	1,4	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes	1,6	1,7	1,7	1,4	1,7	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	6,0	6,4	7,2	7,2	7,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,5	1,7	2,1	2,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Total des valeurs mobilières ...	16,3	17,8	19,6	22,5	38,5	5,2	5,9	6,5	6,7	11,8

PASSIF

Cautionnements déposés	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques ¹ ...	24,4	27,0	31,0	35,3	38,7	8,2	9,0	9,8	10,7	11,6

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur Belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1953	1,47
1954	1,65
1955	1,67
1956	1,80
1957	1,78
1958	1,77
1959	2,13
1960	2,50
1961	2,78
1961 1 ^{er} trimestre .	2,65
2 ^e trimestre .	2,84
3 ^e trimestre .	2,75
4 ^e trimestre .	2,89
1962 1 ^{er} trimestre .	2,67
2 ^e trimestre .	2,88
3 ^e trimestre .	3,13

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ¼ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la O.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Epargne-dépôts¹ :									
Caisses d'épargne	8,2	6,4	5,5	5,1	6,3	5,6	10,9	10,4	6,0
Banques	2,4	2,8	3,0	2,2	-0,7	1,1	4,6	5,1	4,0
Institutions parastatales de crédit ..	0,4	0,7	0,3	-0,2	0,3	-0,5	2,2	0,3	1,2
Total ...	11,0	9,9	8,8	7,1	5,9	6,2	17,7	15,8	11,2
2. Epargne-réserves¹ :									
Organismes de pensions	3,1	3,1	3,4	3,8	3,6	5,2	4,0	3,1	3,6
Organismes d'assurance contre les accidents de travail	1,0	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,7
Caisse de vacances annuelles	0,6	0,5	0,1	0,3	0,1	0,4	-0,1	—	—
Organismes d'assurance sur la vie ..	2,7	2,9	3,1	3,4	3,5	3,5	3,8	5,4	4,9
Organismes d'assurance de la responsabilité civile	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
Total ...	7,8	7,8	9,9	9,1	8,9	10,7	9,4	9,9	9,8
3. Epargne hypothécaire et immobilière :									
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers	2,6	3,2	2,9	2,7	2,1	1,8	1,9	1,8	1,2
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires	4,3	4,9	5,2	6,2	6,5	7,0	7,4	8,5	9,1
Construction d'habitations (capitaux investis par les particuliers)	5,4	6,4	7,3	7,9	7,4	8,9	9,1	10,3	11,5
Total ...	12,3	14,5	15,4	16,8	16,1	17,6	18,3	20,6	21,8
4. Emissions de capitaux :									
Nouveaux placements du public ...	11,0	6,1	13,1	10,5	7,9	13,6	16,2	11,0	14,5
Total (1 à 4)	42,1	38,3	45,2	43,5	38,8	48,1	61,6	57,3	57,3
Doubles emplois ² ...	-0,8	-0,3	0,1	0,1	-0,8	0,3	-2,6	0,6	0,4
Total net (1 à 4) ...	41,3	38,0	45,3	43,6	38,0	48,4	59,0	57,9	57,7
5. Epargne interne des entreprises :									
Amortissements	23,6	23,2	23,8	25,4	28,5	30,9	29,8	30,7	35,0
Epargne nette	9,0 ³	7,8 ³	7,8 ³	9,6 ³	10,0	9,2	5,2	6,0	10,4
Total ...	32,6	31,0	31,6	35,0	38,5	40,1	35,0	36,7	45,4
Total général (1 à 5) ...	73,9	69,0	76,9	78,6	76,9	88,5	94,0	94,6	103,1

¹ Accroissement de l'année.

² Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

³ Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement accessibles au public ²				Titres non généralement accessibles au public			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet ⁴	Emissions nettes totales	Emissions brutes ⁵	Amortissements		Emissions nettes
		Emissions brutes	Amortissements ³	Emissions nettes ^{(8) = (1) - (2)}						
(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement)	1956	14,8	4,4	10,4	—	10,4	1,7	3,6	- 1,9	8,5
	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8
	1961	19,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1956	1,6	0,9	0,7	...	0,7	1,2	0,2	1,0	1,7
	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
3. Organismes paraétatiques de crédit	1956	0,1	0,2	- 0,1	3,1	3,0	2,0	0,2	1,8	4,8
	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	2,5	0,2	2,3	5,4
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1956	3,6	3,5	0,1	2,3	2,4	...	...	...	2,4
	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1956	3,6	2,4	1,2	...	1,2	1,0	0,1	0,9	2,1
	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
Total 1^{us} à 5^{us} : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1956	23,7	11,4	12,3	5,4	17,7	5,9	4,1	1,8	19,5
	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	6,2	3,5	2,7	18,0
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
6. Congo et Ruanda-Urundi	1956	2,1	0,3	1,8	...	1,8	...	...	...	1,8
	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3
	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...
80. Total 1 à 60 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1956	25,8	11,7	14,1	5,4	19,5	5,9	4,1	1,8	21,3
	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	6,2	3,5	2,7	17,7
	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
(7) Rectifications à apporter, pour :	1956	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
(1) a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement accessibles au public d'une part et des titres non généralement accessibles au public d'autre part	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
(2) b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions et correction : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—
	1956	- 0,6	—	- 0,6	—	- 0,6	—	—	—	—
	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—
	1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—
	1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—

(1) Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée.
 (2) Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : - 4,0; en 1957 : - 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7.
 (3) Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
 (4) Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.
 (5) Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.
 (6) Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.
 (7) La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ¹ (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1959	Septembre ...	14	Etat belge 1959-1970	5,00	99,00	11 ans	8.166	5,14
	Octobre	19	Ville d'Anvers	5,00	98,00	10 ans	750	5,30
	Novembre ...	16	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre	10	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février	1	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars	3	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril	7	C.N.C.P.	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27*
	Avril	19	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,18
	Juin	7	Crédit Communal	3 — 5,00	100,00	20 ans	1.338	5,53
	Juin	29	S.N.C.B.	5 — 5,25 ²	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre	10	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁴	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67*
	Novembre ...	16	Etat belge 1960-65-70-75	5,25 —	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73*
	Novembre ...	30	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁴	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72*
1961	Janvier	16	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.350	5,76
	Février	27	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82*
	Avril	13	R.T.T.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai	25	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 ⁴	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82*
	Juin	8	Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75 ⁷	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83
	Août	24	Ville d'Anvers	5,25 - 5,50 - 5,75 - 6,00 ⁸	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,83
	Octobre	2	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000	5,75
	Novembre ...	20	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650	5,88*
	Décembre	11	Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,78
1962	Février	1	Etat belge 1962-1982, 1 ^{re} série	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450	5,54
	Mars	1	Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75 ⁹	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,75
	Mars	29	R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,54
	Mai	2	S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550	5,48
	Mai	28	Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,43
	Juin	14	Etat belge 1962-1982, 2 ^e série	5,00-5,25 ¹¹	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100	5,26
	Août	27	Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50 ¹⁰	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,37
	Septembre ...	24	Fonds des Routes	5,00-5,25 ¹¹	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,20
	Novembre ...	12	Etat belge 1962-1982, 3 ^e série	4,75-5,00-5,25 ¹²	98,50	à 10, 15 ou 20 ans		5,08

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistres par la C.A.D.G.

2 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

3 Emprunt à lots; intérêts : 3 % pendant les 10 premières années, 5% de la 11^e à la 15^e année et 5,50 % de la 16^e à la 20^e année.

4 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

5 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % les 5 dernières années.

6 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

7 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.

8 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6^e à la 10^e année, 5,75 % de la 11^e à la 15^e année et 6 % de la 16^e à la 20^e année.

9 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.

10 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.

11 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

12 Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté ¹		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission	
Mois	Jour							
1959	Décembre	24	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
1960	Janvier	12	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février	16	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72 ⁴
	Mars	18	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,18 ⁴
	Mars	31	Otraco ³	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars	31 ²	Congo ³	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai	16	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50
	Mai	18	Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet	3	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00
	Juillet	12	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32 ⁴
	Octobre	3	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre ...	14	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61
	Novembre ...	28	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre	12	Sabena 1961-1981 ⁵	5,00	100,0	20 ans	FLux. 250	5,06
1962	Mars	27	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

3 Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

4 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

5 Emprunt de conversion.

* Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe ²	Dettes indirectes	Dettes totales ³
	intérieures				extérieures						
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2			
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	108,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,3	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	167,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960 Octobre	206,0	18,1	80,0	27,3	331,4	17,6	22,0	39,6	371,0	21,1	392,1
Novembre	207,9	18,1	76,4	27,4	329,8	17,6	23,2	40,8	370,6	21,1	391,7
Décembre	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961 Janvier	210,8	18,1	73,0	31,3	333,2	17,4	29,0	46,4	379,6	21,7	401,3
Février	210,2	18,1	75,6	30,3	334,2	17,5	32,0	49,5	383,7	22,3	406,0
Mars	210,0	18,1	77,1	29,5	334,7	17,4	31,8	49,2	383,9	22,4	406,3
Avril	209,5	17,4	80,0	30,5	337,4	17,4	32,5	49,9	387,3	22,4	409,7
Mai	209,3	17,4	80,3	30,3	337,3	17,4	33,0	50,4	387,7	22,5	410,2
Juin	215,6	17,4	73,8	30,3	337,1	17,1	32,7	49,8	386,9	22,5	409,4
Juillet	215,2	17,4	72,8	30,4	335,8	18,0	31,9	49,9	385,7	22,4	408,1
Août	214,9	17,4	73,1	28,9	334,3	18,0	30,2	48,2	382,5	22,4	404,9
Septembre	214,7	17,4	74,1	29,5	335,7	17,9	30,2	48,1	383,8	22,4	406,2
Octobre	220,1	17,4	71,0	30,1	338,6	17,9	30,0	47,9	386,5	22,3	408,8
Novembre	218,2	17,4	73,3	30,3	339,2	17,8	29,7	47,5	386,7	22,6	409,3
Décembre	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Janvier	216,1	18,5	73,7	33,5	341,8	18,8	27,8	46,6	388,4	25,4	413,8
Février	222,9	18,4	72,2	33,0	346,5	18,8	26,9	45,7	392,2	25,4	417,6
Mars	222,6	18,4	75,1	32,0	348,1	18,7	26,4	45,1	393,2	25,4	418,6
Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5

¹ E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

² Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-18.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par émetteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public 1.
B = non généralement accessibles au public.

Emetteurs	1952	1953	1954	1955	1956			1957			1958			1959			1960		
					A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Etat ^{2 3}	146,8	160,0	179,7	181,8	136,5	53,8	190,3	143,6	50,9	194,5	154,9	46,4	201,3	169,8	43,7	213,5	186,8	42,7	229,5
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs ³	18,5	18,9	18,7	23,4	17,2	7,6	24,8	20,0	8,8	28,8	22,1	11,2	33,3	24,6	13,4	38,0	24,2	15,7	39,9
Congo	4,6	4,6	6,8	8,9	9,3	1,3	10,6	9,0	1,3	10,3	12,7	1,3	14,0	12,2	1,3	13,5	10,8	1,3	12,1
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	26,5	29,3	31,7	33,7	35,2	1,3	36,5	38,8	1,3	40,1	44,4	1,3	45,7	48,7	1,2	49,9	52,6	1,1	53,7
Organismes paraétatiques d'exploitation	24,7	28,0	30,1	32,8	31,0	3,9	34,9	31,6	4,1	35,7	29,9	4,7	34,6	33,0	5,8	38,8	32,2	6,1	38,3
Organismes paraétatiques de crédit	19,4	21,2	26,5	32,2	25,5	11,6	37,1	28,7	13,8	42,5	34,0	15,7	49,7	39,6	17,5	57,1	45,4	19,1	64,5
Total ...	240,5	262,0	293,5	312,8	254,7	79,5	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0

¹ Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire).

² Dette publique belge directe intérieure consolidée et à moyen terme, sous déduction de l'emprunt 4 p.c. de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (actuellement la Société Nationale du Logement).

³ En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds national d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,3 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

A = généralement accessibles au public.
B = non généralement accessibles au public.

Détenteurs	1952	1953	1954	1955	1956	1957			1958			1959			1960		
						A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total	A	B	Total
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétat. ^{1 2}	5,6	5,8	6,5	6,8	7,0	7,6	0,4	8,0	8,6	0,3	8,9	10,3	0,2	10,5	11,3	0,3	11,6
Fonds des Rentes	4,1	3,5	5,0	4,5	5,9	4,0	—	4,0	3,2	—	3,2	4,5	—	4,5	6,6	—	6,6
Organismes monétaires ²	49,4	53,4	59,9	62,1	63,5	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7	35,7	37,7	73,4
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :																	
a) Caisses d'épargne	32,2	35,6	37,3	39,8	43,2	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,5	13,7	52,2	40,5	14,8	55,3
b) Organismes de sécurité sociale	30,7	33,6	37,2	41,6	44,4	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,0	56,8	39,0	21,8	60,8
c) Fonds de pensions spéciaux	2,5	2,6	2,6	2,7	2,0	2,1	0,1	2,2	2,2	0,1	2,3	2,3	0,3	2,6	2,5	0,6	3,1
d) Entreprises d'assurances	8,8	10,5	12,1	14,8	16,7	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	19,1	3,6	22,7	21,2	4,5	25,7
e) Entreprises de capitalisation	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
f) Total	74,3	82,4	89,3	99,0	106,4	85,0	29,9	114,9	89,8	33,6	123,4	96,8	37,6	134,4	103,3	41,7	145,0
Congo et Ruanda-Urundi ³	2,1	2,8	4,3	4,7	5,5	4,0	1,4	5,4	4,1	1,1	5,2	4,0	0,7	4,7	3,3	0,3	3,6
Entreprises et particuliers ⁴	105,0	114,1	128,5	135,7	145,9	145,7	10,2	155,9	160,8	9,1	169,9	176,9	8,1	185,0	191,8	6,0	197,8
Total général ...	240,5	262,0	293,5	312,8	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0

¹ A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

² A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

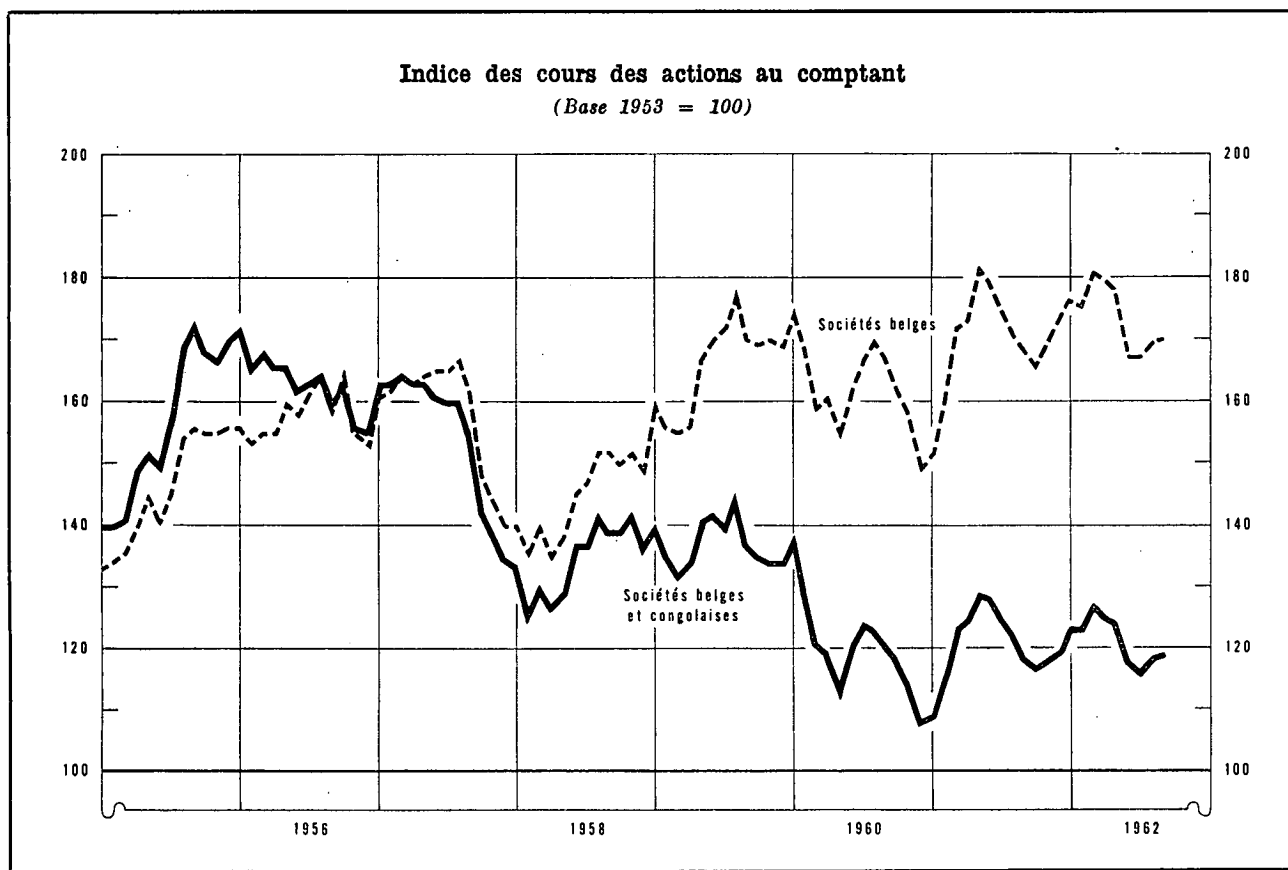
³ Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

⁴ Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV^e année, vol. II, n° 2, août 1960 : Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ».*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités (moyenne par séances - millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions						Taux de rendement % 3					
		Au comptant				A terme		Valeurs belges et congolaises 4 6		Valeurs belges 5			
		Valeurs belges et congolaises		Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4													
		1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
1952 Moyenne mensuelle .	79			99	98			104		4,5		n.d.	
1953 Moyenne mensuelle .	67			100	100			100		4,2		n.d.	
1954 Moyenne mensuelle .	110			118	116			108		3,3		n.d.	
1955 Moyenne mensuelle .	152			157	146			141		3,0		n.d.	
1956 Moyenne mensuelle .	113			164	158			139		3,3		n.d.	
1957 Moyenne mensuelle .	106			155	158			133		3,6		n.d.	
1958 Moyenne mensuelle .	70			135	145			117		3,9		n.d.	
1959 Moyenne mensuelle .	105			137	166			129		3,4		2,9	
1960 Moyenne mensuelle .	93			121	162			116		4,5		2,8	
1961 Moyenne mensuelle .	103			120	169			115		4,5		3,1	
Janvier	75	97	109	123	152	176	109	116	5,8	3,3	2,9	3,1	
Février	114	96	116	123	161	175	115	117	5,7	3,3	2,8	3,1	
Mars	151	113	123	127	172	181	119	119	5,1	3,2	2,9	3,1	
Avril	137	104	125	125	173	179	122	117	5,3	3,2	3,0	3,1	
Mai	180	109	129	124	182	177	123	117	5,1	3,3	2,9	3,2	
Juin	105	85	128	117	179	167	122	112	4,0	3,3	3,1	3,3	
Juillet	77	62	125	116	175	167	117	110	4,2	3,1	3,1	3,2	
Août	77	58	122	118	171	169	116	110	4,1	3,1	3,2	3,2	
Septembre	73	63	118	119	168	170	112	113	3,9	3,1	3,3	3,1	
Octobre	78		117	115	166	165	110	107	3,7	3,1	3,3	3,2	
Novembre	88		118		168		112		3,8		3,2		
Décembre	85		119		171		111		3,5		3,2		

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Indices au 10 de chaque mois.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.841	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	259	57	p 8.293	363

Sociétés financières et immobilières ⁵

1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.305	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.798	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.273	3.611	190	2.138	140	p 11.122	531

Industrie des fabrications métalliques

1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.452	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	p 1.932	114

Métallurgie du fer

1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.069	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	p 4.764	294

Industrie textile

1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	486	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	801	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	p 421	25

Notes : Voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	696	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	^p 831	55

Industrie chimique

1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.097	58
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	^p 1.248	75

Electricité

1953	53	12.395	2.779	1.304	...	1.115	84	4.589	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	^p 5.524	326

Industrie du charbon

1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	906	42
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	^p 477	30

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ^{6 7}

1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.952	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.531	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	^p 39.563	2.096

Note : Voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁷

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1953	449	26.804	12.598	7.854	259	4.296	319	1.334	61
1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.602	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	p 1.352	56

C. — Total général des sociétés par actions ^{6 7}

1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.393
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.133	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	p40.915	2.152

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁷ Total général net, après déduction des doubles emplois.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 3 premiers mois	2.266	19,6	12,5	2,7	0,4	1,8	0,5
4 premiers mois	5.589	54,6	34,0	7,0	1,0	4,2	0,7
5 premiers mois	9.358	102,7	63,2	13,1	2,4	7,4	0,8
6 premiers mois	11.272	121,7	78,0	15,9	2,7	8,7	1,0
7 premiers mois	11.929	129,8	83,6	16,8	2,8	9,2	1,2
8 premiers mois	12.121	130,8	84,4	16,9	2,8	9,2	1,3
9 premiers mois	12.507	133,3	86,2	17,4	2,9	9,4	1,4
10 premiers mois	13.088	142,7	90,0	18,7	3,1	10,2	1,6
11 premiers mois	13.480	156,3	97,8	20,8	3,2	11,3	1,8
12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 Janvier	131	3,1	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	363	4,0	3,1	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.237	23,1	14,8	3,6	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.777	71,7	44,1	10,1	1,8	5,6	0,8
5 premiers mois	9.500	116,5	71,2	15,7	3,1	8,5	1,0
6 premiers mois	11.429	131,2	82,7	18,2	3,4	9,6	1,3
7 premiers mois	12.018	137,3	87,5	19,2	3,5	10,1	1,5
8 premiers mois	12.226	138,7	88,2	19,4	3,5	10,2	1,6
9 premiers mois	12.601	140,1	89,6	19,6	3,5	10,3	1,7
10 premiers mois	13.183	150,0	94,2	20,9	3,7	11,2	1,9
11 premiers mois	13.550	163,5	102,7	23,1	3,8	12,3	2,1
12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	p 116	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	p 293	4,5	2,4	0,9	...	0,8	0,4

Notes : Voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes brute mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 3 premiers mois	27	1,4	0,2	0,2	...	...	0,1
4 premiers mois	58	1,8	0,8	0,3	...	0,2	0,1
5 premiers mois	158	22,9	12,7	7,2	...	5,0	0,1
6 premiers mois	309	36,4	17,0	8,6	0,2	6,4	0,1
7 premiers mois	364	42,3	20,6	9,4	0,2	7,1	0,1
8 premiers mois	376	43,0	20,9	9,5	0,3	7,1	0,1
9 premiers mois	384	43,2	21,0	9,5	0,3	7,1	0,1
10 premiers mois	407	43,5	21,2	9,6	0,3	7,1	0,1
11 premiers mois	424	45,6	21,6	9,7	0,3	7,2	0,1
12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 Janvier	3	0,7	0,4	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,8	0,4	...	...	...	...
3 premiers mois	17	1,0	0,4	0,1	...	...	...
4 premiers mois	39	1,7	0,6	0,1	...	0,1	...
5 premiers mois	96	20,9	11,3	5,5	0,2	3,5	...
6 premiers mois	201	31,4	14,0	6,4	0,5	4,0	...
7 premiers mois	246	35,0	15,7	6,7	0,6	4,2	...
8 premiers mois	256	35,3	15,8	6,7	0,7	4,2	...
9 premiers mois	267	36,4	16,3	6,8	0,7	4,2	0,1
10 premiers mois	298	37,5	16,5	7,0	0,7	4,3	0,1
11 premiers mois	316	39,7	17,4	7,1	0,8	4,4	0,1
12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	p 1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	p 6	0,1	...	...	...	...	...

C. — Total général ⁴

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 3 premiers mois	2.293	21,0	12,7	2,9	0,4	1,8	0,6
4 premiers mois	5.647	56,4	34,8	7,3	1,0	4,4	0,8
5 premiers mois	9.516	125,6	75,9	20,0	2,4	12,4	0,9
6 premiers mois	11.581	158,1	95,0	24,5	2,9	15,1	1,1
7 premiers mois	12.293	172,1	104,2	26,2	3,0	16,3	1,3
8 premiers mois	12.497	173,8	105,3	26,4	3,1	16,3	1,4
9 premiers mois	12.891	176,5	107,2	26,9	3,2	16,5	1,5
10 premiers mois	13.495	186,2	111,2	28,3	3,4	17,3	1,7
11 premiers mois	13.904	201,9	119,4	30,5	3,5	18,5	1,9
12 mois	14.304	211,6	124,6	31,8	3,6	19,1	2,1
1961 Janvier	134	3,8	1,8	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	370	4,8	3,5	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.254	24,1	15,2	3,7	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.816	73,4	44,7	10,2	1,8	5,7	0,8
5 premiers mois	9.596	137,4	82,5	21,2	3,3	12,0	1,0
6 premiers mois	11.630	162,6	96,7	24,6	3,9	13,6	1,3
7 premiers mois	12.264	172,3	103,2	25,9	4,1	14,3	1,5
8 premiers mois	12.482	174,0	104,0	26,1	4,2	14,4	1,6
9 premiers mois	12.868	176,5	105,9	26,4	4,2	14,5	1,8
10 premiers mois	13.481	187,5	110,7	27,9	4,4	15,5	2,0
11 premiers mois	13.866	203,2	120,1	30,2	4,6	16,7	2,2
12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	p 117	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	p 299	4,6	2,4	0,9	...	0,8	0,4

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par action de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(8)	(4)	= (8) - (4)	(6)	= (5) + (6)	= (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1953	4.601	1.556	1.068	est. 700 ³	est. 368 ³	n.d.	est. 368 ³	est. 1.929 ³	2.525 ⁴
1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.212	1.367	1.682	— 315	965	650	6.262	11.130
1961 p	19.013	4.686	1.598	1.566	32	791	823	5.509	10.111

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁵

1953	3.271	2.002	130	n.d.	130	n.d.	130	2.132	1.834 ⁴
1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.461
1961 p	209	145	...	85	— 85	— 24	— 109	36	— 73

Total général

1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 ³	est. 498 ³	n.d.	est. 498 ³	est. 4.056 ³	4.359 ⁴
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.897	1.447	1.859	— 412	944	532	8.429	12.591
1961 p	19.222	4.831	1.598	1.651	— 53	767	714	5.545	10.038

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 5).

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

³ Estimations B.N.B.

⁴ Amortissements non déduits.

⁵ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (8) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques Economiques belges 1941-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 3).

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger ⁴			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1959 6 premiers mois ...	4.647	1.694	661	2.355	1.179	328	...	328
9 premiers mois ...	6.720	2.064	880	2.944	2.201	460	...	460
12 mois	10.227	3.324	3.196	6.520	2.442	500	116	616
1960 3 premiers mois ...	1.950	1.016	79	1.095	731	63	...	63
6 premiers mois ...	5.282	2.409	302	2.711	5.055	258	...	258
9 premiers mois ...	10.044	3.987	805	4.792	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
12 mois	16.065	5.216	1.213	6.429	6.443	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1961 Février	1.644	327	...	327	6	...	...	...
Mars	887	196	30	226	22	...	...	...
Avril	1.885	189	131	320	...	...	...	...
Mai	769	344	...	344	30	6	...	6
Juin	1.790	669	50	719	87	...	...	...
Juillet	950	268	90	358	...	...	...	...
Août	473	234	25	259	...	...	...	...
Septembre	649	299	...	299	...	...	...	...
Octobre	1.500	350	25	375	...	...	...	...
Novembre	2.694	173	173	346	42	39	...	39
Décembre	5.877	510	107	617	22	...	...	...
1962 Janvier	1.067	308	100	408	...	...	...	...
Février	945	192	8	200	200	...	...	30
Mars p	1.456	674	5	679	19	...	...	...
Avril p	924	304	1.000	1.304	...	...	...	...
Mai p	2.359	343	...	343	...	...	...	...
Juin p	989	214	...	214	...	...	...	...
Juillet p	5.104	1.270	...	1.270	...	...	...	...
Août p	1.026	1.091	...	1.091	...	...	...	...
Septembre p	1.687	945	2	947	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).

⁴ Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME *

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (9) = (1) + (2) + (8) + (4) ou (5) + (8) + (7) + (8)	Retraits de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1953	2.378	...	76	2.937	9	2.153	2.842	387	5.391	...
1954	2.330	...	21	2.985	19	2.276	2.733	308	5.336	...
1955	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.223	185
1957	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959	2.191	159	...	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.083	37
1961	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1961 1 ^{er} trimestre	2.527	1.084	...	1.409	1.449	...	2.464	1.107	5.020	3
2 ^e trimestre	2.381	2.128	...	1.573	1.993	...	3.224	865	6.082	...
3 ^e trimestre	2.320	2.766	...	1.650	2.069	...	3.703	964	6.736	...
4 ^e trimestre	2.714	1.297	...	1.468	1.772	3	2.688	1.016	5.479	90
1962 1 ^{er} trimestre	1.858	439	12	1.338	1.346	5	1.221	1.075	3.647	886
2 ^e trimestre	1.507	943	...	1.968	1.484	...	1.660	1.274	4.418	243
3 ^e trimestre	1.198	1.573	1.643	1.953	...	...	2.461	...	4.414	...
1961 Octobre	2.777	1.415	...	1.490	1.595	...	3.037	1.050	5.682	17
Novembre	2.573	1.187	...	1.721	2.051	...	2.819	611	5.481	2
Décembre	2.794	1.282	...	1.178	1.674	...	2.166	1.404	5.254	261
1962 Janvier	2.680	74	22	1.216	965	10	1.864	1.163	3.992	844
Février	1.236	733	15	1.175	1.755	...	550	839	3.159	1.536
Mars	1.600	539	...	1.608	1.355	15	1.248	1.144	3.747	339
Avril	1.389	576	...	1.991	1.497	...	1.329	1.130	3.956	367
Mai	1.517	675	...	2.682	1.774	...	1.629	1.471	4.874	362
Juin	1.614	1.579	...	1.230	1.182	...	2.022	1.219	4.423	...
Juillet	1.087	2.208	9	1.777	1.986	...	875	2.220	5.081	...
Août	1.123	1.272	1.676	1.911	...	...	2.160	...	4.071	...
Septembre	1.401	1.205	1.450	1.964	...	...	2.092	...	4.056	...
Octobre	1.294	1.108	1.141	1.300	...	...	2.243	...	3.543	...

* Du 27 février 1950 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1953	38	2	155	164	87	166	242	185	56	351	298
1954	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1961 1 ^{er} trimestre	39	3	208	378	161	381	369	258	60	639	429
2 ^o trimestre	39	3	239	412	163	415	402	261	59	676	461
3 ^o trimestre	39	3	273	397	164	400	437	249	61	649	498
4 ^o trimestre	39	3	220	450	181	453	401	274	65	727	466
1962 1 ^{er} trimestre	39	3	146	438	318	491	321	276	64	767	385
2 ^o trimestre	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 ^o trimestre	39	3	172	436	198	439	370	276	68	715	438
1960 Octobre	39	3	239	454	183	457	422	286	66	743	488
Novembre	39	3	221	434	175	437	396	269	65	706	461
Décembre	39	3	200	463	185	466	385	265	63	731	448
1962 Janvier	39	3	169	521	181	524	350	294	68	818	418
Février	39	2	115	458	177	460	292	257	59	717	351
Mars	39	3	155	486	166	489	321	278	66	767	387
Avril	39	3	147	479	184	482	331	279	63	761	394
Mai	39	3	192	492	188	495	380	284	66	779	446
Juin	39	3	168	450	174	453	342	285	67	738	409
Juillet	39	3	205	465	231	468	436	299	70	767	506
Août	39	3	164	438	185	441	349	273	66	714	415
Septembre	39	3	147	405	178	408	325	255	68	663	393
Octobre	39	3	139	529	236	532	375	321	74	853	449

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte					Promesses	Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées			certificats de trésorerie émis à maximum 300 jours 1	Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 300 jours	autres effets publics 2	
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1957 21 mars	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	—	5,25	
25 juillet	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		—	6,25	
12 novembre ..	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		Taux du Certificat + 5/10 % minimum 2,25 %	6,—	
1958 27 mars	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—	>	>	6,—	
5 juin	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75		>	5,75	
9 juillet	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50		>	5,50	
28 août	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25		>	5,25	
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—		>	5,—	
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75		>	4,75	
24 décembre .	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25		>	5,—	
1960 4 août	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25		>	6,25	
		représentatives								
		d'importations	d'exportations							
10 novembre .	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25	>	6,25	
1961 24 août	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—	>	6,—	
28 décembre .	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	5,75	
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	5,50	
22 mars	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	5,25	
9 août	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	5,—	

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à court.
 2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.
 * Quotité de l'avance au 31 octobre 1962
 Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 300 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2 .	1,70
Du 12-11 au 31-12 3 .	2,25
1958	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960	2,80
1961	2,57
1961 Novembre	2,44
Décembre	2,25
1962 Janvier	1,51
Février	1,48
Mars	1,87
Avril	1,74
Mai	1,82
Juin	2,32
Juillet	2,73
Août	2,36
Septembre	2,44
Octobre	2,50

XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 8		
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois
1957	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75	1958 6 janv.	4,676	5,059	5,388
1958	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1959 6 janv.	3,998	3,646	3,860
1959	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354
1960	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,958
1961	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1962 4 janv.	4,288	4,364	*
1961 Nov. ...	3,75	4,—	4,25	4,50	4,50	1961 5 déc. .	4,700	4,800	4,900
1961 Déc. ...	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1962 4 janv.	4,288	4,364	*
1962 Janv. .	3,10	3,35	3,60	—	3,80	6 févr. .	3,766	3,802	3,958
Févr. .	3,—	3,20	3,40	—	3,60	6 mars	3,700	3,750	3,850
Mars	2,90	3,10	3,30	—	3,50	3 avril .	3,541	3,587	3,604
Avril ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3 mai .	3,481	3,500	3,550
Mai ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30	5 juin .	3,396	3,450	3,500
Juin ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3 juillet	3,370	3,450	3,498
Juillet .	2,50	2,75	3,—	—	3,30	7 août .	*	3,450	3,500
Août ...	2,50	2,70	2,90	—	3,15	4 sept. .	3,299	3,375	3,379
Sept. ...	2,50	2,70	2,90	—	3,20	2 oct. .	3,329	3,351	3,400
Oct. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	6 nov. .	3,350	*	3,490

1 Il s'agit, jusqu'au 16 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.
 Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.
 2 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 8 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 %; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1956 : 1,58.
 3 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.
 4 Cfr. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028).
 5 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion, à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). L'encours des certificats de trésorerie B, comme d'ailleurs celui des certificats de trésorerie A ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 0,1 milliards par conversion de certificats de trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.
 6 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.
 7 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.
 8 Les taux donnés pour les adjudications des certificats de trésorerie à 6, 9 et 12 mois sont des taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés, tandis que le taux donné pour les certificats de trésorerie B et les certificats du Fonds des Rentes est un taux unique valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).
 * Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif I 1 Comptes de dépôts à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois			
1953	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	3,—	2,—	2,—
1958	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,— ³	2,—	2,—
1959	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—	2,—
1960	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1961 Octobre	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1961 Novembre	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1961 Décembre	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Janvier	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Février	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Mars	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Avril	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Mai	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Juin	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Juillet	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Août	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Septembre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴
1962 Octobre	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— ³	2,— ⁴	2,— ⁴

1 Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Durant les années 1958, 1960 et 1961, majoration d'intérêts de 0,80 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile. Pas de majoration en 1959. — 4 A partir du 1er janvier 1960, majoration d'intérêts de 0,20 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Dettes unifiées (rendement en regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
	4 % 1re s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 5,5 %	
1953	4,48	—	4,85 ¹	5,09 ²	—	5,05
1954	4,33	—	4,15 ¹	4,79 ²	—	4,70
1955	4,20	—	3,89 ¹	4,59 ²	—	4,46
1956	4,18	—	3,99 ¹	4,63	4,71	4,57
1957	4,47	—	5,17 ¹	5,54	5,59	5,45
1958	4,93	—	5,53 ¹	6,47	6,51	6,41
1959	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89
1961 Novembre	4,36	5,37	5,35	5,79	5,75	5,70
1961 Décembre	4,39	5,27	5,26	5,71	5,70	5,63
1962 Janvier	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
1962 Février	4,39	5,16	5,26	5,58	5,55	5,49
1962 Mars	4,39	4,93	5,11	5,47	5,52	5,39
1962 Avril	4,38	4,63	4,96	5,37	5,44	5,28
1962 Mai	4,35	4,50	4,86	5,28	5,39	5,20
1962 Juin	4,29	4,41	4,62	5,20	5,28	5,13
1962 Juillet	4,23	4,51	4,68	5,21	5,25	5,14
1962 Août	4,23	4,28	4,60	5,06	5,17	5,01
1962 Septembre	4,18	4,33	4,54	4,96	5,09	4,93
1962 Octobre	4,13	4,32	4,48	4,95	5,07	4,92
1962 Novembre	4,08	4,30	4,46	5,01	5,04	4,95

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuité (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

1 Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — 2 Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI^e année, vol. I, no 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, no 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, no 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, no 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis ¹		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bas		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956 ...		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars	8	4,50														
Avril			13	2,75												
Mai	19	5,50														
Août			24	3,—							25	3,25				
Septembre .	6	5,—														
Octobre ...											22	3,75				
Novembre .													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril					11	4,—										
Mai															15	2,50
Juillet											17	4,25	11	5,—		
Août			23	3,50	12	5,—					16	5,—				
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril			18	1,75												
Mai							22	5,50					3	4,50		
Juin	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars			6	3,—												
Avril					23	4,—										
Mai			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai	5	3,—														
Juillet							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars							8	5,50								
Mars							22	5,—								
Avril							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin													8	4,—		

¹ Federal Reserve Bank of New York.
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de nouveaux francs français)

	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 7 septembre	1962 6 septembre	1961 5 octobre	1962 4 octobre
ACTIF								
Encaisse or	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes	1.201	—	—	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger	141	3.969	5.744	9.985	9.378	12.399	9.381	13.020
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹ .....	...	...	656	1.314	1.314	2.546	1.314	2.546
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>						2.204		2.204
<i>Autres opérations</i>						342		342
Monnaies divisionnaires	84	101	23	18	17	13	21	24
Comptes courants postaux	512	669	561	553	518	618	543	618
Prêts à l'Etat	6.510	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	6.500 ²	5.450 ²	6.500 ²	5.450 ²
Avances à l'Etat	4.337	2.640 ³	901 ³	2.358 ³	4.457 ³	4.530 ³	4.165 ³	4.471 ³
Portefeuille d'escompte :	22.217	16.392	18.851	18.675	15.364	15.838	16.305	16.639
<i>Effets escomptés sur la France</i>	6.707	4.232	5.118	5.846	5.018	6.116	5.307	5.722
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	3	1	1	1	1	1	1	...
<i>Effets garantis par l'Office des céré- ales</i> ⁴	481	699	878	797	195	143	265	221
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	15.026	11.460	12.854	12.031	10.150	9.578	10.732	10.696
Effets négociables achetés en France ⁵	2.609	2.827	3.554	2.878	2.596	3.364	2.646	2.934
Avances à 30 jours sur effets publics ...	222	169	205	187	164	152	166	167
Avances sur titres	97	83	70	74	61	62	70	66
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement	763	863	529	553	324	373	337	515
Divers	562	627	764	834	743	755	810	741
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	45.758	50.422	46.580	51.513

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	34.694	34.947	39.320	44.348	41.844	47.188	42.648	48.005
Comptes créditeurs :	5.720	2.943	2.066	2.590	2.512	1.778	2.571	1.956
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	...	1	...	...	1	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et personnes étrangères</i>	4.564	1.965	967	1.561	1.640	134	1.616	274
<i>Comptes courants des banques et institutions financières françaises</i>)						653		651
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres engagements à vue</i>	1.155	978	1.098	1.029	872	990	955	1.030
Capital de la Banque	2	150	150	150	150	150	150	150
Divers	1.315	1.122	1.144	1.163	1.252	1.306	1.211	1.402
Total ...	41.731	39.162	42.680	48.251	45.758	50.422	46.580	51.513

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Loi du 16 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁵ Décret du 17 juin 1938.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1959 28 February	1960 29 February	1961 28 February	1962 28 February	1961 6 September	1962 5 September	1961 4 October	1962 3 October
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------

Issue Department

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.035	2.136	2.237	2.313	2.338	2.363	2.313	2.313
Other Securities	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin	3	2	1	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue	2.050	2.150	2.250	2.325	2.350	2.375	2.325	2.325
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.350	2.375	2.325	2.325

Notes Issued :

In Circulation	2.013	2.116	2.212	2.302	2.326	2.313	2.308	2.302
In Banking Department	37	34	38	23	24	62	17	23
Total ...	2.050	2.150	2.250	2.325	2.350	2.375	2.325	2.325

Banking Department

Government Securities	265	274	425	507	427	359	502	397
Other Securities :								
Discounts and Advances	10	33	28	44	84	55	52	54
Securities	22	20	19	20	20	20	19	20
Notes	37	34	38	23	24	62	17	23
Coin	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	335	362	511	595	556	497	591	495

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest	4	4	4	4	4	4	4	4
Public Deposits :								
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)	17	12	18	13	11	11	12	10
Special Deposits	—	—	155	241	214	158	233	158
Other Deposits :								
Bankers	229	264	251	249	245	240	259	238
Other Accounts	70	67	68	73	67	69	68	70
Total ...	335	362	511	595	556	497	591	495

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1958 31 December	1959 31 December	1960 31 December	1961 31 December	1961 8 September	1962 5 September	1961 4 October	1962 10 October
ASSETS								
Gold certificate account	19.013	18.186	16.413	15.445	16.142	14.609	16.009	14.590
Redemption fund for F.R. notes	938	978	1.066	1.170	1.044	1.208	1.065	1.200
Total gold certificate reserves ...	19.951	19.164	17.479	16.615	17.186	15.817	17.074	15.790
F.R. notes of other Banks	477	524	525	—	—	—	—	—
Cash	336	359	363	320	386	367	400	354
Discounts and advances	64	458	33	130	68	119	68	92
Industrial loans .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Acceptances :								
Bought outright	43	44	54	48	34	34	34	34
Held under repurchase agreement	6	31	20	3	—	—	—	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	2.250	2.606	2.900	3.193	2.811	3.065	3.071	2.882
Certificates	18.650	10.507	9.060	1.699	1.683	9.538	1.632	9.542
Notes	2.868	11.010	12.481	19.984	19.872	13.772	19.678	13.902
Bonds	2.484	2.484	2.543	3.846	3.536	3.952	3.551	4.131
Total bought outright ...	26.252	26.607	26.984	28.722	27.902	30.327	27.932	30.457
Held under repurchase agreement	95	41	400	159	—	233	—	72
Total U.S. Government securities ...	26.347	26.648	27.384	28.881	27.902	30.560	27.932	30.529
Total loans and securities	26.460	27.181	27.491	29.062	28.004	30.713	28.034	30.655
Due from foreign banks .....	...	...	...	—	—	—	—	—
Cash items in process of collection	5.631	6.438	6.809	6.125	4.013	4.451	4.674	4.881
Bank premises	94	100	108	111	110	107	110	107
Other assets	146	262	209	237	205	576	283	690
Total assets ...	53.095	54.028	52.984	52.470²	49.904²	52.031²	50.575²	52.477²
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	27.872	28.262	28.449	28.802	27.813	29.084	27.717	29.186
Deposits :								
Member bank reserves	18.504	18.174	17.080	17.387	16.580	17.157	16.912	17.164
U.S. Treasurer - general account	358	504	485	465	557	454	481	492
Foreign	273	345	217	279	274	177	241	227
Other	391	693	554	320	324	310	293	307
Total deposits ...	19.526	19.716	18.336	18.451	17.735	18.098	17.927	18.190
Deferred availability cash items	4.335	4.847	4.941	3.825	2.933	3.315	3.487	3.555
Other liabilities and accrued dividends ...	22	29	32	59	65	71	86	70
Total liabilities ...	51.755	52.854	51.758	51.137	48.546	50.568	49.217	51.001
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	363	388	409	445	430	460	432	462
Surplus	868	775	817	888	817	888	817	888
Other capital accounts	109	11	...	...	111	115	109	126
Total liabilities and capital accounts ...	53.095	54.028	52.984	52.470²	49.904²	52.031²	50.575²	52.477²
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	68	82	230	126	135	70	123	69
Industrial loan commitments	1	...	—	—	—	—	—	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	42,1 %	39,9 %	37,4 %	34,8 %	37,4 %	33,2 %	37,1 %	33,1 % ²

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

² « F.R. note liabilities combined » includes \$ 879 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

³ Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F. R. notes of other Banks ». Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified. In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK

(miljoenen guldens)

	1958 31 december	1959 31 december	1960 31 december	1961 31 december	1961 4 september	1962 10 september	1961 9 oktober	1962 8 oktober
ACTIVA								
Goud	3.972	4.281	5.487	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.603	786	1.107	484	466	683	523	741
Buitenlandse betaalmiddelen	1	1	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens ¹	88	71	40	14	47	12	26	9
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto ² .....	...	6	...	48	...	...	...	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	181	547	249	523	313	252	790	331
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) ³	40	62	12	52	6	3	18	125
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	24	35	51	21	23	21	22	19
Belegging van kapitaal en reserves	159	165	174	183	183	188	183	188
Gebouwen en inventaris	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen	15	12	12	8	5	8	6	10
Totaal ...	6.084	5.967	7.133	7.032	6.742	6.866	7.267	7.122

PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	4.418	4.513	4.900	5.279	5.068	5.304	4.961	5.324
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.284	1.139	1.603	1.421	1.351	1.202	1.987	1.405
's Rijks schatkist	643	528	934	995	476	357	1.231	589
Banken in Nederland	485	484	519	283	665	652	542	655
Andere ingezetenen	156	127	150	143	210	193	164	161
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	97	65	59	77	77	108	71	138
Buitenlandse circulatiebanken en daarmee gelijk te stellen instellingen ...	—	56	48	71	70	100	63	130
Andere niet-ingezetenen	22	9	11	6	7	8	8	8
Saldo's voortvloeiende uit betalingsakkoorden	75	—	—	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geldsoorten	64	6	320	14	12	17	12	17
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	142	152	164	168	164	168	164	168
Diverse rekeningen	59	72	67	53	50	47	52	50
Totaal ...	6.084	5.967	7.133	7.032	6.742	6.866	7.267	7.122

¹ Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bilaterale akkoorden	1	9	...	...	...	—	...	—
² Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
³ Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1958 — Staatsblad nr 99)	11	8	5	3	3	—	3	—
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten	110	105	110	69	70	63	68	63

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1958 dicembre	1959 dicembre	1960 dicembre	1961 dicembre	1961 agosto	1962 agosto	1961 settembre	1962 settembre
Oro in cassa	5	5	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato	2	2	—	—	—	—	—	—
Cassa ¹	10	11	10	13	11	13	11	11
Portafoglio ²	386	430	443	500	458	517	460	549
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	34	46	64	107	91	115	87	129
Prorogati pagamenti	—	—	7	6	2	1	...	...
Ufficio italiano dei cambi	—	—	1.257	1.810	1.562	1.907	1.596	1.916
Disponibilita in divisa all'estero	62	62	63	63	64	63	63	63
Titoli emessi o garantiti dallo Stato	56	70	75	83	80	100	80	103
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	1.654	2.191	119	123	135	180	135	169
Partite varie	3	3	2	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro	77	77	64	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	343	343	485	485	485	485	485	485
Emissioni per forze alleate	145	145	—	—	—	—	—	—
Conto corrente servizio tesoreria	137	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	325	128	20	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	18	—	—	1	...	...	...	...
Spese	41	44	43	45	25	30	28	33
Totale attivo ...	3.298	3.557	3.652	4.236	3.913	4.411	3.945	4.458
Circolazione dei biglietti ⁴	2.061	2.237	2.424	2.779	2.362	2.736	2.416	2.802
Vaglia assegni e debiti a vista ⁵	26	28	23	39	17	20	14	17
Depositi in c/c liberi	167	130	117	118	92	78	95	75
Conti correnti vincolati	774	772	694	797	807	749	854	803
Creditori diversi	211	173	170	189	210	249	175	240
C/c servizio tesoreria	—	146	159	263	389	530	352	461
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	17	—	—	—	—	—	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro	—	—	—	—	—	—	—	—
Aiuti internazionali	14	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato	—	5	16	—	4	12	5	20
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	2	2	3	4	4	4	4	4
Fondo di riserva straordinario	1	2	2	2	2	2	2	2
Rendite	42	45	44	45	26	31	28	34
Totale passivo e patrimonio ...	3.298	3.557	3.652	4.236	3.913	4.411	3.945	4.458
Depositanti in titoli e valori	4.413	3.604	4.407	4.775	4.611	5.521	4.488	5.091
¹ Comprese monete di Stato	8	8	5	6	5	8	6	8
² Compreso finanziamento ammassi	—	—	437	482	450	491	455	533
³ Comprese operazioni con privati	—	—	3	3	5	5	4	5
⁴ Compresi biglietti presso il Tesoro	1	2	2	2	1	2	1	2
⁵ Compresi vaglia e assegni	17	16	14	21	12	13	10	12

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1959 31 Dezember	1960 31 Dezember	1961 31 Dezember	1961 7 September	1962 7 September	1961 6 Oktober	1962 5 Oktober
AKTIVA							
Gold	10.934	12.286	14.426	14.408	14.445	14.409	14.446
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	8.249	15.905	11.387	10.742	10.311	11.063	11.177
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	130	157	292	342	271	325	268
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite	4.817	3.657	2.442	2.485	2.323	2.469	2.308
<i>davon : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U.</i>	3.156	1.993	1.038	1.065	923	1.053	912
<i>b) an Weltbank</i>	1.486	1.560	1.342	1.345	1.342	1.345	1.342
Deutsche Scheidemünzen	88	91	57	100	81	91	68
Postcheckguthaben	226	193	281	144	130	133	145
Inlandswechsel	853	1.283	1.146	1.042	1.154	1.705	1.599
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen	80	137	...	...	...	1	...
Lombardforderungen	234	419	220	18	22	16	27
Kassenkredite	265	79	167	2	270	1	...
Wertpapiere	235	324	1.484	886	1.425	928	1.413
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	5.731	3.561	3.432	2.866	3.970	2.353	4.671
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationale Einrichtungen	1.211	1.387	2.636	2.866	2.228	2.928	2.146
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Wechselkurse	—	—	3.778	3.778	3.703	3.778	3.703
Sonstige Aktiva	311	370	307	304	269	331	341
	33.364	39.849	42.055	39.983	40.602	40.531	42.312

PASSIVA

Banknotenumlauf	19.046	20.470	22.992	21.121	22.712	21.568	23.125
Einlagen von	11.605	16.696	16.600	15.981	15.272	16.219	16.559
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post-</i> <i>scheck und Postsparkassenämter) ...</i>	9.344	13.036	11.615	10.851	10.404	10.044	10.250
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.039	3.440	4.733	4.899	4.639	5.957	6.069
<i>Anderen inländischen Einlegern</i>	222	220	252	231	229	218	240
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	672	447	368	841	380	735	374
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	299	232	274	755	359	647	351
<i>Sonstige</i>	373	165	94	86	21	88	23
Rückstellungen	671	806	867	867	950	867	950
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	522	662	588	588	638	588	638
Sonstige Passiva	558	578	350	295	360	264	376
	33.364	39.849	42.055	39.983	40.602	40.531	42.312

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 7 octobre	1962 8 octobre	1961 7 novembre	1962 7 novembre
ACTIF								
Encaisse or	8.329	8.369	9.455	11.078	10.808	10.615	10.842	10.606
Devises	561	535	583	842	1.064	734	869	773
Portefeuille effets sur la Suisse	58	58	53	70	45	64	46	64
<i>Effets de change</i>	58	58	53	70	45	63	46	64
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	...	...	...	1	...	...
Avances sur nantissement	22	40	38	66	13	12	11	14
Bons du Trésor de l'étranger en FS	—	—	—	—	—	—	—	207
Titres	45	44	43	43	43	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i>	1	...	1	17	17	16	17	16
<i>autres</i>	44	44	42	26	26	27	26	27
Correspondants :		52	52	65	11	16	18	21
<i>en Suisse</i>	33	45	45	58	3	8	10	11
<i>à l'étranger</i>		7	7	7	8	8	8	10
Autres postes de l'actif	35	28	30	30	33	40	34	40
Total ...	9.083	9.126	10.254	12.194	12.017	11.524	11.863	11.768

PASSIF

Fonds propres	50	51	52	53	53	54	53	54
Billets en circulation	6.109	6.344	6.854	7.656	6.894	7.488	6.941	7.598
Engagements à vue	2.726	2.535	2.756	2.947	3.430	2.334	3.228	2.467
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.541	2.330	2.288	1.996	2.235	1.764	2.006	1.779
<i>Autres engagements à vue</i>	185	205	468	951	1.195	570	1.222	688
Comptes de virements de banques temporairement liés	—	—	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme	—	—	390	293	400	400	400	400
Autres postes du passif	198	196	202	210	205	213	206	214
Total ...	9.083	9.126	10.254	12.194	12.017	11.524	11.863	11.768

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE ¹

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31	31	31	31	30	30	Passif	31	31	31	31	30	30
	décembre 1960	décembre 1961	août 1961	août 1962	septembre 1961	septembre 1962		décembre 1960	décembre 1961	août 1961	août 1962	septembre 1961	septembre 1962
I. Or en lingots et monnayé	1.636	2.340	2.377	2.722	2.552	2.679	I. Capital :						
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	60	79	83	40	92	47	Actions libérées de 25 %	125	125	125	125	125	125
III. Portefeuille réescomptable : ...	277	193	352	247	230	241	II. Réserves :	23	24	24	25	24	25
1. Effets de commerce et acceptations de banque	19	16	20		20		1. Fonds de Réserve légale ...	10	11	11	12	11	12
2. Bons du Trésor	258	177	332		210		2. Fonds de Réserve générale .	13	13	13	13	13	13
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	13	59	15	30	13	31	III. Dépôts (or) :	1.812	2.089	2.183	2.183	2.159	2.171
V. Dépôts à terme et avances : ...	1.130	1.217	1.226	1.115	1.213	1.144	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	918	1.019	1.170	991	1.145	971	a) de 9 à 12 mois	—	28	—	—	—	—
b) à 3 mois au maximum (or)	7	4	3	3	4	3	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	10	—	—
c) de 3 à 6 mois	144	154	35	67	48	106	c) de 3 à 6 mois	24	10	3	40	3	50
d) de 6 à 9 mois	3	—	9	32	7	33	d) à 3 mois au maximum ...	329	182	306	185	295	185
e) de 9 à 12 mois	55	7	—	15	—	24	e) à vue	1.372	1.802	1.824	1.869	1.810	1.857
f) à plus d'un an	3	33	9	7	9	7	2. Autres déposants :						
VI. Autres effets et titres :	730	665	679	507	811	504	a) de 9 à 12 mois	—	10	—	—	—	—
1. Or :							b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
a) à 3 mois au maximum ...	73	10	57	58	63	71	c) de 3 à 6 mois	6	—	6	—	16	—
b) de 3 à 6 mois	39	10	25	17	13	3	d) à 3 mois au maximum ...	21	28	18	10	18	10
c) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	10	10	e) à vue	60	29	26	69	17	69
d) de 9 à 12 mois	—	78	—	16	10	6	IV. Dépôts (monnaies) :	1.734	2.159	2.246	2.174	2.452	2.169
e) à plus d'un an	—	—	—	10	10	10	1. Banques centrales :						
2. Monnaies :							a) à plus d'un an	36	71	—	74	—	74
a) à 3 mois au maximum ...	445	375	303	210	327	197	b) de 9 à 12 mois	71	—	—	1	—	—
b) de 3 à 6 mois	80	113	206	43	281	51	c) de 6 à 9 mois	—	—	36	71	36	71
c) de 6 à 9 mois	4	2	67	49	61	48	d) de 3 à 6 mois	156	338	442	446	488	544
d) de 9 à 12 mois	23	10	3	3	2	27	e) à 3 mois au maximum .	1.167	1.465	1.483	1.188	1.604	1.070
e) à plus d'un an	66	67	18	101	34	81	f) à vue	30	40	41	16	54	16
VII. Actifs divers	1	1	1	4	1	4	2. Autres déposants :						
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68	68	68	68	68	68	a) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—	—
Total actif ...	3.915	4.622	4.801	4.733	4.980	4.718	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—
							c) de 3 à 6 mois	—	3	16	15	16	24
							d) à 3 mois au maximum ...	256	220	208	337	225	337
							e) à vue	18	22	20	26	29	33
							V. Divers	44	36	34	29	31	31
							VI. Comptes de profits et pertes ...	8	8	8	8	8	8
							VII. Prov. pour charges éventuelles	169	181	181	189	181	189
							Total passif ...	3.915	4.622	4.801	4.733	4.980	4.718

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)	31	31	31	31	30	30	Dépôts à long terme :	31	31	31	31	30	30
	décembre 1960	décembre 1961	août 1961	août 1962	septembre 1961	septembre 1962		décembre 1960	décembre 1961	août 1961	août 1962	septembre 1961	septembre 1962
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et des postes (échus)	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
Total ...	297	297	297	297	297	297	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68	68	68	68	68	68
							Total ...	297	297	297	297	297	297

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert vers l'Allemagne dans les monnaies locales.

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
C.G.E.R.	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquées de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.P.	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
O.N.E.	Office National de l'Emploi.
O.N.J.	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiotélévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.V.	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux
S.N.D.E.	Société Nationale des distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS.

—	la donnée n'existe pas
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux	Numérotation des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		
1. Population	I - 1	
2. Revenu national net au coût des facteurs	I - 2	
a) Estimations I.N.S.	I - 2a	
b) Estimations Dulbéa	I - 2b	
3. Produit national brut :		
a) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants	I - 3a	
b) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants	I - 3b	
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1953	I - 3c	
4. Investissements bruts dans l'ensemble de l'économie	I - 4	
II. — Emploi et chômage.		
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	
2. Chômage — Renseignements généraux	II - 2	
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3	
III. — Agriculture et pêche.		
1. Production agricole	III - 1	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	
IV. — Industrie.		
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	
3. Energie	IV - 3	
4. Métallurgie	IV - 4	
5. Construction : données annuelles	IV - 5	
6. Construction : données mensuelles	IV - 6	
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 7	
V. — Services.		
1. Transports :		
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena	V - 1a	
b) Navigation maritime	V - 1b	
c) Navigation intérieure	V - 1c	
2. Tourisme	V - 2	
3. Commerce intérieur :		
a) Indices des ventes	V - 3a	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	
VI. — Revenus.		
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	
VII. — Prix et indices de prix.		
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	
4. Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4	
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		
1. Tableau général	VIII - 1	
2. Exportations par groupes de produits	VIII - 2	
3. Importations par groupes de produits	VIII - 3	
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a	
b) Indices du volume	VIII - 4b	
5. Orientation géographique	VIII - 5	
IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.		
1. Chiffres annuels	IX - 1	
2. Chiffres trimestriels	IX - 2	
X. — Marché des changes.		
1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles	X - 1	
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2	
XI. — Finances Publiques.		
1. Situation de Trésorerie	XI - 1	
2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2	
3. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 3	
4. Détail des recettes fiscales	XI - 4	
XIII. — Organismes monétaires.		
1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1	
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des orga- nismes publics monétaires et des banques de dépôts	XIII - 2	
3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3	
4. Stock monétaire	XIII - 4	
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5	
6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951- 1958)	XIII - 6	
Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959)	XIII - 6	
7. Situation globale des banques	XIII - 7	
8. Comptes de chèques postaux	XIII - 8	
9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P.	XIII - 9	

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.			
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4	4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :		5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 5
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a	XX. — Banques d'Émission étrangères.	
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b	1. Taux d'escompte	XX - 1
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c	2. Banque de France	XX - 2
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie	XIV - 5d	3. Bank of England	XX - 3
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6	4. Federal Reserve Banks	XX - 4
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7	5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8	6. Banca d'Italia	XX - 6
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9	7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10	8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
		9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle	XX - 9
XV. — Principales modalités de l'épargne dispo- nible à l'intérieur du pays			
	XV	Principales abréviations utilisées.	
XVI. — Émissions et dettes du secteur public.			
1. Émissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1	Liste des graphiques :	
2. Principales émissions à long et moyen terme du sec- teur public	XVI - 2	I - 3. — (P.N.B. calculé par l'analyse des dé- b) et c) } pense aux prix courants et aux prix de 1950	I - 3b et c
3. Dette de l'Etat	XVI - 3	II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés	II - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4	IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjon- cture	IV - 1
		IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.			
1. Évolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1	IV - 7. — Évolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2	VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres- tée	VI - 1
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres men- suels cumulés	XVII - 3	VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
4. Émissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4	VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
5. Émissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5	VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
XVIII. — Marché monétaire.			
1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	XVIII - 1	IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	IX - 1
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3	XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 2
XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rende- ment.			
1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1	XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2	XIII - 9. — Montants globaux des paiements effec- tués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks	XIII - 9
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3	XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
		XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp- tant	XVII - 1

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
